

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL – PROGRES

PRIMATURE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Projet d'Appui à la Recherche Scientifique et Technique Tchadienne

-

Système National de Recherche Agronomique

Dynamique des systèmes de production cotonniers et organisation des producteurs en zone soudanienne du Tchad

-

Synthèse



**Damien HAUSWIRTH
Djinodji REOUNGAL**

Janvier 2007



Table des sigles

ARDESAC :	Appui à la Recherche et au Développement des Savanes d'Afrique Centrale
ARS2T :	Appui à la Recherche Scientifique et Technique Tchadienne
AV :	Association Villageoise
BAD :	Banque Africaine pour le Développement
BEAC :	Banque des Etats d'Afrique Centrale (ex BCEAC), institution membre de l'UMAC
BFR :	Besoin en fonds de roulement
BDEAC	Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale, institution membre de l'UEAC
BM :	Banque Mondiale
CCL :	Comité de Coordination Locale
CE :	Chef d'Exploitation
CECI :	Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale
COOPEC :	Coopérative d'Epargnes et de Crédit
CFPA :	Centre de Formation Professionnelle Agricole
CGI :	Centre de Gestion Intrants
CIRAD :	Centre de Coopération Internationale pour la Recherche Agronomique et le Développement
CRRA :	Centre Régional de Recherche Agricole
CTD :	Cotontchad
CTRC :	Cellule Technique d'appui à la Réforme du secteur Coton
DAGRIS :	Développement des Agro-industrie du Sud (ex CFDT)
FAO :	Food and Agriculture Organisation
GTZ :	Germanische für Zusammenarbeit
ITRAD:	Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement
LRVZ :	Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechniques de Farcha
MAG :	Marché Auto Géré
MB :	Marge brute
MPZS	Mouvement des Paysans de la Zone Soudanienne
ONDR :	Office National pour le Développement Rural
OP :	Organisation professionnelle (OPA : organisation professionnelle agricole).
PGRN :	Projet de Gestion des Ressources Naturelles
PIDR :	Programme d'Intervention pour le Développement Rural
PNAE :	Plan National d'Action pour l'Environnement
PRASAC :	Pôle régional de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale
PSAOP :	Projet d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations de Producteurs
SCAC :	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SCV :	Semis direct dans un Couvert Végétal
SIMAT :	Société Industrielle de Matériel Agricole du Tchad
STAT :	Société Tchadienne Affrètement et Transit
UTA :	Union des Transporteurs Africains

Lexique des principaux termes utilisés

Agent interface (Interface) : Agent de la Cotontchad placé à l'interface entre l'usine d'égrenage et les associations villageoises de sa zone d'affectation pour l'organisation de la commercialisation primaire du coton et la mise à disposition des intrants. Il assure notamment dans ce cadre la transmission à l'usine des demandes d'ouverture de marché et des commandes d'intrants émises par les associations villageoises ainsi que la transmission des accords d'ouverture de marché signés par le chef d'usine.

Association Villageoise (AV) : collectif formel de chefs d'exploitation produisant du coton, généralement structuré à l'échelle d'un finage villageois, assumant la gestion locale de l'approvisionnement en intrants (centralisation des demandes d'intrants ; commandes à la Cotontchad ; répartition locale) et la commercialisation locale du coton graine par le biais d'une équipe technique nommée en son sein.

Caution solidaire : système plaçant l'AV en situation de responsabilité collective sur le remboursement des intrants qui lui sont livrés. Lorsque la production de coton de l'AV est insuffisante pour rembourser les intrants fournis à crédit par la Cotontchad en début de campagne, une dette lui est imputée. Tant que la dette n'est pas apurée, l'AV concernée ne sera pas livrée en engrais minéral. Toutefois, l'AV continuera de recevoir les semences de coton et l'insecticide commandé, la dette devant être remboursée sur la production de coton de l'année suivante réalisée « en traditionnel » (sans engrais minéral).

Comité de Coordination Locale (CCL) : Organisation professionnelle exclusive des producteurs de coton structurée géographiquement à l'échelle d'une zone usine selon un système électif pyramidal. Les 9 CCL du Tchad ont notamment pour missions la représentation des planteurs à l'usine et dans les négociations nationales, la défense de leurs intérêts, la transmission d'informations ainsi que la collecte et la gestion de l'épargne paysanne consacrée à la participation des planteurs dans le cadre de la privatisation de la Cotontchad.

Convoyeur : membre de l'AV spécifiquement désigné pour accompagner le coton à l'usine à partir du village.

Coordinateur pont-bascule : représentant des planteurs, cet agent du CCL est présent à l'usine lors des opérations de pesée, de tri et de paiement. Son rôle consiste à garantir la transparence des opérations de commercialisation primaire du coton-graine.

Cotontchad (CTD) : Société cotonnière tchadienne majoritairement détenue par l'Etat, en position de monopole, disposant notamment de 9 usines d'égrenage, d'une Huilerie-Savonnerie, d'une unité de délintage et d'une ferme de production de semences. Outre la mise à disposition des semences et des intrants, la Cotontchad assure la collecte du coton, son égrenage, la commercialisation des fibres ainsi que la valorisation et la commercialisation des sous produits (graines en particulier)

Décorticage : usinage des graines visant à séparer la coque, l'amande et la bourre. La bourre et la coque sont ensuite brûlées pour produire de l'électricité. L'amande peut être pressée pour obtenir de l'huile et des tourteaux.

Délintage : séparation chimique et/ou mécanique des dernières fibres restant accrochées à la graine après l'égrenage. Le délintage vise à obtenir des semences présentant un taux de germination élevée.

Egrenage : action consistant à séparer les fibres des graines de coton au cours de l'usinage. Les fibres sont exportées, les graines réinjectées dans un circuit semencier ou valorisées après décorticage et transformation.

Formulation : 3 formules de productivité se différenciant par la quantité d'engrais livrée sont fournies par la Cotontchad aux associations villageoises. Par convention, nous utiliserons dans la suite du texte les abréviations suivantes :

- F0 : formulation dite « traditionnelle », comprenant semences et insecticides mais pas d'engrais minéral. Elle est imposée aux AV disposant d'une dette d'intrant auprès de la Cotontchad. Au sein des AV, certains planteurs la réclament pour limiter le risque sur le recouvrement d'intrants.
- F1 : formulation minérale de base, comprenant, outre les semences et les insecticides, 100 kg d'engrais complet NPKSB / ha
- F2 : formulation améliorée. Correspond à F1 + 50 kg d'urée / ha

Marché Villageois Autogéré (MAG) : activité de commercialisation du coton-graine gérée par une association villageoise, régie par une charte qui en précise les modalités d'organisation.

Type : catégorie de producteur selon des facteurs de différenciation structurelles des exploitations agricoles fondée sur le genre du chef d'exploitation et son mode d'accès à la traction animale. Cette typologie différencie :

- les femmes chef d'exploitation (Type 1),
- les non usagers de traction animale (Type 2),
- les locataires de traction animale (Type 3)
- ainsi que les propriétaires – prestataires de service pour la traction animale (Type 4).

Zone-usine : zone géographique dont la production de coton est collectée et égrenée par une usine déterminée.

Table des matières

Table des sigles.....	2
Lexique des principaux termes utilisés.....	3
Table des matières	5
Introduction	6
<u>PARTIE I : ELEMENTS DE DEMARCHE METHODOLOGIQUE</u>	
I - Echantillonnage	8
II - Synthèse des indicateurs thématiques employés	10
<u>PARTIE II : FAIBLESSES PERSISTANTES DES PERFORMANCES TECHNIQUECONOMIQUES DE LA PRODUCTION</u>	
I – Données socioéconomiques relatives aux producteurs de coton	15
1.1. Données de référence sur les producteurs de coton	15
1.2. Données de référence sur les exploitations productrices de coton	15
1.3. Données de référence sur la place réservée au coton dans l'exploitation	16
II – Facteurs de différenciation structurelle des exploitations	18
III – Performances techniques	19
3.1. Des rendements cotonniers insuffisants	19
3.2. Facteurs explicatifs d'un usage insuffisant d'engrais minéraux	21
3.3. Autres pistes d'amélioration de la productivité : pratiques de production	21
IV – Performances économiques	24
4.1. Performances économique de l'atelier coton	24
4.2. Performances économiques comparées d'exploitations agricoles	28
V – Eléments de tendance pour la campagne 2006-2007	32
<u>PARTIE III : ORGANISATION DES PRODUCTEURS ET RISQUES MARCHES</u>	
I – Organisation des producteurs du sub-local au local	35
II- AV et MAG : système inéquitable de risques, dette en augmentation	36
2.1. Structure et fonctionnement des AV	36
2.2. Enjeux, stratégies et risques marchés dans le système des MAG	38
2.3. Faiblesses du système de caution solidaire, croît de la dette des AV	40
III – Du MPZS au CCL : vers l'affaiblissement de la redevabilité des OP ?	42
3.1. Origine : le MPZS (Mouvement Paysan pour la Zone Soudanienne)	42
3.2. Instauration et redevabilité des CCL (Comités de Coordination Locale)	43
<u>PARTIE IV : DEROULEMENT DES CAMPAGNES COTONNIERES ET PERCEPTIONS DES PLANTEURS</u>	
I - Perceptions globales des AV sur les campagnes cotonnières	46
II - Mise en place des intrants	46
III - Ouverture des marchés villageois	50
IV - Evacuation du coton	51
V - Pesée	52
VI - Classement.....	53
VII – Paiement du coton graine.....	54
VIII - Arrangements dans la chaîne de commercialisation du coton graine.....	56
<u>PARTIE V : MUTATIONS EN COURS ET PERCEPTION DES PRODUCTEURS</u>	
I- Le renforcement des capacités des producteurs	59
1.1. Origine, nature et objectifs du processus	59
1.2. Questions posées par le processus.....	59
1.3. Niveau d'information et perceptions du segment production	60
II- La privatisation de la société cotonnière	62
2.1. Ancrage historique et déroulement de processus	62
2.2 – Perceptions d'acteurs relatives à la privatisation	63
2.3 – Gestion de l'épargne paysanne en vue de la privatisation.....	66
III. Repositionnement de l'Etat et devenir des fonctions critiques	68
Conclusion.....	71
Bibliographie.....	72

Introduction

En procurant un revenu direct ou indirect à plus de 2 millions de personnes, la filière coton joue un rôle tant stratégique que structurant des savanes soudaniennes du Tchad. Ceci confère aux évolutions qu'elle rencontre une importance particulière au regard de leurs conséquences induites sur le développement économique de cet espace et sa stabilité.

Dans un contexte caractérisé par un haut niveau de contraintes pour la production et l'exploitation industrielle, la filière cotonnière tchadienne subit actuellement une crise aussi bien structurelle que conjoncturelle, tandis qu'un double processus de repositionnement du rôle de l'Etat et de privatisation de la société industrielle a été engagé.

Les mutations rapides du secteur font ressortir la nécessité de disposer d'indicateurs et d'outils de suivi pour disposer d'une lisibilité en temps réel concernant l'impact de ces changements à différentes échelles.

La présente synthèse a été construite à partir d'une étude de terrain conduite par l'ITRAD et financée par la Coopération française, visant à proposer et tester de tels indicateurs concernant pour l'essentiel les segments « production » et « organisation des producteurs ». Elle s'intègre dans les travaux du Système National de Recherche Agronomique soutenu par le projet ARS2T, en lien avec les programmes de recherche menés à l'échelle régionale par le PRASAC sur les filières cotonnières des zones de savanes.

Cette étude a mobilisé 160 hommes-jours de terrain au cours du 2^{ème} semestre 2006. Elle s'inscrit dans le prolongement logique d'une première étude menée au 4^{ème} trimestre 2005, visant à offrir un diagnostic global de la filière cotonnière tchadienne, dont certains résultats ont été intégrés.

Outre les chefs d'exploitation et les responsables d'associations villageoises enquêtés sur la base d'un questionnaire semi-quantitatif, de multiples acteurs de la filière (Cotontchad, CTRC, ONDR, commerçants locaux, etc.) nous ont consacré du temps à diverses reprises. Nous souhaitons ici les assurer de notre gratitude pour leur accueil.

Accompagnée d'une description des indicateurs retenus pour évaluer les performances de différents stades de la filière, la démarche méthodologique employée est d'abord succinctement présentée. Les performances technico-économiques des planteurs, leur organisation, leurs perceptions relatives au déroulement des campagnes de commercialisation et aux évolutions en cours sont ensuite explorées pour former un cadre de suivi périodiquement réactualisable.

PARTIE I

-

**ELEMENTS DE DEMARCHE
METHODOLOGIQUE**

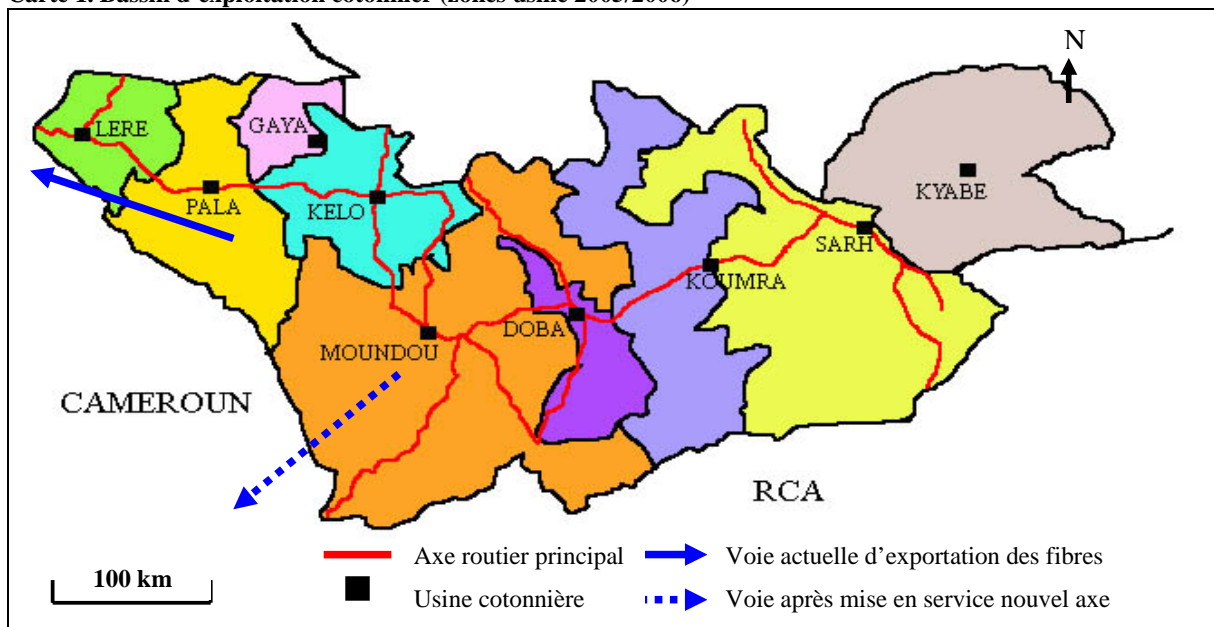
I - Echantillonnage

1.1. Echantillonnage géographique

1.1.1. Echantillonnage des zones d'enquêtes à l'échelle de la zone soudanienne

En adoptant une posture d'analyse centrée sur la comparaison de situations contrastées, le premier niveau d'échantillonnage retenu différencie trois blocs d'exploitation cotonnière comportant neuf zones usines, dont la distribution géographique recoupe partiellement le zonage agro-écologique des savanes soudanaises du Tchad.

Carte 1. Bassin d'exploitation cotonnier (zones usine 2005/2006)



Hauswirth D, 2006 d'après Cotontchad, 2005

Tableau 1. Eléments de différenciation des blocs d'exploitation cotonnière

	Bloc usine Ouest	Bloc usine Centre	Bloc usine Est
	Léré Pala Gaya	Kélo Moundou Doba	Koumra Kyabé Sarh
Densité d'usine / surface de collecte	+++	++	+
Rayon de collecte	+	+++	++
Distance à Ngaoundéré avant chantier	++	+	+++
Productivité	+++	+	+
Densité de population	+++	+++	+
Enclavement	+	+	+++
Tradition d'élevage bovin sédentaire	+++	+	+

Source : Hauswirth D., Naitormbaide M., 2004

Pour l'ensemble des blocs d'exploitation, seules cinq zones usines pouvaient être retenues pour l'enquête de terrain compte tenu des contraintes logistiques. Les zones-usines les plus importantes en terme de tonnage ont été retenues, les espaces liminaires trop spécifiques étant de ce fait éliminés. Ceci permettait conjointement de limiter les déplacements à effectuer.

Tableau 2. Présentation de quelques caractéristiques des zones usines enquêtées

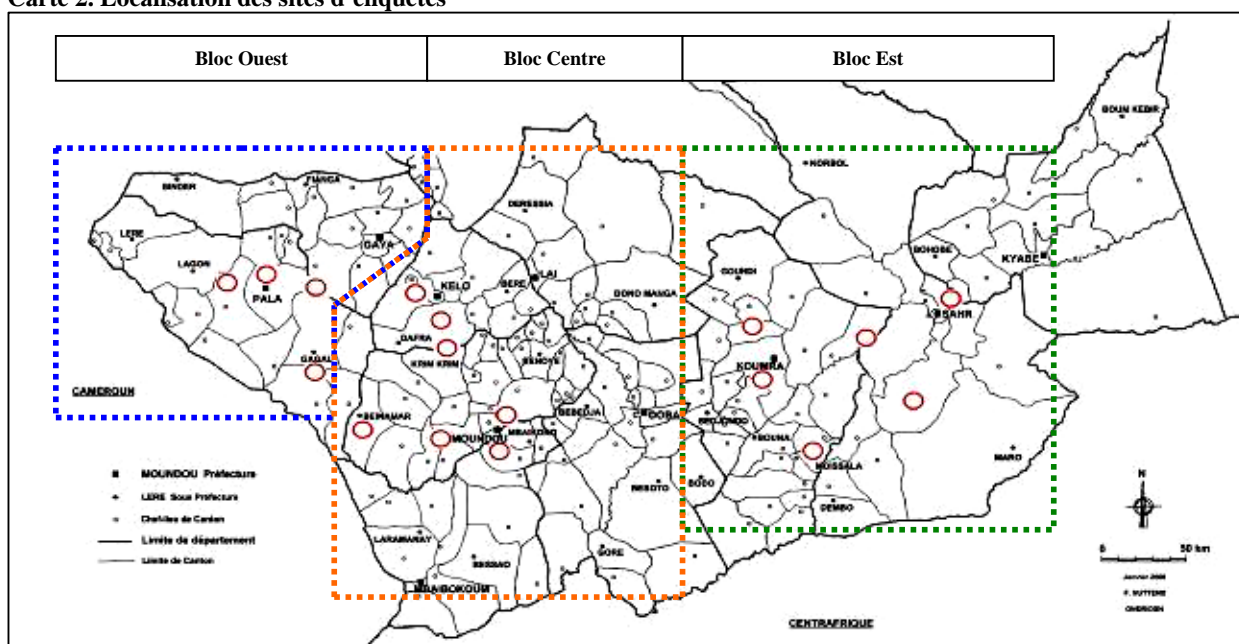
	Bloc ouest		Bloc centre	Boc Est	
Zones usines enquêtées	PALA	KELO	MOUNDOU	KOUMRA	SARH
Capacité th. d'égrenage. (t/an)	44 400	42 900	55 050	30 540	30 450
Rayon moyen de collecte (km)	65	55	198	136	189
Dist. à Ngaoundéré avant chantier (km)	531	657	747	945	1082
Présence d'un séchoir	Oui	Oui	Non	Non	Non
Transporteurs concernés	UTA	UTA	CTD + privés	CTD + privés	CTD + privés
Remarques spécifiques	Unité rénovée en 1996		DHS : Centre opérationnel	DHS : Unité décortique	Enclavement saisonnier

Source : Cotontchad, 2004 ; Horus, 2000

1.1.2. Echantillonnage des sites d'enquêtes dans chaque zone-usine sélectionnée

Deux critères de différenciation ont ensuite été employés dans le choix des sites enquêtés au sein des zones usines sélectionnées : distance à l'usine et état des voies de communication.

Carte 2. Localisation des sites d'enquêtes



Source : enquêtes (2006)

Tableau 3. Nature des sites d'enquêtes par usine

Usine enquêtée	Distance à l'usine / rayon moyen de collecte	Site	Remarques
Pala	Proche	Pala N - Sorga - Ngoko	Livraison aux 2 usines
	Mi-distance	Doué	
	Limite collecte	Sud et Ouest Gagal - Mar	Echanges transfrontaliers
Kélo	Proche	Kélo ouest	Transfert d'intrants sur riziculture
	Mi-distance	Kélo sud	
	Limite collecte	Krim-Krim	
Moundou	Proche (nord ou sud est)	Mbala / Miladi / Donia	
	Mi-distance (ouest)	Ba / Badé / Tapol	
	Limite collecte (ouest)	Sud Beinamar	
Koumra	Proche	Koumra ouest	
	Mi-distance	Goundi sud	
	Limite collecte	Moissala Nord ouest	Problèmes avérés de collecte
Sarh	Proche	Sarh Nord : Kotongoro	
	Mi-distance	Sarh Ouest : Dokassi Kémata	
	Limite collecte	Sarh sud : Koumogo	

Deux sites ont initialement été enquêtés pour affiner les grilles d'enquête employées. Après cette phase de test, 15 sites d'enquêtes ont été retenus et explorés, répartis grossièrement selon une ligne ouest-est.

1.2. Echantillonnage social

Compte tenu de la nature des informations recherchées, l'échantillonnage social des enquêtes de terrain a été conduit selon les principes ci-dessous :

Tableau 4. Eléments de stratification des enquêtes

Enquêtes	Nature des informations recherchées	Eléments de stratification des enquêtes
CE	Performances techniques et économiques, résultats de l'atelier coton, déroulement de la campagne cotonnière, perceptions et niveaux d'information relatifs à l'organisation des planteurs, la création de coopératives, la privatisation de la Cotontchad, etc.	- producteurs de coton vs. non producteurs de coton ou chefs d'exploitation ayant abandonné le coton depuis au moins 2 ans - typologie structurelle centrée sur le genre et la forme d'accès à la traction animale (Leroy J., Djondang K., Mbetid B., Havard M., 2003)
AV	Déroulement de la mise en place des intrants et de la commercialisation du coton graine, perceptions et niveaux d'information des responsables d'AV concernant l'organisation des planteurs, la création de coopératives, etc.	- Eloignement à l'usine et accessibilité - Volumes commercialisés / petites régions de production - AV endettées vs. AV non endettées vis-à-vis de la Cotontchad

1.3. Taille de l'échantillon analysé

Pour chaque site retenu, 12 responsables d'associations villageoises (AV) et 20 chefs d'exploitation (CE) ont été enquêtés.

Tableau 5. Organisation des enquêtes de terrain pour chaque site d'enquête

Structuration des enquêtes			Nb. enquêtes	Remarque
Associations villageoises	Bureaux d'AV petites régions de production (+/- canton) ayant produit du coton en 2005 qui a été vendu en 2006		12	Membre du bureau (entretien coll. poss.).
Exploitants agricoles	Producteurs de coton en 2005	Femmes CE	3	Exploration d'un nombre fixé d'exploitants agricoles par type
		Non usagers de TA	3	
		Locataires de TA	3	
		Prestataire de service pour TA	3	
	Non producteurs de coton depuis au moins 2 ans	Femmes CE	2	CE ayant abandonné le coton depuis au moins 2 ans
		Non usagers de TA	2	
		Locataires de TA	2	
		Prestataire de service pour TA	2	
Nombre total d'enquêtes : 15 sites x 32 enquêtes / site dont : 12 AV, 20 CE				
Entretiens complémentaires menés avec divers acteurs de la filière				

Source : enquêtes (2006)

II - Synthèse des indicateurs thématiques employés

L'échantillon analysé se compose au total de :

- 180 associations villageoises regroupant 20 800 planteurs de coton ;
- 300 chefs d'exploitation stratifiés a priori sur la base d'un nombre donné par type.

Il a été exploré sur la base d'enquêtes semi-quantitatives visant à recueillir les informations nécessaires à l'élaboration d'indicateurs thématiques périodiquement réactualisables, synthétisés dans les tableaux pages suivantes.

On se reportera aux annexes 2 et 3 pour une présentation des fiches et grilles d'enquêtes employées.

Tableau 6. Nature des indicateurs thématiques employés

Thématique explorée		Indicateurs retenus
Données socio-économiques et de stratification concernant les producteurs	Ensemble des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de pluriactivité et fréquence de répartition des activités non agricoles ➤ Taux d'alphabétisation et de scolarisation comparés ; plus haut niveau d'étude atteint ➤ Proportion de chefs d'exploitation pluriactifs par type ➤ Proportion par type de chefs d'exploitation ayant été scolarisés ➤ Surface moyenne exploitée par actif en fonction du type ➤ Nombre moyen de personnes à nourrir en fonction du type ➤ Production moyenne de céréale sur l'exploitation en fonction du type ➤ Surface moyenne mise en valeur par l'exploitation en fonction du type ➤ Parts des céréales, des oléagineux, des protéagineux et du coton dans l'assolement de l'exploitation, comparées par type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs
	Producteurs de coton	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Age, nombre d'années depuis l'installation et origine géographique des producteurs de coton ➤ Nombre moyen de personnes à nourrir sur l'exploitation disposant d'un atelier coton ➤ Proportion de planteurs ayant déjà procédé à une revende d'intrants au cours des 5 dernières années ➤ Proportion comparée de producteurs ayant l'intention d'emblaver du coton en 2007 ➤ Fréquence de répartition des motifs relatifs au souhait d'emblaver du coton en 2007 ➤ Proportion de planteurs devant parcourir une classe de distance donnée entre l'habitation et la parcelle de coton
Performances techniques et économiques de l'atelier coton	Stratification basée sur le type de producteur	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Surface moyenne emblavée en coton par type ➤ Production moyenne de coton graine obtenue par type ➤ Rendement moyen en coton graine obtenu par type ➤ Dose moyenne de NPKSB et d'urée épandue par type ➤ Proportion par type de producteurs employant les formulations F0, F1 et F2 ➤ Marge brute moyenne de l'atelier coton par ha et par type ➤ Marge brute moyenne de l'atelier coton par actif et par type ➤ Evolution comparée par type du besoin de trésorerie à l'hectare de coton ➤ Répartition par type des différentes catégories de charges de production relatives à l'atelier coton
	Stratification basée sur la formule de productivité employée	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Marge brute moyenne par ha de coton en fonction de la formulation d'intrants employée ➤ Valeur brute moyenne par ha de la production de coton en fonction de la formulation d'intrants employée ➤ Charges brutes moyenne de production par ha en fonction de la formulation d'intrants employée ➤ Rendements moyens de coton graine en fonction de la formulation d'intrants employée
	Analyse globale de l'échantillon de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fréquence de répartition de différentes classes de marge brute par hectare au sein de l'échantillon enquêté ➤ Proportion de planteurs dont la marge brute est négative ou faible ➤ Part de la production cotonnière nécessaire à la couverture des charges de production
Sécurité alimentaire et résultats économiques comparés des CE producteurs / non producteurs de coton	Résultats économiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Marge brute annuelle d'exploitation (par ha) (par actif) comparée par type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs ➤ Besoins annuels en fonds de roulement d'exploitation (par ha) comparés / type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs
	Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Couverture céréalière par la production de l'exploitation comparée par type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs ➤ Proportions d'exploitants par type n'assurant pas la production de 150 kg de céréale / personne à nourrir, comparées entre cotonculteurs et non cotonculteurs ➤ Production d'oléoprotéagineux sur l'exploitation comparée par type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs ➤ Rendements en arachide et en céréale graine comparés par type et entre cotonculteurs / non cotonculteurs

Thématique explorée		Indicateurs retenus
Représentativité de l'échantillon d'AV enquêté et éléments de tendance		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Part de l'échantillon d'AV enquêtées dans la production globale de coton, ➤ Evolution des surfaces, des productions et des rendements au sein de l'échantillon enquêté ➤ Doses moyennes d'intrants par hectare potentiellement épandables en fonction des tonnages reçus ➤ Ecart global entre les quantités d'engrais commandées et les quantités d'engrais reçues ➤ Niveaux moyens de rendement en céréales, oléoprotéagineux et coton en fonction des lieux de production
Structure et gestion des AV		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taille moyenne des AV (nombre de planteurs, nombre de groupements, tonnage moyen produit) ➤ Surface moyenne emblavée en coton par AV ➤ Rendement cotonnier moyen des AV ➤ Proportion d'AV dont au moins un responsable a un lien de parenté avec une autorité coutumière ➤ Fréquence moyenne de renouvellement du bureau des AV ➤ Proportion d'AV dont le bureau a été renouvelé au cours des 3 dernières années ➤ Fréquence de répartition thématique des explications données au dernier renouvellement du bureau des AV
Caution solidaire et dette des AV vis-à-vis de la Cotonchad		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion d'AV au sein desquelles des producteurs n'ont pu rembourser les intrants livrés ➤ Fréquence de citation des modalités de recouvrement des dettes des producteurs par les AV ➤ Proportion d'AV redevables d'une dette à la cotonchad au titre de la caution solidaire ➤ Montant moyen de la dette des AV concernées ➤ Proportion des AV endettées dont la dette a été rééchelonnée ➤ Niveau de la dette cumulée des AV vis-à-vis de la Cotonchad au titre de livraisons d'intrants non remboursées ➤ Evolution de la dette des AV au cours du temps
Perception globale du déroulement des campagnes de commercialisation du coton graine		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Notation du déroulement de chaque maillon de la chaîne de commercialisation sur une échelle de 4 degrés : « très bien passé », « bien passé », « mal passé », « très mal passé » ➤ Evolution du taux d'insatisfaction des responsables d'AV enquêtés
Déroulement et perception des campagnes d'approvisionnement des AV en intrants		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts relatifs à la mise en place des intrants ➤ Evolution temporelle du taux d'AV livrées pour chaque type d'intrant ➤ Proportion d'AV livrées en semences à la date limite de semis préconisée ➤ Proportion d'AV livrées en NPKSB à la date limite d'épandage préconisée ➤ Evolution temporelle du taux de réalisation des commandes (en % du tonnage) au cours de la campagne culturale ➤ Taux de réalisation des commandes de semences à la date limite de semis préconisée ➤ Taux de réalisation des commandes de NPKSB à la date limite d'épandage préconisée ➤ Répartition temporelle des livraisons d'intrants effectuées au cours de la campagne
Déroulement et perceptions des campagnes de commercialisation du coton graine	Ouverture du marché	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion des centres d'achat ouverts au démarrage de la saison des pluies ➤ Evolution temporelle du taux d'ouverture des centres d'achat ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts ayant trait à l'ouverture du marché
	Enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion des AV dont la collecte est terminée au démarrage de la saison des pluies ➤ Evolution temporelle du taux de réalisation de la collecte ➤ Proportion d'AV disposant de coton non évacué à la date de l'enquête ➤ Proportion de la production globale non enlevée avant le démarrage des pluies ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts ayant trait à l'enlèvement du coton
	Pesée	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion d'AV subissant un déficit ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts ayant trait à la pesée

Thématique explorée		Indicateurs retenus
Déroulement et perceptions des campagnes de commercialisation du coton graine	Classement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion d'AV ayant subi le déclassé d'au moins une caisse ➤ Fréquence de citation des motifs de déclassé ➤ Quantités moyennes et maximum déclassées par AV ➤ Ratio « tonnages déclassés » / « tonnages produits » ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts ayant trait au classement
	Païement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evolution temporelle du taux d'AV payées ➤ Proportion d'AV payées au démarrage de la saison des pluies ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts ayant trait au classement ➤ Fréquence de répartition du paiement de diverses redevances
	Arrangements dans la chaîne de commercialisation du coton graine	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Estimation du volume financier des arrangements dans la filière pour une campagne de commercialisation ➤ Ratio « Valeur estimée des arrangements dans la filière » / « Valeur estimée de la production de coton graine » ➤ Pour chaque maillon de la chaîne commerciale, proportion d'AV passant un arrangement pour « faciliter » l'opération ➤ Fréquence de citation des différents types d'acteurs impliqués ➤ Fréquence de citation des différents modes d'arrangement cités ➤ Montant minimum, moyen et maximum des arrangements cités
Organisation des producteurs	Perception des CCL	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fréquence de répartition thématique des avantages liés aux CCL tels que perçus par les AV et les CE ➤ Fréquence de répartition thématique des inconvénients liés aux CCL tels que perçus par les AV et les CE ➤ Proportion de responsables d'AV et de CE ayant une opinion négative sur les CCL
	Perception des coopératives	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de responsables d'AV et de CE ayant eu une information sur la transformation des CCL en coopératives ➤ Fréquence de répartition des sources d'information citées concernant la délivrance d'informations relatives aux coopératives ➤ Proportion d'AV ayant été invitées à une réunion informative sur la constitution de coopératives ➤ Proportion de responsables d'AV et de CE ayant une opinion positive sur la constitution de coopératives ➤ Fréquence de répartition des perceptions des responsables d'AV et CE enquêtés quant aux rôles que devront prendre en charge les futures coopératives ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts des AV et CE enquêtés relatifs à la constitution de coopératives
Privatisation	Perception de la privatisation de la Cotontchad (enquête 2005)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de responsables d'AV et de CE ayant eu une information sur la privatisation ➤ Fréquence de répartition des sources d'information sur la privatisation ➤ Proportion de responsables d'AV ayant une opinion positive de la privatisation ➤ Fréquence de répartition thématique des commentaires ouverts des responsables d'AV, CE et commerçants locaux sur la privatisation de la Cotontchad
	Gestion de l'épargne paysanne en vue de la privatisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fréquence d'acquiescement par les AV de la cotisation de 5 F/kg de coton durant les 5 dernières années ➤ Niveau d'information sur les montants versés en vue de la privatisation ➤ Fréquence de délivrance d'un reçu par le CCL concernant les sommes retenues au paiement du coton ➤ Proportion de reçus émis par les CCL disposant de divers éléments de référencement ➤ Ratio « Montant officiellement épargné par les CCL » / « Montant potentiellement épargné par les CCL » ➤ Proportion d'AV ayant cotisé au CCL lors du paiement du coton au titre de participation des planteurs à la privatisation

PARTIE II

-

**FAIBLESSES PERSISTANTES DES
PERFORMANCES TECHNICO-
ECONOMIQUES DE LA PRODUCTION**

I – Données socioéconomiques relatives aux producteurs de coton

1.1. Données de référence sur les producteurs de coton

Les chefs d'exploitation disposant d'un atelier coton sont principalement des autochtones en milieu de carrière (plus de 5 ans écoulés depuis l'installation dans 97% des cas) : les coûts d'investissement nécessaires à la culture de coton rendent cette production peu abordable pour des jeunes agriculteurs en phase d'installation.

Plus de la moitié des chefs d'exploitation enquêtés ont été scolarisés, principalement jusqu'à la fin du cycle primaire.

Par ailleurs, plus de 40% des chefs d'exploitation interrogés sont pluriactifs, l'activité non agricole exercée procurant un complément de revenu réinvesti dans l'exploitation.

Tableau 7. Données de référence relatives aux planteurs de coton

Caractéristiques des planteurs de coton	Données d'enquêtes commentées
Les producteurs de coton sont majoritairement autochtones	87% des planteurs sont nés dans un village situé à moins de 10 km. 8% des planteurs sont natifs d'un village situé à plus de 50 km
Plus de la moitié des planteurs ont été scolarisés / alphabétisés	59% des planteurs ont été scolarisés, principalement jusqu'à la fin du cycle primaire
Ce sont principalement des agriculteurs en milieu de carrière	77% des planteurs sont âgés de plus de 30 ans. 75% des cotonculteurs sont installés depuis plus 10 ans. Très peu de jeunes en phase d'installation cultivent le coton en raison des coûts d'investissement nécessaires et de la nécessité de disposer d'une capacité financière suffisante pour attendre le paiement du coton.
Plus de 40% des planteurs de coton effectuent une activité complémentaire procurant un appui financier limité à l'exploitation	La gestion d'un commerce de produits agricoles ou non agricoles représente 40% des activités complémentaires effectuées, l'enseignement 20%, la restauration 15% ; la chasse et la pêche 9%. Le revenu annuel procuré par l'activité complémentaire est inférieur à 100 000 F CFA dans 2/3 des cas.

Source : enquêtes (2006)

1.2. Données de référence sur les exploitations productrices de coton

Les exploitations productrices de coton sont des exploitations manuelles, familiales et de petite taille. Elles disposent en moyenne de 3,7 ha détenus en propriété et comptent en moyennent 5 actifs permanents.

Une exploitation produisant du coton fait en moyenne vivre 7 personnes.

Tableau 8. Nombre de personnes vivant du revenu de l'exploitation cotonnière

Taille de l'unité de consommation (nombre de personnes à nourrir)	Fréq. (% des planteurs enquêtés)
Moins de 5	34 %
De 5 à 10	47 %
De 10 à 15	14 %
Plus de 15	5 %

Source : enquêtes (2006)

Le niveau d'équipement des exploitations reste faible :

- moins d'un tiers des planteurs détiennent un corps butteur sarcleur.
- un quart des planteurs possèdent une charrue ;
- un cinquième seulement des planteurs disposent d'un porte-tout, d'un pulvérisateur ou d'une charrette.

L'accès à la traction animale bovine et au crédit demeurent limités.

L'externalisation rémunérée de certains travaux agricoles est fréquent en production cotonnière. La nature des travaux externalisés dépend du type de producteur considéré (cf. infra)

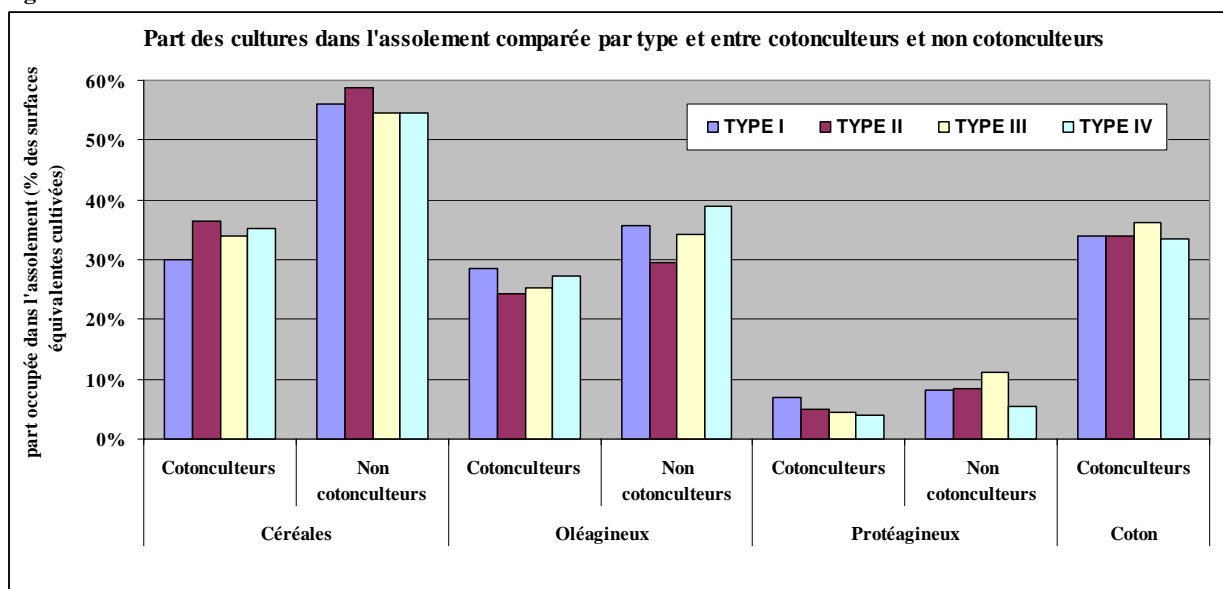
Tableau 9. Données de référence sur les structures d'exploitation productrices de coton

Caract. des exploitations cotonnières	Données d'enquêtes commentées
La plupart des exploitations possèdent un atelier d'élevage de petits ruminants	75 % des planteurs disposent d'un troupeau de caprins
L'accès à la traction animale bovine reste limité. La détention d'animaux de trait est corrélée à la réalisation d'une activité de prestation de service pour la traction animale	Un tiers des planteurs disposent d'au moins une paire de bovins de trait. 8% des planteurs ont un troupeau de plus de 6 têtes (maximum 20 têtes)
En dehors du crédit intrant fourni par la cotontchad, l'accès au crédit est presque exclusivement limité au secteur informel.	10% des planteurs ont accès à un crédit autre que le crédit intrant de la cotontchad, se répartissant comme suit : crédit alimentaire (14%) ; crédit en matériel / intrants agricoles (33%) crédit financier (42%). Les bailleurs cités sont : les commerçants usuriers, les CEC, l'ONDR, la ferme de Déli ainsi que diverses ONG (BELACD, etc.)
Les crédits accordés sont de type court terme. Les montants des crédits accordés sont limités ; le coût du crédit demeure très élevé.	50 % des crédits accordés n'excèdent pas 6 mois 2/3 des crédits accordés ne dépassent pas 60 000 F CFA Les taux d'intérêt représentent 25 à 75 % du montant emprunté
Le recours à une main d'œuvre extérieure rémunérée est fréquent dans l'exploitation cotonnière. Il représente une charge d'exploitation annuelle moyenne de 30 880 F CFA pour 51 hommes-jours de travail.	75% des chefs d'exploitation interrogés font appel à de la main d'œuvre rémunérée extérieure à l'exploitation à différentes phases de l'itinéraire technique : travaux requérant la traction animale (labour, transport), 1 ^{er} et le 2 ^{ème} sarclage (respectivement 60% et 14% des planteurs), récolte du coton (plus d'un quart des CE interrogés)

Source : enquêtes (2005)

1.3. Données de référence sur la place réservée au coton dans l'exploitation

Quel que soit le type de producteur considéré (cf. lexique et infra), le coton occupe en moyenne un tiers de l'assolement des exploitations cotonnières. La part de l'assolement consacrée aux céréales et aux oléoprotéagineux dépend de la réalisation ou non d'un atelier coton au sein de l'exploitation.

Figure 1.

Source : enquêtes (2006)

La culture du coton apparaît risquée : un quart des producteurs interrogés se sont retrouvés au moins une fois au cours des cinq dernières années dans une situation financière telle qu'ils ont dû procéder à la revente au détail des intrants livrés par la Cotontchad par l'intermédiaire de leur AV.

Tableau 10. Revente d'intrants de la Cotontchad par les planteurs de coton enquêtés

Avez-vous déjà revendu l'engrais livré au cours des 5 dernières années ?	Fréq. (% planteurs enquêtés)
Oui	25 %
Non	75 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 11. Quantité d'engrais revendue par les planteurs

Quelle quantité d'engrais (NPKSB et/ou urée) avez-vous revendu ?	Fréq. (% ventes d'engrais)
Moins de 50 kg	20 %
De 50 à 100 kg	28 %
De 100 à 150 kg	10 %
De 150 à 200 kg	17 %
200 kg et plus	25 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 12. Prix de revente de l'engrais par les planteurs¹

A quel prix avez-vous revendu vos engrais ?	Fréq. (% ventes d'engrais)
100 FCFA/kg	30 %
de 100 à 150 FCFA/kg	40 %
de 150 à 200 FCFA/kg	25 %
Plus de 200 FCFA/kg	5 %

Source : enquêtes (2006)

La culture du coton est vécue comme un moyen d'obtenir le capital nécessaire à la réalisation d'un projet, souvent agricole. Le plus fréquent consiste à accéder à la traction animale ou à en sécuriser l'usage. Plus d'un tiers des chefs d'exploitation non cotonculteurs depuis au moins 2 ans aspirent à pouvoir emblaver une partie de leur exploitation en coton.

Tableau 13. Données de référence relative à la place du coton au sein des structures d'exploitation

Place du coton dans l'exploitation	Données d'enquêtes commentées
Les exploitations cotonnières sont très diversifiées. Le coton prend sa place dans un assolement soudanien classique de type céréale vivrière / arachide / coton	2/3 des chefs d'exploitation (CE) emblavent une seule parcelle en coton. 1/5 des CE enquêtés emblavent deux parcelles en coton. Superficie moyenne de coton par exploitation : 1,3 ha. La superficie emblavée en coton est inférieure à 1 ha pour 1/3 des CE enquêtés.
Le coton est cultivé de façon récurrente : 60% des CE l'ont cultivé 5 fois durant 5 années	88% des producteurs de coton enquêtés ont l'intention de produire du coton en 2007, contre 39% des non producteurs.
Le coton est perçu comme un moyen d'accès à un investissement, souvent en lien avec l'accroissement des moyens de production	60% des planteurs prévoyant de produire du coton en 2007 le perçoivent comme un moyen de financer l'accès à la traction animale (acquisition de bœufs de trait ou d'une charrue)
L'abandon du coton est généralement conjoncturel et temporaire	L'abandon du coton procède de 3 facteurs : 1) situation financière incompatible avec les coûts d'investissement ou l'aléa des dates de paiement ; 2) production arachidère jugée plus rémunératrice ; 3) production de coton perçue comme trop risquée en raison des dysfonctionnements de la filière.
Les parcelles de coton sont à proximité de l'habitation	50% des parcelles en coton sont situées à moins de 2 km de l'habitat. 32% sont éloignées de plus de 3 km, ce qui induit un coût de déplacement significatif. 11 % des planteurs mettent en culture des parcelles situées à plus d'une heure de marche de leur domicile
Le coton est emblavé sur des parcelles détenues en propriété	90 % des CE ne cultivent le coton que sur des parcelles détenues en propriété, notamment pour pouvoir bénéficier de l'arrière-effet intrant escompté pour la culture succédant au coton.
Le coton est implanté sur des parcelles habituellement cultivées	Moins de 20% des parcelles destinées au coton sont nouvellement défrichées à cet effet
Le coton est le plus souvent implanté après une céréale	40% des CE implantent le coton après une céréale (sorgho ou mil, voire maïs dans le bassin de production de Gagat). 11% des CE opèrent deux années de culture cotonnière de suite sur la même parcelle (artefact d'échantillonnage ?)
Il est plus marginalement implanté en tête de rotation	25 % des CE placent le coton en tête de rotation, après jachère ou après du sésame (valorise une parcelle partiellement défrichée).
Le coton est rarement suivi d'une jachère. A condition de disposer d'intrants, le maïs constitue au Tchad une voie possible de diversification des systèmes de production cotonniers.	Le coton n'est presque jamais suivi d'une jachère pour ne pas perdre l'arrière effet des intrants épandus sur coton. Il est souvent suivi d'un sorgho ou d'un mil (50% des CE) ou encore d'une arachide (25% des CE). La succession à base de maïs, généralisée au Cameroun, où les intrants sont aussi disponibles pour la maïsiculture constitue une voie possible de diversification des systèmes de culture au Tchad.

Source : enquêtes (2006)

¹ A comparer avec les prix facturés par la Cotontchad : respectivement 14 443 FCFA / 50 kg pour le NPKSB et 13 666 FCFA / 50 kg pour l'urée lors de la campagne 2005/2006

II – Facteurs de différenciation structurelle des exploitations

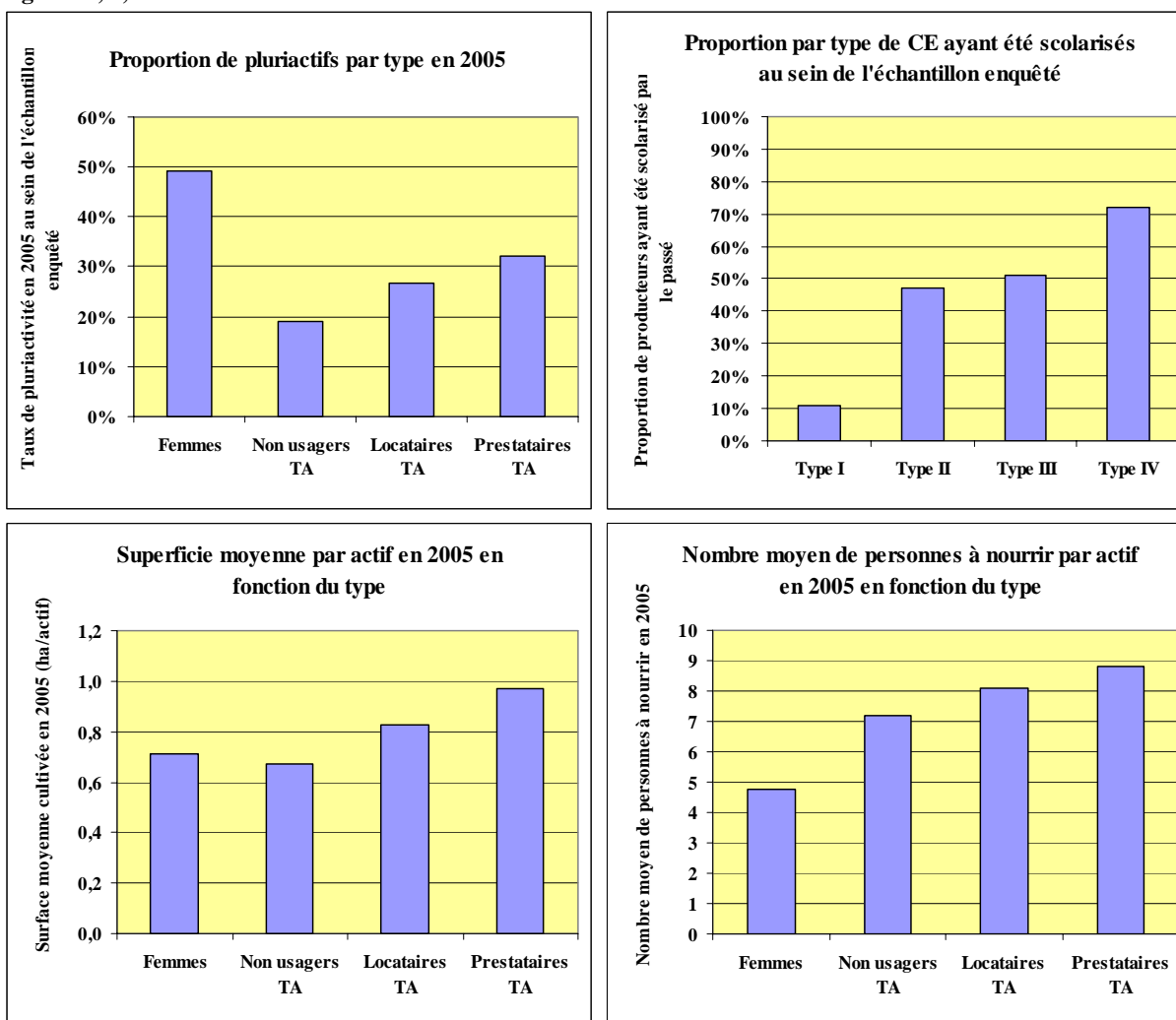
Une enquête conduite en 2001 auprès de 791 et 922 exploitations agricoles respectivement situées en zone soudanienne du Tchad (six terroirs) et dans le nord Cameroun (cinq terroirs) avait permis de réaliser une typologie structurelle des exploitations par classification ascendante (Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., 2004).

Reposant sur un échantillon comparable d'exploitations où prédominent des structures de production dirigées par des hommes locataires de traction animale, cette typologie différencie :

- les femmes chef d'exploitation (type 1) ;
- les non usagers de traction animale (type 2) ;
- les locataires de traction animale (type 3)
- les propriétaires – prestataires de service pour la traction animale (type 4).

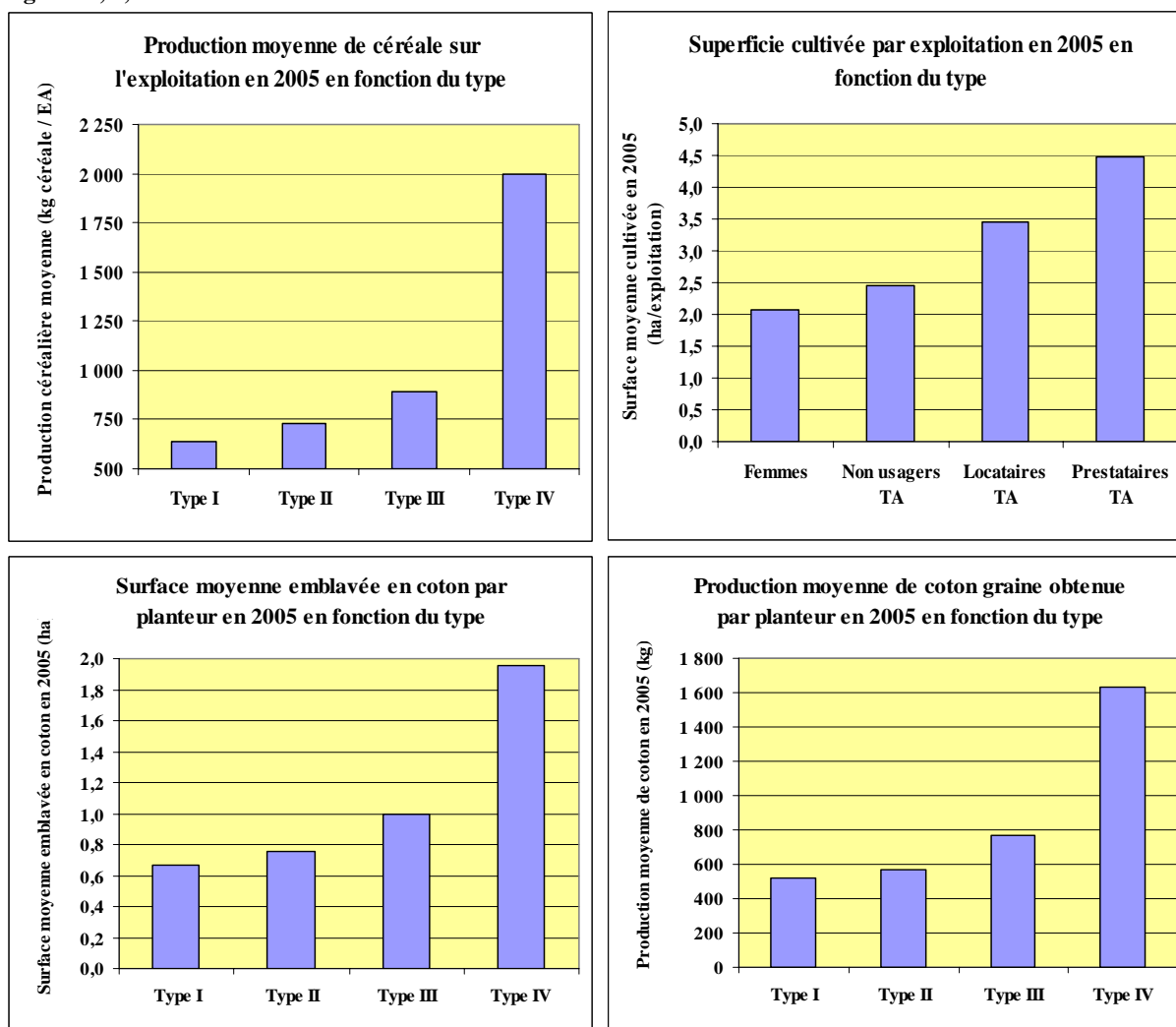
Ces mêmes critères ont été employés pour la construction de l'échantillonnage des enquêtes de production réalisées lors de la présente étude (cf. supra). L'analyse démontre la validité persistante de cette typologie : le genre du chef d'exploitation et le mode d'accès à la traction animale demeurent deux facteurs déterminants de différenciation des exploitations en zone soudanienne du Tchad. Ils sont par exemple significativement corrélés aux surfaces mises en valeur par exploitation, à la production céréalière obtenue ou encore au nombre de personnes à nourrir à partir du produit de l'exploitation agricole.

Figures 2, 3, 4 et 5.



Source : enquêtes (2006)

Figures 6, 7, 8 et 9.



Source : enquêtes (2006)

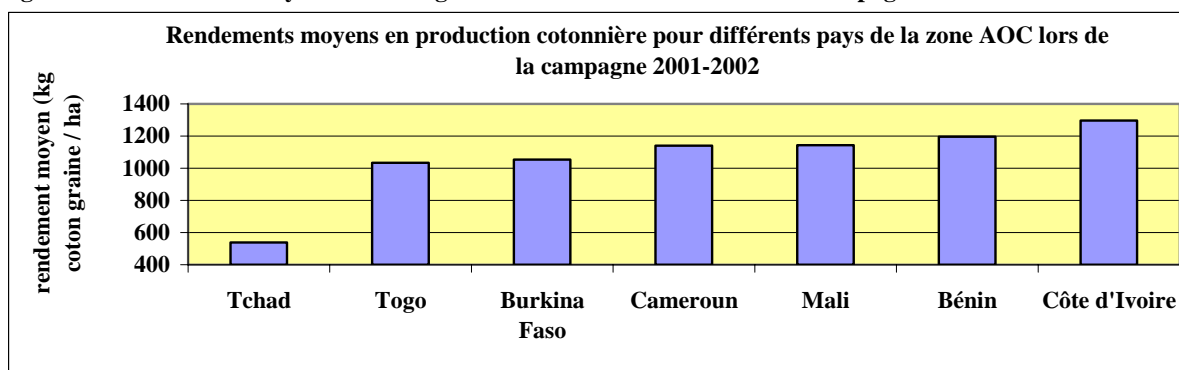
III – Performances techniques

3.1. Des rendements cotonniers insuffisants

3.1.1. Les plus bas rendements de la zone AOC

Les rendements obtenus par les producteurs de coton tchadiens sont les plus bas de la zone AOC.

Figure 10. Rendements moyens en coton graine dans la zone AOC lors de la campagne 2001-2002

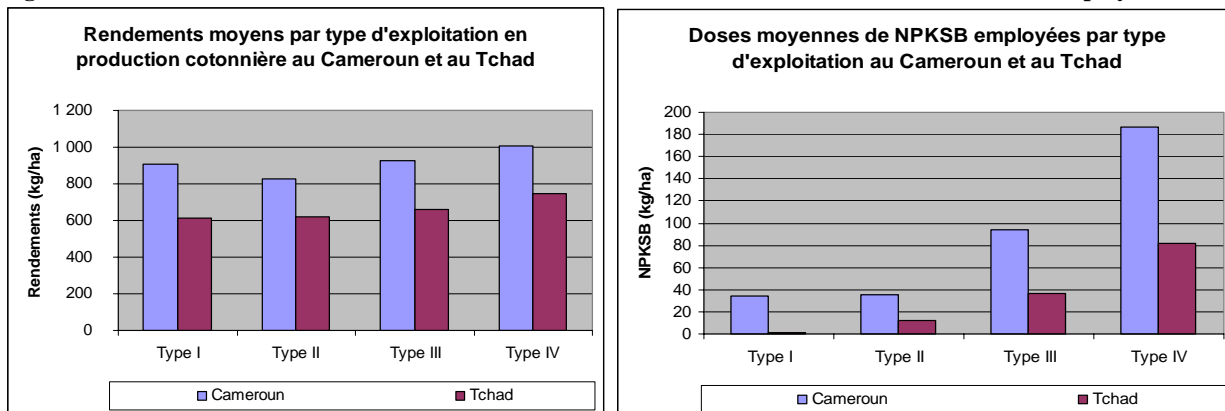


Source : Cotontchad (2004)

3.1.2. En lien avec une moindre utilisation d'engrais au Tchad

Ces mauvais résultats techniques s'expliquent notamment par le faible niveau de fertilisation employé au Tchad par comparaison à d'autres pays de la zone AOC (cf. infra)

Figures 11 et 12. Rendements cotonniers en fonction de l'accès à la TA et des doses de fertilisation employées.



Source : Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., (2004)

Pour les années où les données sont disponibles, on observe au Tchad depuis 1964 une corrélation (Coefficient de Pearson = 0,69) entre le rendement moyen obtenu et le ratio : [tonnage de NPKSB vendu en zone soudanienne / surface emblavée en coton]. Il existe aussi une corrélation entre le niveau régional de productivité cotonnière et la quantité moyenne d'engrais épandu par région.

Tableau 14. Rendements en coton graine obtenus de 1990 à 2000 en zone soudanienne du Tchad

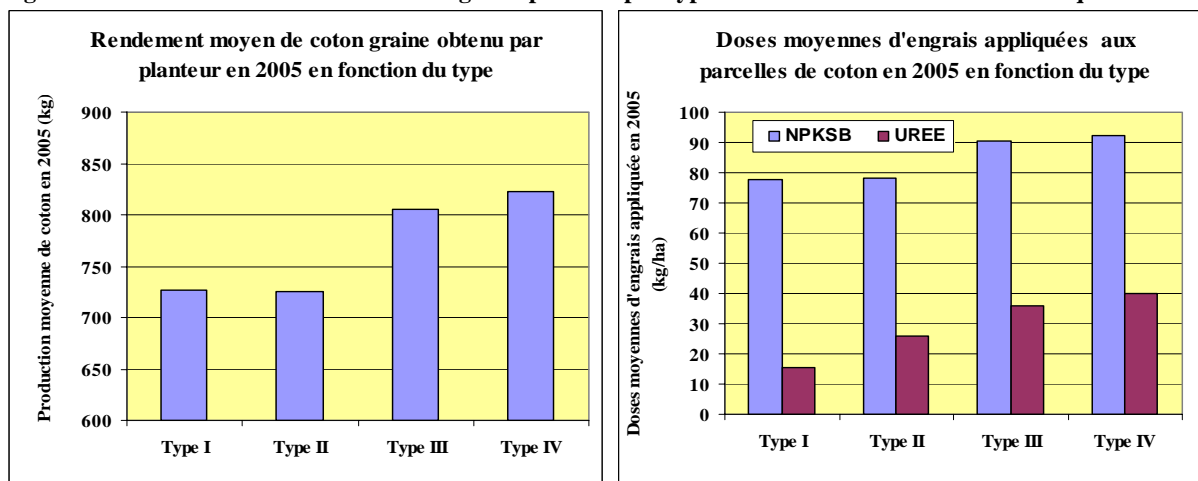
	Rendements (kg coton graine / ha)					
	Logone occidentale	Logone orientale	Mayo Kébibi	Moyen Chari	Tandjilé	Ensemble zone soudanienne du Tchad
Moyenne 1990-2000	637	584	843	614	614	670
Ecart-type 1990-2000	181	120	104	128	153	86
Minimum	331	462	698	381	360	553
Maximum	1006	863	1069	819	903	788

Source : ONDR - Nuttens F. (2001)

3.1.3. Une forte variabilité des rendements à différentes échelles

Les rendements cotonniers présentent une forte variabilité interannuelle, interindividuelle et géographique en lien avec la formule de fertilisation employée ainsi que le type de CE considéré.

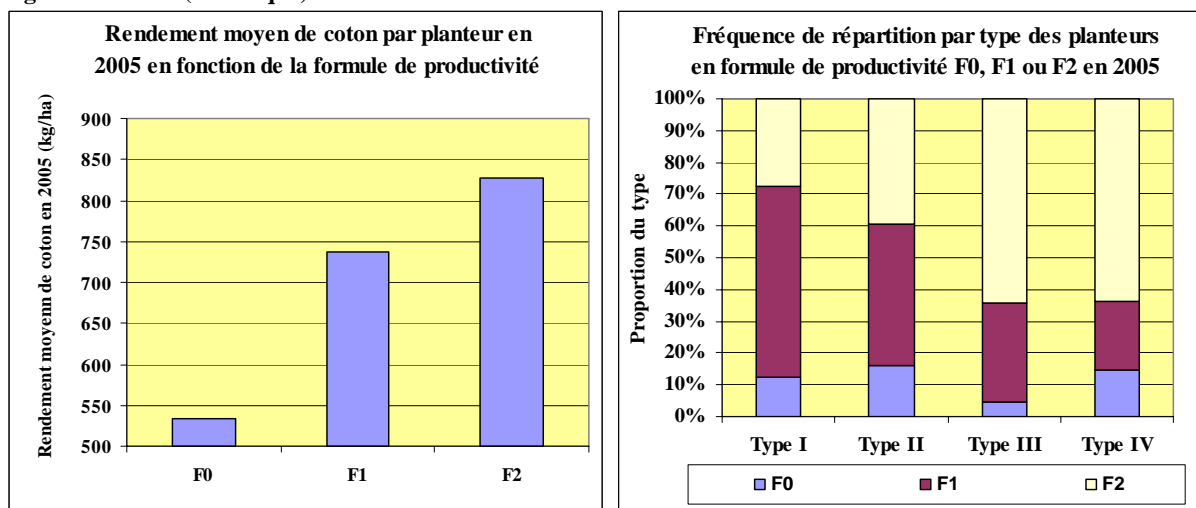
Figures 13 et 14. Rendements et doses d'engrais épandues par type au sein de l'échantillon de CE enquêté ²



Source : enquêtes (2006)

² NB : mode d'échantillonnage sur-représentant CE recevant des intrants. Cf. plutôt fig. 12 et tab. 19 (moy. 20800 CE)

Figures 15 et 16. (cf. lexique)



Source : enquêtes (2006)

3.2. Facteurs explicatifs d'un usage insuffisant d'engrais minéraux

Première responsable des bas niveaux de rendements, la faible utilisation d'engrais minéral procède de différents facteurs (tableau 15). Son effet est aggravé par la détérioration des calendriers de mise en place des intrants, laquelle provoque des décalages de dates d'épandage.

Tableau 15. Facteurs explicatifs de la faible utilisation des engrais minéraux sur coton au Tchad

Facteur	Observations	Pistes à explorer
Introduction MAG et caution solidaire 1987	Stratégies de réduction du risque financier lié à la caution solidaire par limitation des commandes d'intrants	Réduction des coûts de revient azotés par révision des formulations au profit de formules plus concentrées en azote et en phosphore, moins concentrées en potasse. Création d'une société mixte de fabrication d'engrais ; Contractualisation de la fourniture d'intrants via les ONG ou les réseaux d'OP existants ; Utilisation du réseau d'antennes ONDR délocalisées pour assurer la vente d'intrants au comptant. Expérimentation-développement d'itinéraires techniques de type SCV sans intrants Création de banques de micro-crédit rural ou renforcement du rôle des établissements de micro-finance existants afin d'améliorer la capacité de financement des achats d'intrants.
Coût croissant des formules fertilisantes	Partiellement lié à divers facteurs macroéconomiques, dont la dévaluation du F CFA	
Satisfaction partielle des demandes d'intrants émises par les AV	Commande des engrais par la Cotontchad en fonction : - des demandes émises par les AV, considérées comme des ordres fermes de commande ; - des objectifs industriels de l'entreprise, prenant en compte sa disponibilité financière et une contention éventuelle de la production pour éviter l'engorgement d'un outil industriel dégradé.	
Faible disponibilité en intrants	Filière « intrants » réduite ³ à la fourniture assurée par la Cotontchad pour la seule production cotonnière, ce qui contribue au transfert de l'utilisation des engrais du coton pour d'autres cultures : riziculture (nord et est de Kélo, plaine rizicole de Doba), maïsiculture (Gagal), etc.	
Absence de système institutionnel de crédit de campagne	Les CE n'ont pas la possibilité de recourir à des systèmes institutionnels de crédit de campagne pour financer l'achat d'intrants (crédit limité au secteur informel à taux usuraire et au crédit intrant de la Cotontchad)	
Détérioration des calendriers de paiement	25% des planteurs ont déjà revendu de l'engrais coton pour faire face à des besoins financiers ponctuels. Les retards de paiement du coton accroissent le taux de producteurs monétarisant tout ou partie de l'intrant reçu	

Source : enquêtes (2006)

3.3. Autres pistes d'amélioration de la productivité : pratiques de production

L'analyse des pratiques repérées aux différents stades de l'itinéraire technique (tableau 16) suggère l'exploration conjointe d'autres pistes d'amélioration de la compétitivité au champ.

³ Sauf entreprises agricoles intégrées (CST, périmètre rizicole de Bongor, bassin de production de tabac pour MCT)

Tableau 16. Eléments de description de l'itinéraire technique pratiqué en 2005 en zone soudanienne du Tchad

Phase de l'itinéraire technique	Description des pratiques agricoles relevées	Données d'enquête et éléments d'analyse agronomiques	Pistes d'amélioration à explorer
Gestion des résidus du précédent cultural	2/3 des CE enquêtés laissent sur place les résidus du précédent cultural pendant la saison sèche et effectuent un brûlis juste avant le labour	Les cendres formées par le brûlis offrent un apport minéral limité mais directement assimilable	Développement d'itinéraires techniques de type SCV sans labour ni brûlis avec : - implantation du coton sur paillage issu du précédent cultural, - épandage complémentaire d'urée au semis.
	Le brûlis du précédent cultural immédiatement après la récolte est faiblement opéré	Employé pour chasser rats et serpents, éviter d'attirer des troupeaux transhumants sur la parcelle ou lever du gibier	
	L'enfouissement au labour des résidus du précédent cultural sans brûlis est une pratique marginale	Permet d'améliorer le taux de matière organique du sol et sa stabilité structurale. En l'absence d'apport complémentaire d'urée, risque corrélé de déficit azoté en début de cycle	
Préparation du sol	Défriche sommaire par houage fréquent, suivi d'un labour à la charrue presque systématique. Billonnage / buttage au 1 ^{er} sarclage effectué par 50% des exploitants.	Le labour forme un sol nu, non protégé de l'agressivité des premières pluies. Il favorise le creusement de rigoles d'écoulement favorisant l'érosion même lorsque la pente est à peine perceptible.	Introduction de semoirs (traditionnels ou de type SCV) en traction animale Emploi de semences délintées / enrobées permettant de passer au semis d'une graine / poquet à 96% de taux de germination. Réforme du circuit semencier.
Semis et implantation culturale	Semis exclusivement manuel, effectué dans 75% des cas au poquet (20% des CE sèment directement dans le sillon après le passage des bœufs)	Plusieurs graines sont déposées dans le poquet afin d'assurer une bonne germination. Pratique imposant la réalisation d'un démariage à la levée, augmentant les coûts de travaux.	
	Semis généralement effectué dans les temps (tardif si semences insuffisantes, traction animale indisponible ou manque de main d'œuvre)	Calage du cycle cultural globalement maîtrisé par rapport à la répartition pluviométrique habituelle et aux normes d'implantation du cotonnier.	
	Densité moyenne de semis constatée : 65 kg/ha, proche de la norme (2 sacs de 12,5 kg/corde).	Forte variabilité des densités de semis employées (écart type : 44 kg/ha).	
	Importance des échecs d'implantation traduisant un problème de qualité des semences. Un resemis est effectué par 20% des exploitants, 7 à 15 jours après le semis	Resemis non concentrés sur une période déterminée, mais répartis dans le temps selon la même fréquence de répartition que les semis : problème global de qualité des semences (cf. infra) plutôt qu'accident climatique localisé	
Association culturale	50% des CE enquêtés effectuent une association culturale avec le coton (niébé dans 80% des cas, semé au 1 ^{er} sarclage du coton pour éviter la concurrence à la levée).	Le niébé ⁴ bénéficie des épandages d'insecticide opérés sur coton. Risque pour la santé humaine si le niébé est consommé sans lavage trop peu de temps après le dernier traitement phyto. Certains CE attendent qu'une à trois pluies ait eu lieu après le dernier traitement avant de récolter le niébé.	Encadrement phytosanitaire

Source : enquêtes (2005)

⁴La sensibilité du niébé aux ravageurs est importante

Tableau 16. (suite) Eléments de description de l'itinéraire technique pratiqué en 2005 en zone soudanienne du Tchad

Phase de l'itinéraire technique	Description de la pratique agricole	Données d'enquête et éléments d'analyse agronomiques	Pistes d'amélioration à explorer
Fertilisation	Fertilisation presque exclusivement minérale, majoritairement épandue au 1 ^{er} sarclage, en 1 seul apport, à la volée ou au poquet.	Seuls 10% des CE réalisent un apport fractionné, le NPKSB étant épandu au 1 ^{er} sarclage, l'urée au second.	Développement de techniques de fertilisation localisée (techniques FAO – Niger)
	Fréquence des pratiques de dilution de l'engrais reçu sur toute la parcelle (plutôt que séparation entre surface en traditionnel / en productivité).	Quantités d'engrais minéral épandues sur coton inférieures d'un tiers à la moitié aux recommandations techniques selon les régions.	Conseil de gestion aux exploitations Encadrement normes-doses Création d'une filière intrant structurée non limitée à la Cotontchad
	Seul épandage de fumure organique ou fertilisation mixte constituent des pratiques ultra marginales	Fumure organique apportée en saison sèche ou au semis, par dépôt en surface	
Gestion de l'enherbement	95% des CE effectuent manuellement le désherbage en cours de cycle par houage simple.	Forte corrélation entre le recouvrement en adventices (surtout en début de cycle) et le rendement quantitatif (poids/ha) et qualitatif (salissement des fibres).	Développement de systèmes polyvalents à traction animale (labour et sarclage mécanique en traction monobovine), constructibles par des artisans locaux. Par exemple : - machines polyvalentes à traction souple par chaîne, corde ou trait (Simone, Marianne) - machines polyvalentes à traction rigide par timon ou limonière (Kanol, Polynol) Introduction d'herbicides sélectifs du coton à employer en cours de cycle
	L'arrachage manuel des adventices est marginalement employé, de même que l'emploi de sarcleuses en traction animale.	Fort coût du sarclage manuel dans l'itinéraire technique (40 à 70% du temps de travail, 1 ^{ère} source de dépense en MO extérieure). Faible réactivité offerte à un envahissement de la parcelle.	
	L'emploi d'herbicides est limité (surtout employé dans les zones frontalières du Cameroun) Il est utilisé en nettoyage préalable à l'implantation	17% des CE emploient de l'herbicide systémique de contact (glyphosate). L'épandage se fait sur semences enfouies (75% des CE) ou avant le semis (25%).	
Gestion du risque phytosanitaire	L'emploi d'insecticides est systématisé	Moins de 4% des CE enquêtés ne font aucun traitement	Introduction de techniques d'autosurveillance et d'épandage raisonné sur seuil d'infestation de type LEC Modification des produits actifs et/ou dosages employés sur la base d'expérimentations phytosanitaires Introduction d'agents de lutte biologique (insecticides naturels, virus, prédateurs des larves / chenilles d' <i>H. Armigerpa</i>) Encadrement et formation des planteurs pour recadrer les doses / pas de temps employés
	L'objectif des traitements est préventif ou mixte	Objectif préventif : 50% des CE ; préventif et curatif : 45% des CE. Moins de 5% des CE ne déclenchent le traitement qu'après détection d'une infestation	
	La résultante doses/fréquence est soumise à une forte variabilité	94% des CE respectent les doses préconisées, mais le laps de temps entre 2 traitements est très variable : 7 jours (20% des CE) ; 14 jours (60% des CE) ; Nombre total de traitements durant le cycle variable	
	50% des CE relèvent des échecs de traitement	L'hypothèse de résistances d' <i>Helicoverpa Armigerpa</i> est testée (PICUR/ARDESAC). Ceci pourrait expliquer certains échecs de traitement	
	Les CE sont démunis face aux échecs de traitement	60 % des CE n'ont aucune stratégie spécifique. Certains tentent la réduction du délai entre traitement, sa répétition ou l'augmentation des doses (10% des CE)	Introduction de coton Bt en vue de son évaluation expérimentale avec des protocoles de recherche assurant une biosécurité. Cette introduction doit être réalisée selon le cadre de référence actuellement négocié par la CEMAC.
	L'arrachage des vieux cotonniers dès la récolte est très rarement pratiqué (2% des CE), au profit d'une destruction par brûlis juste avant le labour pour la culture suivante (77% des CE).	Les anciens cotonniers laissés sur pieds en saison sèche favorisent la reproduction des parasites du coton, et accroissent le risque phytosanitaire pour les cultures suivantes et/ou voisines.	

Source : enquêtes (2005)

Déjà constatée lors de la campagne 2002 (Mbetid Bessane, Leroy J. et al., 2003), la faiblesse des performances techniques des exploitations tchadiennes demeure persistante. Les rendements constatés sont très bas : 763 kg/ha en moyenne en 2005 là où les planteurs des autres pays de la zone AOC atteignent des rendements à l'hectare supérieurs à la tonne. Sauf zones localisées, cet état de fait n'est pas imputable à une dégradation généralisée de la fertilité des sols mais procède de stratégies d'adaptation opérées par les producteurs de coton en réponse à un contexte externe défavorable, comprenant l'absence d'encadrement technique.

Le faible niveau de fertilisation minérale est le premier responsable du bas niveau de productivité cotonnière au Tchad, en lien avec l'état des filières crédits et intrants et le poids de facteurs non techniques (défaillances dans la logistique des campagnes cotonnières : cf. infra)

L'absence d'autres systèmes non apparentés à la Cotontchad qui permettraient d'y remédier partiellement pose la question du rôle de l'Etat dans ces filières stratégiques pour les performances technico-économiques des exploitations agricoles.

D'autres facteurs techniques jouent dans une plus faible mesure : qualité moyenne des semences fournies (non délintées, non enrobées), absence d'utilisation d'herbicide, forte présomption de résistance d'*Helicoverpa Armigerpa* aux formulations insecticides employées.

La variabilité interannuelle et interindividuelle des rendements obtenus est extrêmement forte. Elle se double d'une certaine variabilité spatiale. Deux principaux facteurs techniques expliquent néanmoins partiellement les variations de rendements obtenus en production cotonnière : la forme d'accès à la traction animale et les doses d'engrais épandues (formule de fertilisation adoptée).

Techniquement, d'importants gains de rendement sont indéniablement possibles. Un rendement moyen d'une tonne / ha constitue un objectif raisonnable. Outre des innovations techniques limitées (herbicide, semences délintées / enrobées, itinéraires techniques à base de semis direct dans un couvert végétal), ceci nécessiterait pour l'essentiel une restructuration de l'environnement externe à la production comprenant en particulier : i/ le recalage des calendriers logistiques et des quantités d'intrants distribuées, ii/ la réforme de l'encadrement technique et iii/ la fondation de filières « crédit » et « intrant » performantes).

IV – Performances économiques

4.1. Performances économique de l'atelier coton

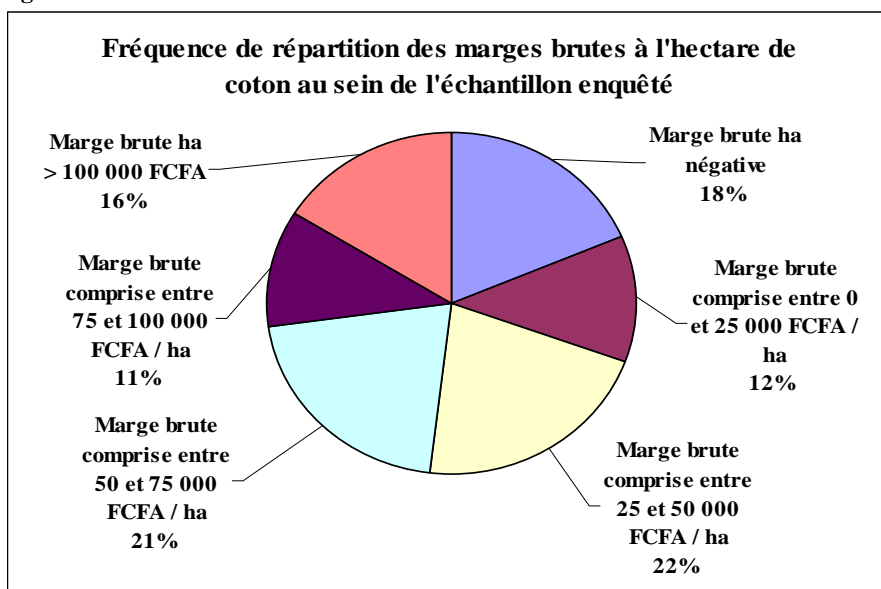
L'analyse vise ici à évaluer chez 200 producteurs les performances économiques strictement liées à l'atelier coton (les produits et charges imputables à l'ensemble de l'exploitation, tels que les frais de maintenance du matériel agricole ou le rapport des locations de surface, sont exclus des calculs)

4.1.1. Un niveau de risque important

Partiellement liées aux bas niveaux de rendements constatés et à sa variabilité, le niveau de risque économique associé à la culture de coton s'avère d'abord particulièrement élevé.

- au sein de l'échantillon enquêté, près d'un cinquième des planteurs affichaient une marge brute à l'hectare négative en 2005 (fig. 17 page suivante): il s'agit de chefs d'exploitation dont la seule production de coton n'a pas permis de rembourser les intrants qui leur avaient été livrés.
- près de 10% des planteurs enquêtés affichaient des marges brutes à l'hectare inférieures à 25 000 FCFA.
- Un tiers des planteurs obtiennent des marges brutes correspondant au seuil de rentabilité technico-économique.

Figure 17.

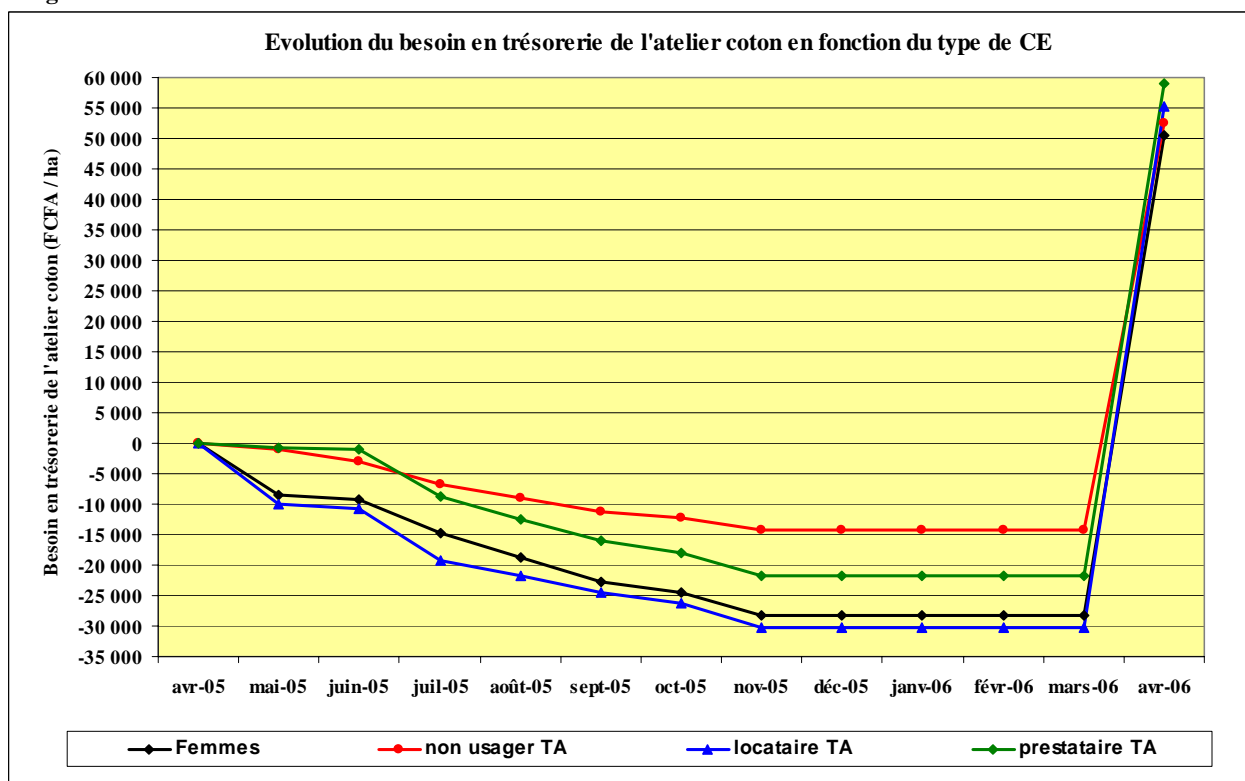


Source : enquêtes (2006)

4.1.2. Des coûts de démarrage culturaux élevés

La culture du coton nécessite d'importants coûts de démarrage, nécessitant une certaine capacité financière (cf. fig. 18) Majoritaires, les plus pénalisés sont les chefs d'exploitation utilisateurs et locataires de traction animale.

Figure 18.



Source : enquêtes (2006)

4.1.3. Des charges financières partiellement liées au type de producteur

Le détail des charges financières (tableau 17) montre une certaine différenciation fondée sur le type. La manipulation des produits de traitement phytosanitaire ou la réalisation du labour sont par exemple réservées aux hommes. Elles correspondent de ce fait à une charge financière additionnelle externalisée pour les femmes chefs d'exploitation.

Tableau 17. Répartition par type des différentes catégories de charges à l'hectare en fonction du type d'exploitant considéré au sein de l'échantillon enquêté (FCFA/ha de coton)

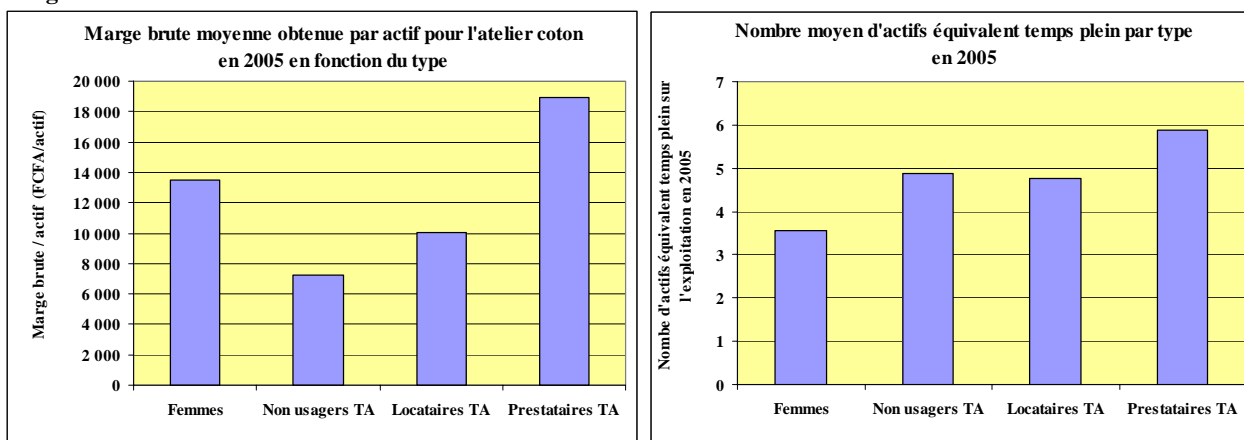
Type	Femmes	Non usagers TA	Locataires TA	Prestataires TA
Valeur brute de la production	116 288	113 007	130 719	128 488
Crédit de productivité Cotontchad	36 279	44 774	43 445	44 191
Remboursement d'impayés	33	233	318	1 890
Cotisation au CCL	1 147	1 231	1 489	1 477
Charges de culture (MO externalisée)	DEFRICHAGE	735	733	300
	LABOUR	7 835	0	9 690
	SEMIS	290	0	234
	BUTTTAGE	938	0	2 571
	TRANSPORT	950	1 326	1 603
	SARCLAGE	7 374	6 936	6 527
	TT PHYTO	3 000	0	0
	RECOLTE	6 273	2 828	6 079
Charges d'achat complémentaires en intrants	NPK COMP	750	233	2 718
	UREE COMP	50	163	550
	INS COMP	963	535	1 272
	HERB COMP	200	2 094	527
	PILES COMP	469	177	149
	SEM COMP	195	23	130

Source : enquêtes (2006)

4.1.4. Des performances d'atelier à la limite du seuil de rentabilité technico-économique

Bien qu'elle varie selon le type de producteur de coton considéré, la productivité moyenne du travail (figure 19) pour l'atelier coton apparaît singulièrement basse (moins de 20 000 FCFA/actif et par an quel que soit le type considéré). Les variations inter-types sont fortes. Un plus faible nombre d'actifs sur les exploitations dirigées par des femmes explique le bon positionnement de ce type.

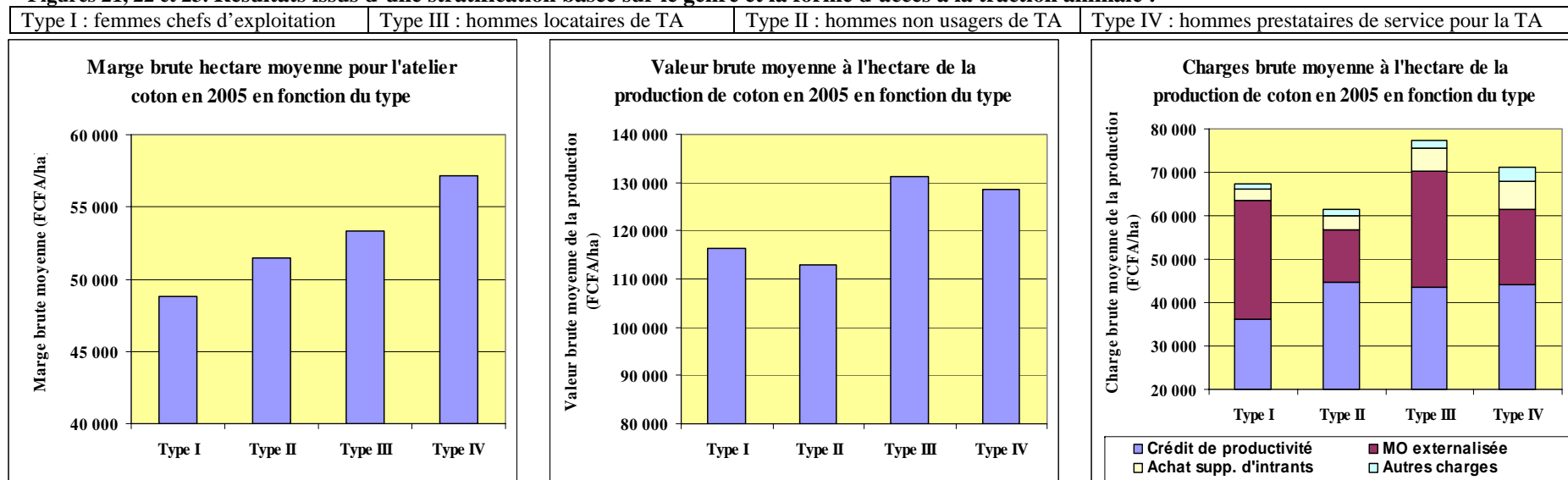
Figures 19 et 20



Source : enquêtes (2006)

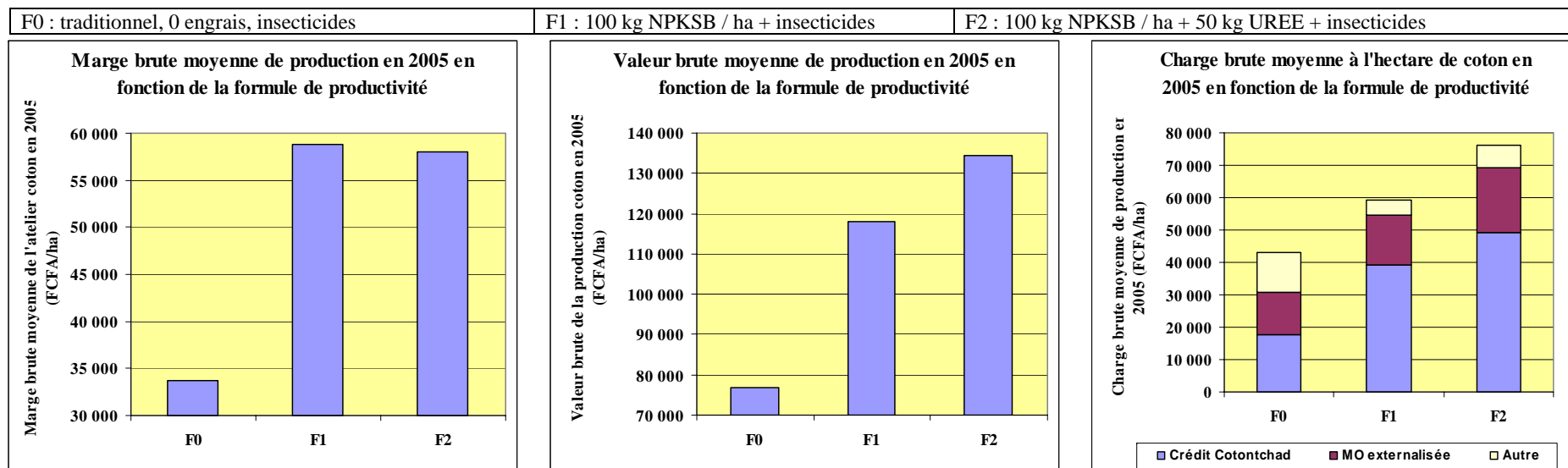
La productivité moyenne de la terre (figure 21) est également limitée : si la marge brute moyenne à l'hectare de coton apparaît principalement fonction de la formule de fertilisation adoptée et accessoirement du type de producteur considéré ; aux niveaux actuels de cours (160 FCFA/kg de coton graine) et de rendement, le seuil de rentabilité technico-économique de la production cotonnière est en moyenne à peine dépassé (marge brute moyenne au sein de l'échantillon enquêté : 56 273 FCFA / ha). Dans ce même contexte, 54 % de la production obtenue en coton servent en moyenne à couvrir les charges de culture.

Figures 21, 22 et 23. Résultats issus d'une stratification basée sur le genre et la forme d'accès à la traction animale :



Source : enquêtes (2006)

Figures 24, 25 et 26. Stratification basée sur la formule de fertilisation employée en 2005



Source : enquêtes (2006)

En production cotonnière, les productivités du travail et de la terre sont singulièrement peu élevées au Tchad. Aux niveaux actuels de cours et de rendement, le seuil de rentabilité technico-économique de la production cotonnière est en moyenne à peine dépassé. Plus de la moitié de la production obtenue sert à couvrir les charges de culture. Si la marge brute moyenne de l'échantillon s'établit à plus ou moins 100 US\$ / ha), la rentabilité réelle de la production cotonnière pour l'exploitant peut fréquemment être grevée par des facteurs externes, telle que l'obligation de contracter un prêt à court terme auprès du secteur informel afin de pouvoir assumer des retards de paiement récurrents (taux d'intérêt compris entre 50 et 100 % du montant emprunté). Cependant, la variabilité interindividuelle des performances économiques obtenues pour l'atelier coton demeure très forte. Aux niveaux actuels de cours sur le marché intérieur, le gain de rendement nécessaire pour justifier économiquement le passage d'une formule de fertilisation F1 à une formule F2 est de 85,4 kg/ha de coton graine. Au sein de l'échantillon, le gain moyen de rendement obtenu en formule de fertilisation maximisée (F2) n'est pas suffisant pour justifier économiquement le coût additionnel d'urée par rapport à la formule de fertilisation basique (Les marges brutes moyennes obtenues pour l'atelier coton par les planteurs en F1 et en F2 sont équivalentes). Aux écarts de rendements constatés au sein de l'échantillon, le seuil de cours nécessaire pour justifier le passage d'une formulation F1 à une formulation F2 était de 164 FCFA/kg coton graine en 2005. Enfin, aux niveaux actuels de cours, un rendement d'1 tonne / ha amènerait une marge brute pour l'atelier coton avoisinant 93 000 FCFA/ ha.

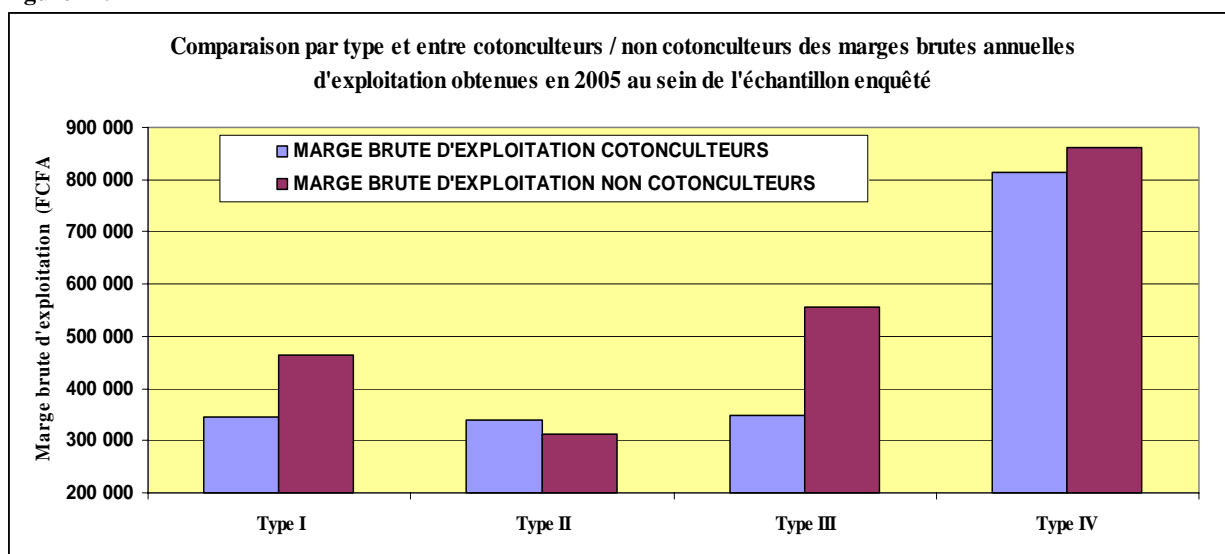
4.2. Performances économiques comparées d'exploitations agricoles

Les résultats présentés reposent sur un échantillon de 200 exploitations disposant d'un atelier coton comparées à 100 exploitations ne produisant pas de coton⁵. L'analyse vise à évaluer comparativement les performances économiques à l'échelle de l'exploitation et intègre de ce fait l'ensemble des ateliers de l'exploitation complétée par les charges et produits de structure : charges de location foncière, de maintenance du matériel, produits financiers procurés par les prestations de service réalisées ou un travail agricole rémunéré effectué à l'extérieur de l'exploitation, etc.

4.2.1. Des performances économiques d'exploitation plus élevées en l'absence de coton

Au sein de l'échantillon et aux niveaux actuels de cours et de rendement, les performances économiques d'exploitation sont meilleures lorsqu'il n'y a pas de coton au sein de l'exploitation.

Figure 27.

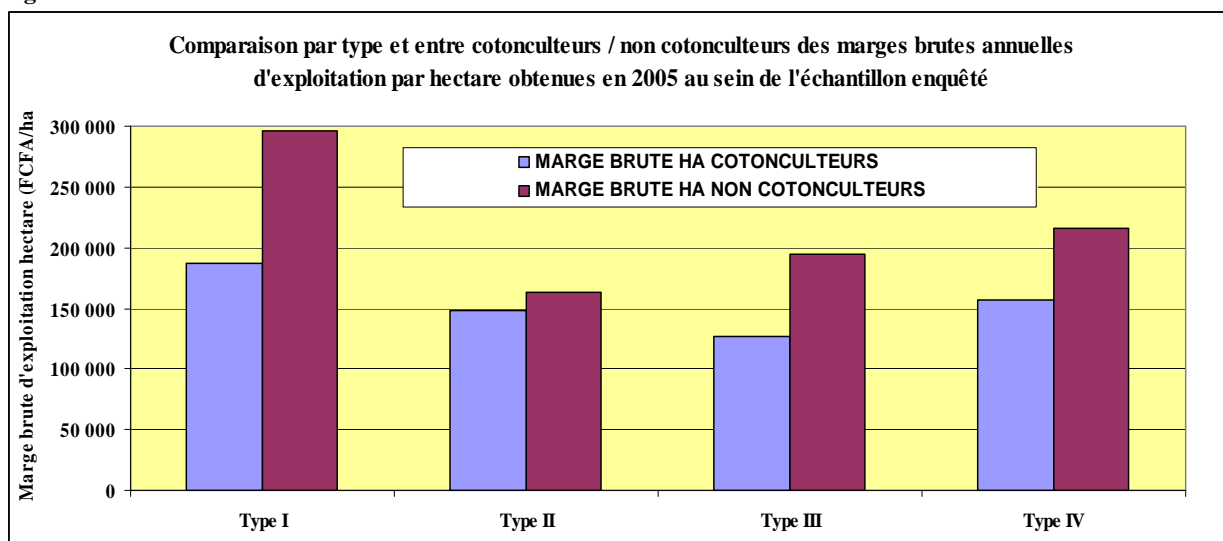


Source : enquêtes (2006)

⁵ La faible taille relative de l'échantillon raisonné doit inciter à la prudence sur l'interprétation des données : les résultats obtenus sont conjoncturels et mériteraient d'être confirmés par l'exploration d'un échantillon plus important.

La productivité de la terre est meilleure en l'absence de coton, et ce quel que soit le type considéré.

Figure 28.

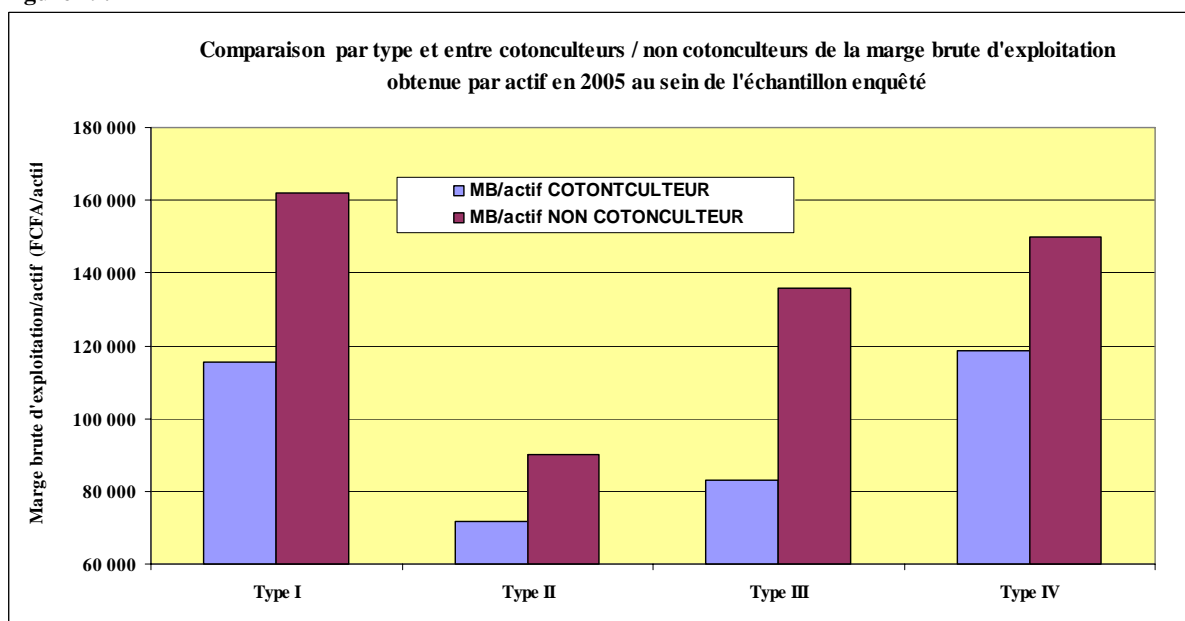


Source : enquêtes (2006)

Il en est de même concernant la productivité du travail. Les productivités du travail les plus importantes sont obtenues par les types 1 et 4. Ceci peut s'expliquer par :

- la moindre quantité d'actifs sur les exploitations dirigées par une femme (cf. supra), associée à un plus fort recours à l'entraide ;
- un gain de performance lié à la possession de traction animale surcompensant le nombre d'actifs plus important chez les propriétaires-prestataires de service pour la traction animale.

Figure 29.



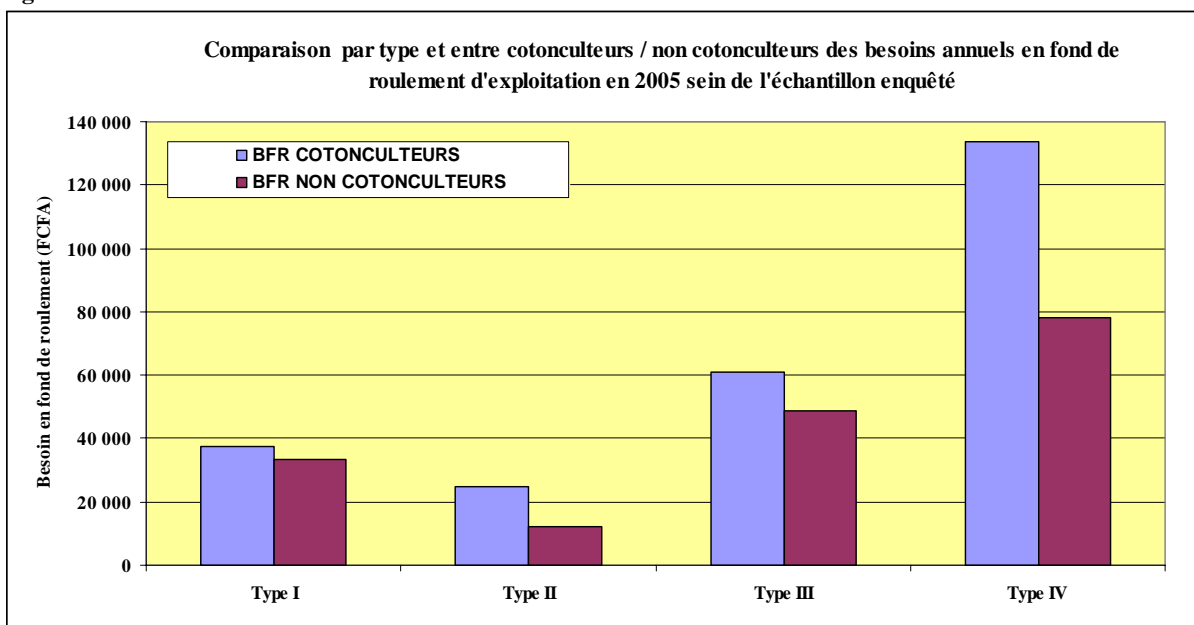
Source : enquêtes (2006)

4.2.2. Des besoins de fonds de roulement plus faibles en l'absence de coton

Le besoin en fonds de roulement (BFR) des exploitations productrices de coton est toujours supérieur à celles qui n'en produisent pas, et ce quel que soit le type considéré.

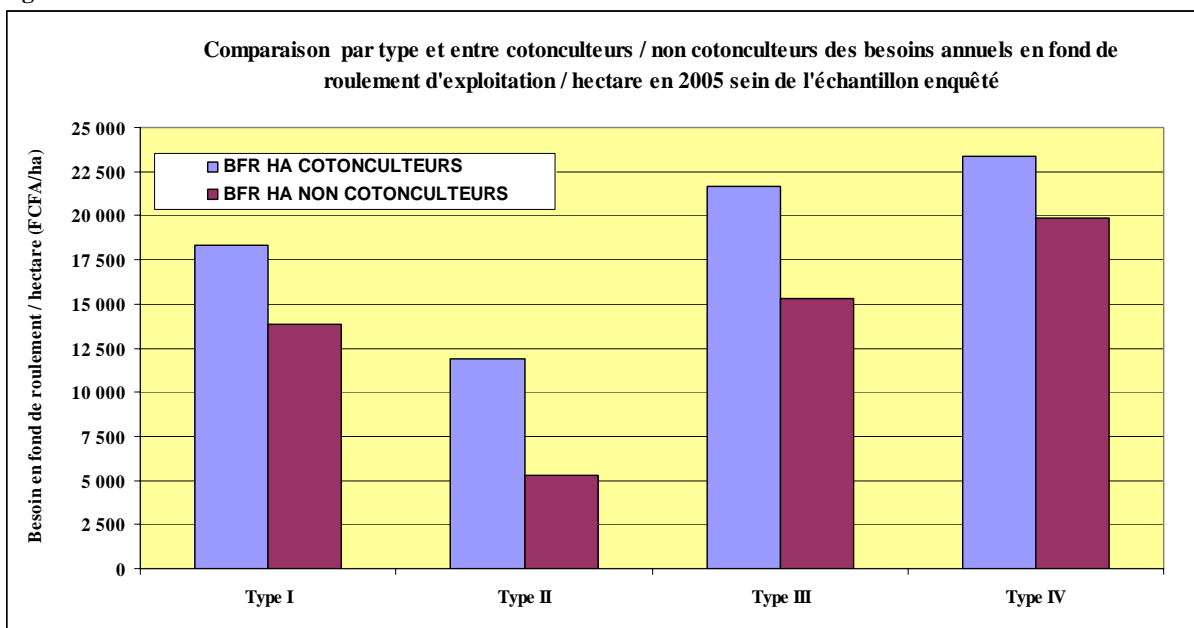
Ceci contribue à expliquer que le niveau moyen d'endettement et le taux de planteurs de coton endettés soient supérieurs à celui des autres producteurs au sein de l'échantillon enquêté.

Figure 30.



Source : enquêtes (2006)

Figure 31.

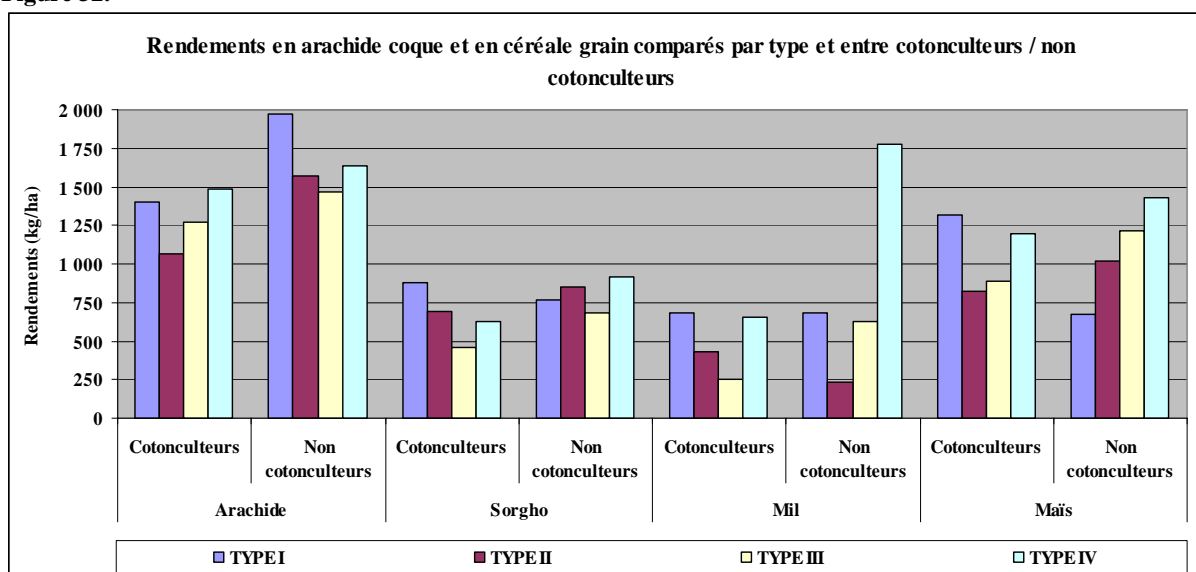


Source : enquêtes (2006)

4.2.3. Des rendements en céréales et en oléoprotéagineux plus élevés en l'absence de coton

Les rendements en céréales et en oléoprotéagineux sont presque toujours inférieurs chez les producteurs de coton, et ce quel que soit le type de producteur considéré.

Figure 32.



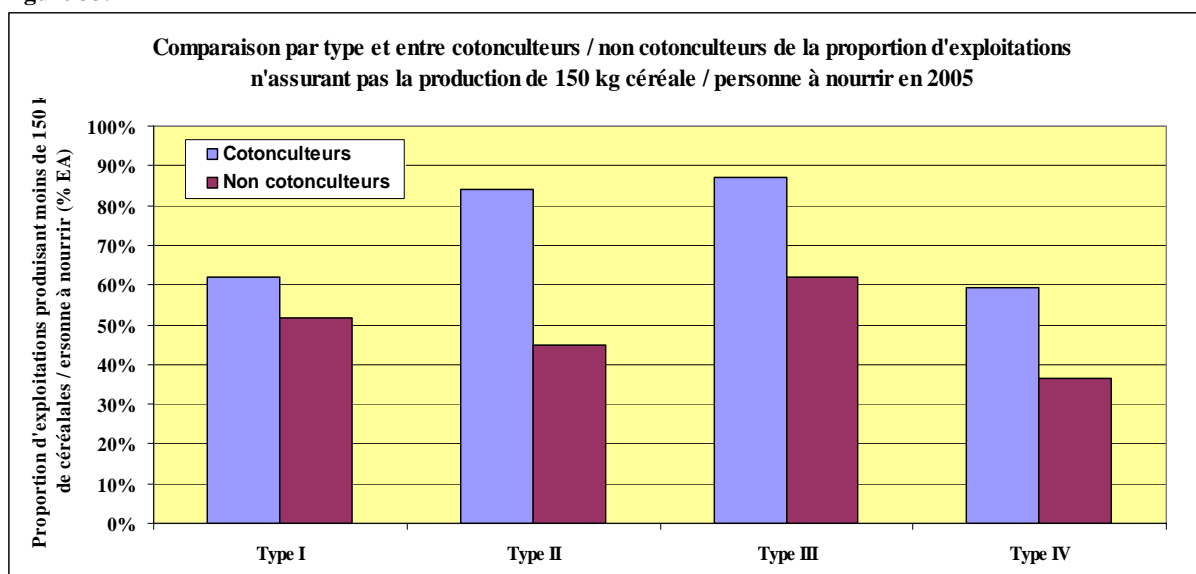
Source : enquêtes (2006)

4.2.4. Une meilleure couverture alimentaire en l'absence de coton

La proportion d'exploitations n'assurant pas la production de 150 kg de céréale par personne à nourrir est supérieure chez les producteurs de coton, et ce quel que soit le type de CE considéré.

Toutefois, cette comparaison n'inclut pas le potentiel d'achat céréalier complémentaire sur la base du revenu éventuellement disponible à partir de l'atelier coton.

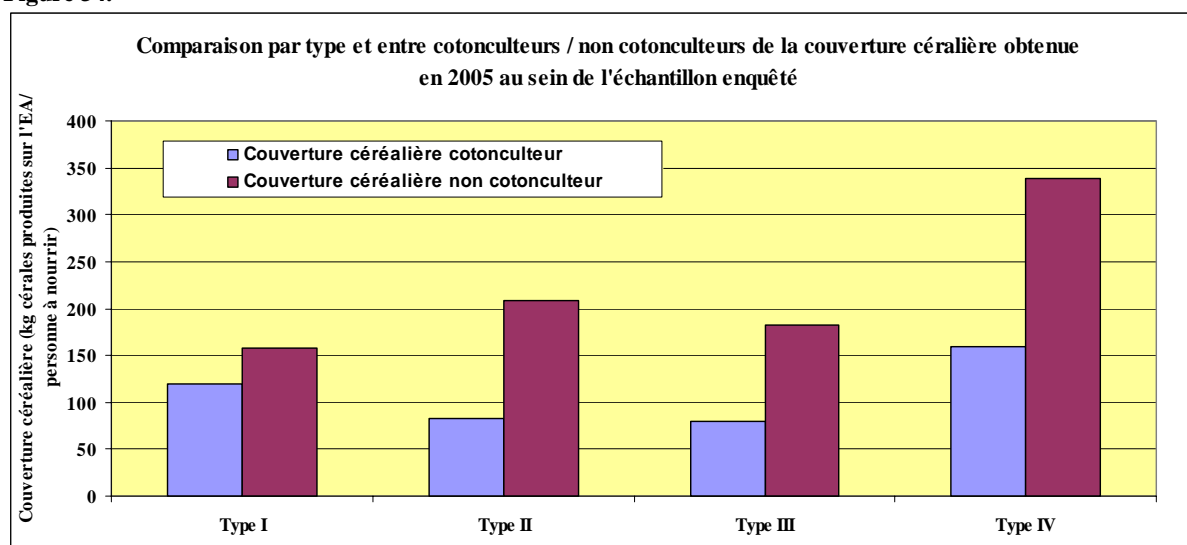
Figure 33.



Source : enquêtes (2006)

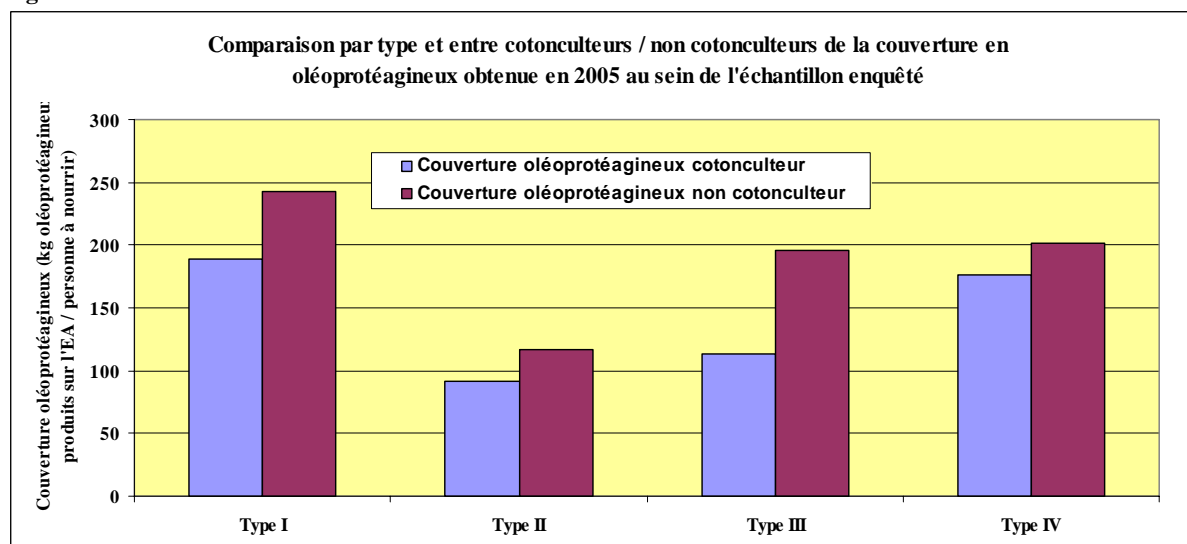
La couverture en céréales et oléoprotéagineux des besoins alimentaires de l'unité familiale de consommation à partir de la production de l'exploitation est inférieure chez des planteurs de coton.

Figure 34.



Source : enquêtes (2006)

Figure 35.



Source : enquêtes (2006)

Aux niveaux actuels de cours et de rendement, les performances économiques des exploitations cotonnières sont en moyenne inférieures à celles qui ne produisent pas de coton, et ce quel que soit le type de planteur considéré. Ces résultats expliquent notamment l'adoption par certains CE d'une production arachidière en lieu et place du coton. Dans ces conditions, la poursuite de l'exploitation cotonnière peut s'expliquer par 2 facteurs : d'une part, le coton demeure une condition quasi-exclusive pour accéder à certains éléments techniques (engrais, pulvérisateur, insecticides) ; d'autre part, il s'agit d'une production monétisée dont le cours d'achat est connu à l'avance.

V – Eléments de tendance pour la campagne 2006-2007

Composé de 180 associations villageoises, l'échantillon d'AV enquêté pèse 6,5% de la production totale réalisée en 2005 (tableau 18). Au sein de cet échantillon, les rendements moyens cotonniers obtenus pour la production 2005 tous types de conduite confondus sont sensiblement identiques à ceux obtenus en 2004. Les surfaces emblavées en coton en 2006 ont subi une réduction de 17% par rapport à 2005.

A des niveaux de rendements identiques, ces données suggèrent une production globale pour la campagne 2006/2007 de l'ordre de 154 000 t. Toutefois, la pluviométrie exceptionnelle de la saison des pluies 2006 peut avoir affecté les rendements cotonniers lors de la campagne 2006 en accroissant le risque phytosanitaire. Des rendements moyens inférieurs de 15% conduiraient à une production s'établissant à 131 000 tonnes.

Tableau 18. Evolution des tonnages produits et représentativité de l'échantillon d'AV enquêté

Année	Global	Echantillon d'AV enquêtées			
	Campagne (tonnage)	Surface réalisée	Quantité collectée	Poids échantillon	Rendements
2004	191 645 t	14 549 ha	10 057 t	5,2%	691 kg/ha
2005	186 575 t	18 150 ha	12 117 t	6,5 %	668 kg/ha
2006	154 300 t * ⁶	15 010 ha	NR	NR	NR

Source : enquêtes (2006)

En 2006, les livraisons de NPKSB présentait un écart de 30 % par rapport aux commandes. Les doses moyennes de NPKSB épandables à partir des livraisons demeurent inférieures de plus de 30% aux normes de fertilisation cotonnière dans cette zone agro-écologique.

Tableau 19. Evolution des tonnages commandés / livrés, doses moyenne épandues sur coton

Année	Surface réalisée	Tonnage NPKSB commandé	Tonnage de NPKSB livré	Ecart livraison / commande /	Dose moyenne de NPKSB épandue
2005	18 150 ha	1350 t	1030 t	- 24 %	56,7 kg/ha
2006	15 010 ha	1465 t	1015 t	- 31 %	67,6 kg/ha

Source : enquêtes (2006)

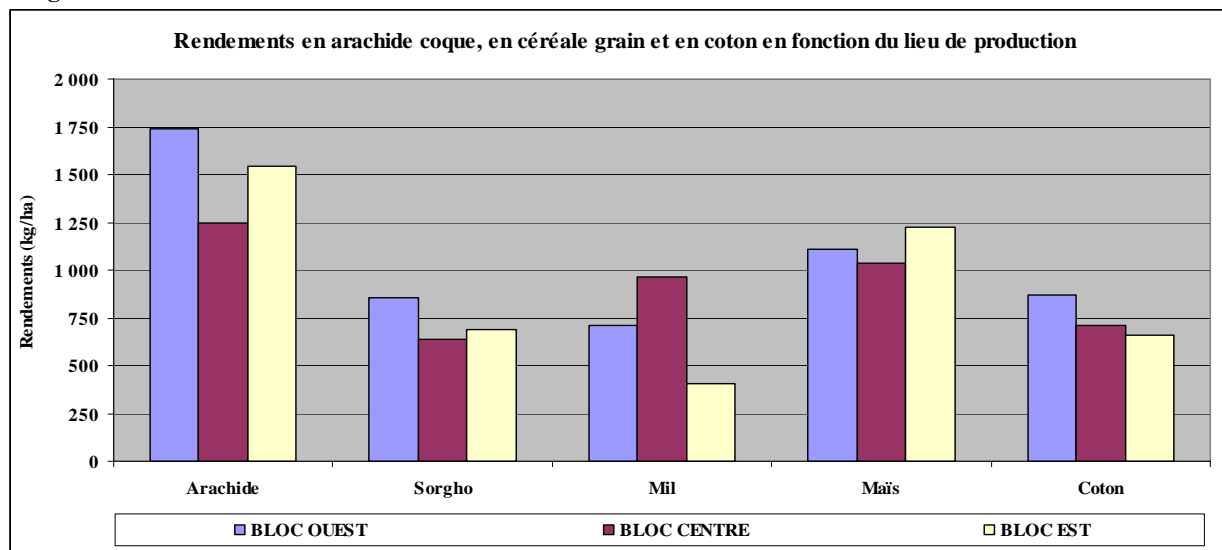
Les rendements vivriers obtenus en 2005 sont peu différents de la moyenne décennale. La zone ouest apparaît par ailleurs significativement plus productive que les zones Centre et Est en arachide, sorgho et coton.

Tableau 20. rendements culturels au sein de l'échantillon en 2005.

Production	Arachide coque	Sorgho grain	Mil grain	Maïs grain	Niébé gousse
Rendement échantillon	1480 kg/ha	712 kg/ha	667 kg/ha	1117 kg/ha	407 kg/ha

Source : enquêtes (2006)

Figure 36.



Source : enquêtes (2006)

⁶ Estimation à rendement identique. Un effet négatif de la pluviométrie exceptionnelle est toutefois à craindre, avec des rendements inférieurs de 15%, pour une production globale de 131 000 tonnes.

PARTIE III

-

**ORGANISATION DES PRODUCTEURS
ET RISQUES MARCHES**

I – Organisation des producteurs du sub-local au local

Concernant d'abord la production, les planteurs de coton sont structurés au plan local selon différentes formes organisationnelles autour du travail agricole, de l'équipement ou de l'approvisionnement en intrants.

➤ 30% des CE appartiennent à un **groupe d'entraide régulier** comptant en moyenne 11 membres. En moyenne, la quantité de travail mobilisée dans ce cadre représente 22 hommes-jours annuel (<10 hommes-jours pour 40% des CE enquêtés). Les travaux concernés sont le sarclage et la récolte. L'entraide est aussi pratiquée en dehors de ces groupes structurés, notamment dans le cadre des relations familiales ou de voisinage.

➤ 16% des CE participent à un **groupe de travail en commun** comptant en moyenne 12 membres. Contrairement à l'entraide qui se définit par sa gratuité, les travaux effectués en groupes de travaux en commun sont réciproques et payants (en théorie, chaque utilisateur rémunère le travail effectué par le groupe de travail en commun dont il fait partie, ce qui permet de constituer une caisse). Les opérations réalisées en groupes de travaux en commun sont similaires à celles effectuées dans le cadre de l'entraide. La quantité de travail annuellement mobilisée dans le cadre de cette forme d'organisation est faible (< 20 hommes-jours dans 50% des cas) et constitue une charge financière limitée (<25 000 F CFA / an dans 70% des cas).

➤ 30% des CE adhèrent à un **groupe de matériel en commun**. Cette forme de structuration s'organise essentiellement autour de l'acquisition et l'emploi d'un pulvérisateur, marginalement autour d'un matériel de traction animale.

➤ Près de 95% des CE font partie d'un **groupe de producteurs (groupe d'intrants)** comptant en moyenne 21 membres (60 au maximum). Cette forme de structuration s'organise d'abord autour de l'approvisionnement en intrants: les groupes de producteurs gèrent en particulier la centralisation des commandes et l'organisation des déplacements pour récupérer les intrants lorsque ceux-ci sont déposés au centre de gestion intrant ou dans une AV voisine. 95 % des producteurs enquêtés déclarent présenter une demande collective pour l'approvisionnement en intrant auprès de l'AV. Au sein des AV importantes, les groupements permettent de déconcentrer l'organisation du MAG. Des règles d'échanges de travaux sont parfois définies. Dans moins de 5% des cas, un champ collectif de niébé ou d'arachide est cultivé pour alimenter la caisse du groupement. Certains groupements effectuent également le stockage spéculatif de vivriers.

Les producteurs ne faisant pas partie d'un groupement sont :

- majoritairement des femmes chefs d'exploitation veuves ou divorcées ;
- plus rarement des hommes qui ont quitté leur groupement suite à un désaccord sur la répartition des intrants ou consécutivement à une perte financière liée à la caution solidaire.

15% des producteurs déclarent avoir changé de groupement au cours des 5 dernières années. Les principales raisons évoquées sont :

- l'application de la caution solidaire suite à des impayés sur le crédit intrants consenti ;
- la nécessité de scinder le groupement (nombre trop élevé de membres) ;
- un désaccord sur la gestion de la répartition des intrants ou du paiement ;
- la peur d'être pénalisé par la revente d'intrants effectuée par certains producteurs.

La première forme d'organisation des planteurs jouant un rôle au plan de la commercialisation du coton graine s'exprime à l'échelle de la communauté villageoise : ce sont les **associations villageoises** (AV). Les premières AV ont été créées dans les années 70 concomitamment aux Marchés Autogérés (MAG) par les CFPA (Centres de Formation Professionnelle Agricole). Dans un contexte de réforme cotonnière visant notamment au remplacement d'un marché direct par un marché à terme autogéré, ces 2 concepts ont été vulgarisés par l'ONDR dès 1984 à l'échelle de la zone soudanienne. A partir de 1992, l'ensemble du coton graine produit était commercialisé par des AV organisées autour de MAG.

II- AV et MAG : système inéquitable de risques, dette en augmentation

2.1. Structure et fonctionnement des AV

2.1.1. Données de référence

Bien qu'elles regroupent des producteurs en groupements, les AV ne correspondent pas à un niveau d'organisation de la production (aucune opération culturale n'est réalisée dans le cadre de l'AV). Elles se définissent plutôt comme un collectif de cotonculteurs, généralement structuré à l'échelle d'un finage villageois, assumant i/ la gestion locale de l'approvisionnement en intrants (centralisation des demandes d'intrants ; commandes à la Cotontchad ; répartition locale) et ii/ la commercialisation locale du coton graine par le biais d'une équipe technique nommée en son sein. Le tableau 21 ci-dessous synthétise quelques caractéristiques structurelles des AV.

Tableau 21. Eléments structurels relatifs aux AV

Caractéristiques des AV	Données d'enquêtes commentées
Les associations villageoises sont des organisations locales de faible taille (< 100t)	Une AV comporte en moyenne 116 planteurs structurés en 7 groupements dont la production de coton a été de 72 tonnes en 2005 à partir de 103 ha emblavés. 65% des AV enquêtées produisent moins de 75 tonnes et agrègent moins de 100 planteurs.
Elles sont partiellement contrôlées par les pouvoirs coutumiers	Une proportion significative de responsables d'AV enquêtés (respectivement 38%, 17% et 10% des présidents, secrétaires et trésoriers d'AV), ont un lien de parenté direct avec une autorité coutumière (chef de village, chef de terre, juge coutumier).
.Le bureau d'une AV comporte le plus souvent au moins un lettré (maître d'école, enseignant, employé administratif)	Une corrélation significative est observée entre le fait d'appartenir au bureau de l'AV et le fait d'avoir été scolarisé.

Source : enquêtes (2006)

Le turn-over des responsables d'AV est rapide.

Tableau 22. Mandat prévu statutairement pour l'élection du bureau de l'AV

Nombre d'années	Fréquence (% des AV enquêtées)
1	3 %
2	11 %
3	67 %
4	7 %
5	12 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 23. Date du dernier renouvellement du bureau de l'AV

Date dernier renouvellement du bureau	Fréquence (% des AV enquêtées)
Antérieur à 2001	18 %
2001 ou 2002	12 %
2003	15 %
2004	23 %
2005	20 %
2006	12 %

Source : enquêtes (2006)

Moins de 20% des bureaux d'AV sont renouvelés à l'identique. La réélection du bureau d'une AV procède principalement de la satisfaction des membres sur la gestion opérée, la faible quantité de ressources humaines en mesure de gérer l'AV ou, dans, une plus faible mesure, de la mainmise de ses dirigeants sur l'AV. En dehors du terme normal de son mandat, généralement de 3 ans, le renouvellement du bureau d'une AV procède principalement de conflits, très fréquents, entre les planteurs et leurs responsables d'AV concernant la gestion des intrants ou du paiement du coton. La démission du bureau de l'AV est fréquente lorsque s'applique la caution solidaire.

Tableau 24. Commentaires ouverts relatif au dernier renouvellement du bureau de l'AV

Commentaire	Fréquence (% des AV enquêtées)
Fin de mandat	24 %
Détournement ou mauvaise gestion	21 %
Reconduction ancien bureau à l'identique	19 %
Démission du bureau et conflits internes	18 %
Départ, décès, retraite, autre responsabilité président AV	7 %
AV sans élections ni assemblée générale	3 %
Autre	8 %

Source : enquêtes (2006)

2.1.2. Modalités d'organisation des AV pour la fourniture des intrants aux producteurs

Au niveau des AV, les commandes d'intrants sont exprimées 8 à 12 mois avant l'implantation du coton.

Tableau 25. Période de commande d'intrants par les AV pour la campagne 2006 / 2007

Période	Fréq. (% AV enquêtées)
mars à juin 2005	3 %
juillet à août 2005	34 %
septembre à octobre 2005	63 %

Source : enquêtes (2006)

Ces commandes sont ensuite agrégées par la Cotontchad, qui procède à un arbitrage en fonction de 3 critères : crédibilité des commandes effectuées, endettement éventuel des AV et objectifs industriels de l'entreprise.

Sur cette base, une commande globale est passée par appel d'offre sur le marché international. La Cotontchad assure ensuite la livraison des intrants aux AV.

La répartition locale des intrants est ensuite directement opérée par les AV. Soumise à des difficultés de diverses natures (tableau 26), cette répartition est potentiellement conflictuelles et susceptibles d'impacter la cohésion sociale. Les responsables d'AV mettent en œuvre diverses stratégies d'atténuation de ces difficultés.

Tableau 26. Difficultés possible dans la répartition locale des intrants et stratégies d'atténuation

Fonction assumée	Difficultés possibles	Stratégies d'atténuation opérées
Réception des intrants	Assumer le transport des intrants jusqu'au village lorsque ceux-ci n'y sont pas déposés directement faute d'une route suffisamment praticable (10% des AV concernées)	Organisation rapide (pour éviter la prédation possible d'une partie du stock) d'un voyage collectif (3 à 20 km jusqu'au Centre de Gestion Intrants); transport à dos d'homme ou à l'aide de charrettes et porte-tout.
Répartition des intrants aux planteurs (souvent opérée par le bureau de l'AV via les présidents de groupement d'intrants)	Gérer le différentiel entre les quantités demandées et les quantités reçues	- Approvisionnement complémentaire auprès d'AV voisines disposant de stock, de commerçants locaux (ou camerounais). - Envoi d'un représentant retirer l'intrant directement à l'usine, un chauffeur privé étant mobilisé et rémunéré par l'AV. - Partage par affinité
	Gérer l'évolution des souhaits d'emblavement à la hausse ou à la baisse depuis la commande passée 8 à 12 mois auparavant	Lorsque la quantité reçue est supérieure au besoin : stockage et/ou revente d'intrants à une AV voisine dans la situation inverse
	Gérer une répartition décalée des intrants en fonction de leur nature	Fourniture des semences sans distinction Répartition des engrais sous contrôle
	Eviter la revente d'intrants / les transferts susceptibles de pénaliser le groupement d'intrants ou l'AV	Répartition des intrants après constat de réalisation du semis + 1 ^{er} sarclage par les responsables de groupements et/ou d'AV
Application de la caution solidaire	Minimiser les conflits nés de l'application de la caution solidaire sur le terrain	Répercussion directe aux groupements de producteurs ou seuls producteurs concernés

Source : enquêtes (2005-2006)

2.1.3. Modalités d'organisation des AV pour la gestion des Marchés autogérés (MAG)

Un MAG est une activité de commercialisation primaire du coton graine gérée par une AV. Il est régi par une charte qui en précise les modalités d'organisation. La Cotontchad a l'obligation d'acheter l'intégralité du coton produit par une AV régulièrement constituée. En cas de défaillance (non respect de la charte ou intrants impayés), le marché de l'AV peut être suspendu.

Tableau 27. Modalités d'organisation des MAG

Modalité	Critères d'organisation
Ouverture d'un MAG	70 t commercialisés au minimum ; 5 km de distance avec le MAG le plus proche au minimum (sauf si les MAG environnants commercialisent plus de 140 tonnes). Soumis à accord Cotontchad.
Fonctionnement du MAG	Désignation au sein de l'AV d'un directeur de marché et d'une équipe de délégués techniques (2 pointeurs, 2 peseurs, 2 contrôleurs de tri et 2 convoyeurs). Ceux-ci assument : - l'émission de la demande d'ouverture (transitant par l'interface, accordée par le chef d'usine) - la gestion du calendrier de réception / conditionnement du coton au MAG ; - la gestion de la pesée villageoise du coton, son chargement en caisse après fixation d'une tare pour le conditionnement fourni à crédit par la Cotontchad (bâches, parfois big bags) ; - la nomination d'un convoyeur, qui suit le coton jusqu'au pont bascule et aux unités de tri ; - la réception du paiement du coton de l'AV au niveau de l'usine (le paiement de la Cotontchad devant intervenir « le plus tôt possible après la réception de la dernière caisse du MAG ») ; - la redistribution du paiement aux producteurs.
Revenus des AV	i/ Ecart de pesée entre le coton et l'usine (pour éviter des écarts négatifs, les AV comptent une tare systématique de 2 kg / bâche alors que celle-ci ne pèse qu'1 kg. La rémunération du différentiel entre le poids usine et le poids village est censée assurer un revenu supplémentaire à l'AV) ; ii/ ristournes versées par la Cotontchad : l'AV perçoit « une rémunération appelée commission (...) qui est la contrepartie de la prestation de service du MAG » (actuellement 3 500 FCFA/t vendue). iii/ un forfait de 500 F CFA/t (soit 5 000 F CFA/caisse) est versé pour le chargement des caisses ; iv/ revenus communautaires issus d'éventuelles activités ou cotisations locales complémentaires.
Charge des AV	i/ achat du matériel de pesée et des toiles tarées (importées et vendues par la Cotontchad aux AV) ; ii/ indemnisation des délégués techniques des MAG et des manœuvres assurant le chargement ; iii/ adhésion aux CCL sur la base théorique du volontariat ; iv/ achat de semences ou d'intrants supplémentaires, par ex. à des AV voisines disposant de stocks ; v/ arrangements éventuels visant à faciliter le déroulement du marché autogéré (cf. infra) ; vi/ investissement éventuel dans des projets d'intérêt collectif (école, puits, dispensaire, etc.) ; vii/ atténuation éventuelle de l'impact de la caution solidaire.

Source : Charte des Marchés Autogérés (2004), enquêtes (2006)

2.2. Enjeux, stratégies et risques marchés dans le système des MAG

La chaîne de commercialisation du coton graine comporte une importante diversité d'enjeux pour les producteurs, associés à un système complexes de risques marchés (tableau 28). En dehors du risque partagé sur le recouvrement des intrants, ces risques sont unilatéralement supportés par les producteurs -y compris ceux issus des défaillances éventuelles de la Cotontchad-. Ceci entraîne la mise en œuvre de stratégies d'atténuation, au nombre desquelles des arrangements ont lieu qui perturbent le jeu et la logique de la filière, le plus souvent au détriment des planteurs. Ils sont favorisés par divers facteurs, parmi lesquels les dysfonctionnements récurrents dans la gestion des campagnes de productivité ; des rapports de force déséquilibrés caractérisés par l'absence de pouvoir des producteurs dans l'organisation des campagnes d'évacuation ; l'importance des écarts de prix entre qualités ainsi qu'un faible niveau d'information des planteurs sur les volumes déclassés ou les procédures de déclenchement du paiement. Si elle définit les règles d'organisation de la commercialisation primaire, l'actuelle charte des Marchés Autogérés devrait être renégociée pour apporter un équilibre entre les producteurs et la Cotontchad. La charte des MAG intègre en effet diverses obligations et interdictions formelles pour les AV (obligation de rythme de chargement, de délai de reversement de la ristourne aux planteurs, de tenue d'une AG, interdiction de recevoir du coton en provenance d'un autre MAG), avec des sanctions en cas de défaillance. Elle n'intègre en revanche ni obligations de délai pour la Cotontchad, ni sanctions ou modalités d'indemnisation des AV en cas de défaillance de l'entreprise.

Tableau 28. Enjeux, risques marchés et stratégies d'atténuation associées au déroulement de la commercialisation du coton graine

Segment	Enjeu	Risque associé	Facteur aggravant	Illustration chiffrée	Stratégies d'atténuation
Appro. en intrants	Disposer d'intrants en quantité suffisante et à temps	Impact sur rendement et revenu de l'insuffisance en intrants ou des retards d'approvisionnement (impact sur rendement si épandage après le 20 juin)	Lié au risque sur la collecte de coton, les 2 opérations étant menées en même temps pour éviter les rotations des camions à vide	En 2005 : 55% NPKSB mis en place au producteur le 20 juin Moins de 85% des intrants demandés par les AV livrés en 2005.	Affrètement d'un transporteur par l'AV pour approvisionnement direct à l'usine. Achats complémentaires. Déstockage. Réduction des surfaces ou conduite en traditionnel.
Ouverture du marché	Obtenir le plus tôt possible l'accord d'ouverture du marché autogéré, la date d'ouverture conditionnant le dépôt et l'enlèvement des caisses de coton	Absence d'enlèvement du coton ou enlèvement sous la pluie : - risque de dégradation de la qualité avec impact sur la rémunération (tri en 2 ^{ème} ou 3 ^{ème} choix). - pénalisation de la trésorerie d'exploitation induite par un délai de paiement supplémentaire	Risque aggravé par : - l'atomisation des MAG et le mauvais état du réseau routier aggravant les difficultés de gestion de l'enlèvement - la détérioration des calendriers de collecte	i/ 20 000 t produits en 2004 restaient à être collectées en septembre 2005 ; 23 000 t. produites en 2005 restaient à être collectées en septembre 2006	Ouverture du marché en l'absence d'accord signé du chef d'usine. Stockage du coton en l'absence d'ouverture. Arrangements de gré à gré autour de l'ouverture. Livraison à des MAG voisins déjà ouverts
Enlèvement	S'assurer du dépôt de la 1 ^{ère} caisse puis d'un certain rythme d'enlèvement.	Perte financière (baisse qualité, pertes au sol) + perte de temps si accident / verse du camion	Mauvais état des routes et des camions. Monopoles locaux de transport dans certaines zones desservies par des privés. Détérioration calendrier de collecte. Avant livraison à l'usine, le coton est seule propriété de l'AV.	Pas de lien observé entre la distance à l'usine, la taille des AV et les problèmes d'enlèvement. Accroissement du délai entre l'accord d'ouverture et l'envoi effectif des caisses. (plus de 3 mois signalés par 20% des AV)	Interception de chauffeurs sur leurs trajets, recours à des privés (très marginal), primes de motivation, arrangements autour de l'enlèvement.
Pesée	Obtention du ticket de pesée. Minimiser les écarts de poids avec la pesée au village.	Perte financière liée à une différence négative entre le poids village et le poids usine	Tare des camions réservoir plein, pesée par des privés réservoirs vides. Etat des balances villageoises	15% des responsables d'AV enquêtés signalent un déficit de pesée	Maillon le moins problématique de la chaîne de commercialisation. Vérification par le convoyeur que le véhicule refait le plein avant la pesée
Tri	Obtention d'un tri en 1 ^{ère} catégorie	Perte financière liée à un déclassement	Importance des écarts de prix entre qualités. Ignorance du volume de coton concerné par un déclassement (<3%)	1 ^{er} tri au MAG (AV, CCL) ; 2 ^{ème} tri à l'usine certifié par les représentants du Ministère de l'Agriculture. 10 t déclassées en 2 ^{ème} choix = pertes financières de 700 000 FCFA	Fréquents arrangements autour du classement. Faible volume déclassé à l'usine.
Paiement	Obtention d'une programmation précoce du paiement Retrait rapide du paiement	Impact des retards de paiement sur la préparation de la campagne agricole suivant la livraison du coton et la sécurité alimentaire des exploitations	0 acompte à la livraison. Difficultés de trésorerie de la Cotontchad. Paiement déclenché quand l'encours atteint 300 millions FCFA	Un quart du coton produit en 2004 et livré aux usines n'était pas réglé en septembre 2005 Fin août 06 : 97 000 t de 2005 payées pour 160 000 rentrées	Crédits contractés garantis par le paiement, défalqués du paiement. Réduction des surfaces
	Minimiser l'impact de la caution solidaire	Perte financière liée à l'application de la caution solidaire	Absence de dispositif assurantiel « calamités » à une autre échelle	Dettes cumulées des AV vis-à-vis de la Cotontchad (=intrant livré non remboursé) : > 3 Milliards FCFA en 2006	Distribution des intrants / AV aux seuls CE ayant déjà semé et sarclé. Répercussion du risque aux seuls CE ayant un problème de production

Source : enquêtes (2006).

2.3. Faiblesses du système de caution solidaire, croît de la dette des AV

Dans près de 70% des AV enquêtées, certains planteurs n'ont pu rembourser les intrants livrés. Les responsables d'AV mettent alors en œuvre différentes stratégies : l'imputation de la dette au groupe d'intrants est la plus fréquente, à équivalence avec un recouvrement effectué directement auprès du producteur concerné et de sa famille, pouvant aller jusqu'à la saisie des biens agricoles disponibles. L'absorption de la dette par l'AV n'est effectuée que dans un sixième des cas.

Tableau 29. Mode d'imputation des dettes des CE vis-à-vis de l'AV

Mode d'imputation	Fréq. (% AV concernées)
Imputation individuelle (avec saisie possible des biens agricoles)	28 %
Imputation famille du producteur par lien de parenté	11 %
Imputation groupe d'intrants	41 %
Imputation AV	16 %
Autre (cas par cas, emprunt par volontaires, avance / AV)	4 %

Source : enquêtes (2006)

Lorsque le nombre de planteurs dans l'impossibilité de rembourser les intrants livrés dépasse les capacités financières de l'AV, le système de caution solidaire est appliqué par la Cotontchad. Au sein de l'échantillon enquêté, 17 % des AV enquêtées doivent ainsi un montant moyen de 1 195 724 FCFA à la Cotontchad au titre de la caution solidaire.

Tableau 30. Fréquence de répartition des dettes dues par les AV à la Cotontchad

Classe de montant dû	Fréq. (% des dettes dues / AV)
Inférieur à 500 000 FCFA	37 %
De 500 000 à 1 000 000 FCFA	26 %
De 1 000 000 à 2 000 000 FCFA	26 %
Plus de 2 000 000 FCFA	11 %

Source : enquêtes (2006)

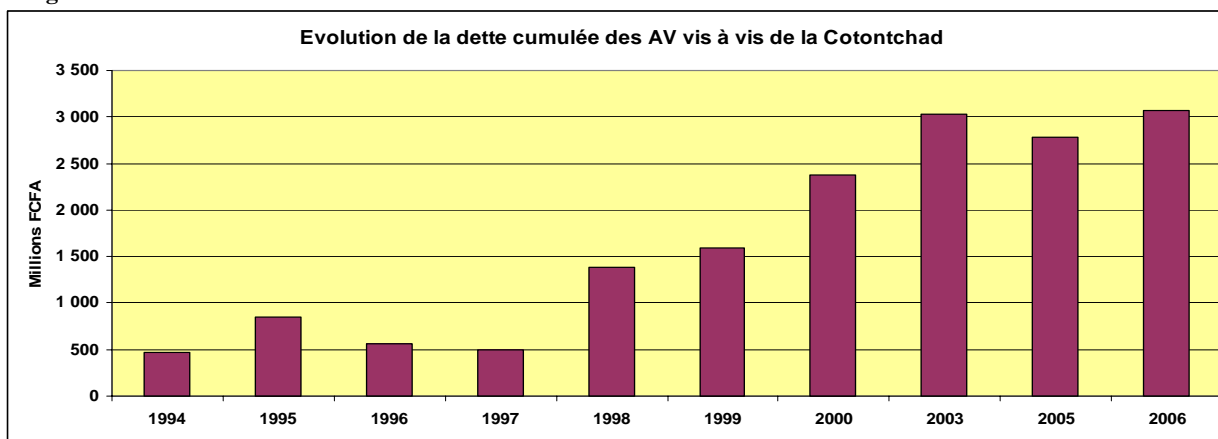
L'impossibilité de remboursement du crédit intrant par une AV a pour origine 3 phénomènes :

- production dévastée suite à des accidents climatiques régionaux (inondation, sécheresse) ;
- déficits de production en liaison avec des carences directement imputables à la Cotontchad dans la gestion des campagnes de productivité (retards de mise en place des intrants par exemple) ;
- pertes financières directement imputables aux pratiques des AV : transfert à d'autres productions de l'intrant livré, livraison du coton sous couvert d'une autre AV ; arrêt en groupe de la production de coton après réception des intrants et transfert/vente du stock, etc.

Un rééchelonnement de la dette a été proposé aux AV par la Cotontchad dans un cas sur 5. Les modalités d'échelonnement du remboursement s'organisent autour d'un remboursement en 2 ou 3 tranches, équivalentes ou variables.

Résultante cumulée d'impossibilités de remboursement des crédits intrants consentis, la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad s'élevait à plus de 3 milliards de FCFA début 2007.

Figure 37.



Source : Nuttens, 2001 et Cotontchad - Direction de la Production, 2006

Tableau 31. Montant des arriérés de paiement des AV par zone usine en décembre 2005

Usine	Nombre d'AV recensés	Arriérés (dette des AV en FCFA)
LERE	167	16 302 375
PALA	368	91 716 916
GAYA	212	67 196 505
KELO	937	291 837 311
MOUNDOU	1394	955 090 441
DOBA	351	172 689 428
SARH	639	302 958 840
KYABE	802	530 565 770
LERE	272	353 771 723
TOTAL	5142	2 782 129 309

Source : Cotontchad : direction de la production, 2006

Le niveau la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad a atteint un niveau critique. Fin 2006, elle représentait plus de 30% du montant total des crédits intrants consentis cette même année.

L'évolution de cette dette présente aussi un caractère inquiétant : elle a été multipliée par 6 en 11 ans. Une politique de rééchelonnement des dettes de certaines AV a néanmoins été mise en place depuis la campagne de commercialisation 2005. Pour autant, les modalités d'apurement de cette dette constituent un élément critique du processus de privatisation de la Cotontchad.

Par ailleurs, le fonctionnement du système actuel pose deux questions en lien avec la restructuration du secteur coton :

- modalités de mutualisation des risques de production à une échelle supérieure à celle du village ;
- modalités de participation de l'opérateur cotonnier aux risques de production.

Le principe de la caution solidaire se traduit théoriquement par un risque partagé sur la production à l'échelle des AV. Il permet à la Cotontchad de diminuer le risque sur le recouvrement du crédit intrant tout en palliant à l'échelle du village un problème isolé de production.

Ce système est toutefois insuffisant en cas d'accident généralisé de production (inondation, déficit hydrique), car il revient alors à faire supporter uniquement aux producteurs l'intégralité du coût et du risque lié à un tel phénomène. Ceci explique en partie le croît de la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad et pose la question de l'existence d'un système mutualiste « d'assurance calamités » à une autre échelle (région, zone soudanienne).

Par ailleurs, dans la pratique, le système de caution solidaire ne s'exprime à l'échelle de l'AV que pour des montants limités: dans le cas contraire, l'intégralité du coût de la caution solidaire est d'abord imputé au groupe de producteur concerné par un accident de production voire aux seuls producteurs concernés. Le système de caution solidaire peut de ce fait être analysé comme ayant perdu sa fonction de solidarité pour se réduire à un moyen -peu performant- de recouvrer le coût des crédits intrants pour la Cotontchad.

Finalement, le fonctionnement des MAG se traduit par un niveau important de risque marché et de dysfonctionnements presque intégralement supportés par les producteurs (hors risques de non recouvrement du crédit intrant partiellement supporté par la Cotontchad).

Le système actuel ne peut être considéré comme satisfaisant ou équitable dans la mesure où :

- d'une part, l'organisation de son déroulement ne relève pas des producteurs -hors fonctions nominales-, mais de l'unique société cotonnière ;
- d'autre part, les producteurs supportent même les risques liés à la défaillance de la Cotontchad (pertes financières liées à une absence d'enlèvement ou aux retards d'enlèvement entraînant un déclassement ou encore aux retards de mise en place des intrants obérant le rendement).

Il devrait donc être renégocié.

III – Du MPZS au CCL : vers l'affaiblissement de la redevabilité des OP ?

3.1. Origine : le MPZS (Mouvement Paysan pour la Zone Soudanienne)

En novembre 1992, l'ONDR, a impulsé avec l'appui d'un projet FAC la reconnaissance d'un collectif de représentants d'organisations paysannes émergentes, dénommé Mouvement Paysan pour la Zone Soudanienne (MPZS). Ce mouvement était initialement structuré :

- géographiquement autour des 13 secteurs de l'ONDR ;
- socialement selon une structure d'élections pyramidales (AV, cantons, préfectures) ;
- financièrement autour d'une cotisation acquittée par les AV adhérentes (d'un montant initial de 75 F CFA/t puis 300 FCFA/t prélevés sur la ristourne de commercialisation versée par Cotontchad).

A sa création, les objectifs statutaires du MPZS étaient de :

- défendre les intérêts des exploitants agricoles ;
- servir de courroie de transmission entre les organisations de bases, l'ONDR et la Cotontchad ;
- favoriser le transfert aux planteurs de responsabilités assumées par les organismes d'appui ;
- participer à l'organisation des campagnes agricoles, en particulier cotonnières ;
- faire remonter les besoins des AV en matière de formation et d'appui technique.

Le mouvement a initialement bénéficié de différentes mesures d'appui de l'ONDR :

- association aux réunions d'organisation de la campagne cotonnière ONDR/Cotontchad/paysans ;
- nomination d'un coordinateur paysan du MPZS présent à l'usine au pont bascule et lors du tri ;
- publication d'un journal d'informations partiellement subventionné par l'ONDR ;
- co-signature des chartes de MAG par le représentant du MPZS.

Bénéficiant d'une perception positive de la part des AV et d'une dynamique d'appropriation en milieu rural, le MPZS a accru son public adhérent jusqu'en 1999 tout en s'imposant comme une organisation de défense des intérêts des producteurs face à la Cotontchad (PAOP-CIRAD SAR, 1996). Dans un contexte de tension en milieu rural, les campagnes de 1997/1998 puis 1999/2000 ont constitué un tournant dans son histoire :

- en 1997/1998, un débat s'est opéré quant à l'usage d'un complément de 24 F CFA / kg coton graine devant être versé par la Cotontchad suite à une commercialisation performante des fibres. Ce complément représentant 6,6 milliards de FCFA au total, diverses propositions furent faites : fondation d'une banque de crédit rural, mise en place d'un fonds pour l'achat d'intrants. Faute d'accord entre les parties, le complément a finalement été versé directement aux producteurs, pour des sommes à peine équivalentes à 1,5 sac d'engrais par planteur.

- suite à cet échec, le prix d'achat du coton-graine annoncé en juin 1999 (185 F CFA/ kg) a dû être revu à la baisse par la Cotontchad (à 165 F CFA/kg) en fin de campagne pour faire face à la dégradation des cours mondiaux du coton. Le MPZS, refusant d'être associé à cette décision, a organisé une grève de la livraison du coton aux usines pour tenter d'obtenir le rétablissement du prix initial et le règlement de ristournes encore en attente. Cette grève a duré jusqu'en février 2000.

Le gouvernement avait entre-temps reconnu fin 1999 la Cellule Technique pour la Réforme du Secteur Coton, dont la constitution et le financement étaient prévus dans le programme de réforme sectorielle de la Banque Mondiale. Outil de mise en œuvre des réformes du secteur coton, cette cellule devait œuvrer à la création d'organisations de producteurs fonctionnelles et légitimes. Parallèlement à la grève du coton, plusieurs journaux dénonçaient une mauvaise gestion au sein du MPZS, tandis qu'une campagne de terrain était organisée par la CTRC aux fins de « sensibiliser » les chefs de canton à la nécessité d'un nouveau organisationnel. Cette sensibilisation a directement débouché sur la structuration d'un Comité de Coordination Local (CCL) dans chaque zone usine selon un système électif pyramidal. Dès la création effective des CCL, la cotisation mise en place par le MPZS leur a été réaffectée. Le MPZS, privé du support financier de l'activité cotonnière, s'est rapidement délité. Il ne joue plus qu'un rôle nominal dans la filière coton et s'est replié sur des actions ponctuelles concernant d'autres productions. En dépit de cette évolution, il bénéficie encore d'une excellente image auprès des producteurs. Nombre d'entre eux regrettent l'existence de cette organisation capable de les représenter et défendre leurs intérêts.

3.2. Instauration et redevabilité des CCL (Comités de Coordination Locale)

3.2.1. Structures et fonctions affichées

L'existence officielle des 9 CCL (un par zone usine) a été reconnue à la fin de l'année 2000. Elle a fait suite à la légitimation de la cellule technique pour la réforme du secteur coton (CTRC). Le tableau 32 ci-dessous rapporte différents éléments du cadrage officiellement associé à cette organisation.

Tableau 32. Cadre officiel des CCL

Elément de cadrage	Détail de l'élément concerné
Les CCL sont des organisations statutairement non lucratives	Les CCL sont régis par l'ordonnance n°27/INT/SUR concernant les associations à but non lucratif. Les missions des CCL sont d'offrir aux producteurs un mécanisme de représentation tout en constituant un système de transmission de l'information
Les CCL sont formés selon un processus électif à 4 niveaux débouchant sur un bureau national des CCL:	<ul style="list-style-type: none"> - Un représentant du village est d'abord élu dans chaque AV ; - Ces représentants élisent parmi eux un délégué cantonal des CCL ; - L'ensemble des délégués cantonaux d'une zone de collecte forme le CCL de la zone usine⁷, un bureau de 4 membres étant élu en son sein. - Les bureaux des 9 CCL élisent, 1 président, un secrétaire et un trésorier pour une durée de 2 ans renouvelable une fois afin de représenter les CCL lors des négociations à l'échelle nationale.
A l'échelle nationale, les CCL participent statutairement aux réunions du comité paritaire	Constitué à part égales de représentants de la Cotontchad et des CCL, l'administration nommant 2 observateurs et la CTRC assumant le rôle de secrétaire de séance, le comité paritaire a pour rôles de : <ul style="list-style-type: none"> - fixer le prix d'achat du coton graine et des intrants pour la campagne, - s'assurer du respect de la charte des marchés autogérés, - planifier la collecte du coton - ratifier le choix des fournisseurs d'intrants sur appel d'offre
A l'échelle locale, la charte des MAG révisée en 2001 a précisé les rôles joués par le CCL en remplacement du MPZS dans l'organisation de la commercialisation primaire du coton graine. Elle a parallèlement légitimé le système de financement des CCL	Les rôles dévolus au CCL au plan local sont : <ul style="list-style-type: none"> - La désignation par le secrétaire général des CCL de 2 à 4 coordonnateurs pont-basculé par zone usine assurant une représentation permanente des CE lors de la pesée du coton à l'usine ; - La programmation d'un passage hebdomadaire du délégué cantonal dans chaque MAG pour « prévenir les cas de mauvaise gestion » ; - La réception des notifications de suspension de marchés pour défaillance de l'AV ; - La présence d'un délégué des CCL au moment du paiement du coton à l'usine ; - La participation d'un agent à la commission de litige classements ; - L'avis du délégué des CCL sur la suspension d'un MAG
Le système de financement des CCL prévoit la rémunération des représentants des planteurs et la constitution d'une épargne volontaire au titre de la participation des producteurs au titre de la privatisation.	Le financement des CCL provient : <ul style="list-style-type: none"> - d'une cotisation de 300 F / t⁸ prélevée par les CCL sur chaque tonne commercialisée pour la rémunération des coordonnateurs pont basculé et le fonctionnement courant de l'organisation ; - d'une cotisation supplémentaire de 5 F CFA / kg de coton livré opérée « sur la base du volontariat » en vue de la participation des producteurs à la privatisation de la Cotontchad. Celle-ci a atteint un montant cumulé de 750 millions de FCFA fin 2004

Source : CECI (2004)

3.2.2. Perceptions des producteurs sur les CCL

La quasi-totalité des CE et responsables d'AV enquêtés ont une perception très défavorable du rôle joué par leurs représentants CCL dans la filière. Deux principaux reproches sont adressés aux CCL : l'absence d'efficacité dans la défense des planteurs et la gestion des fonds prélevés, considérée comme opaque ou marquée par les détournements. Moins de 15 % des responsables d'AV interrogés estiment que les CCL présentent divers avantages (défense des planteurs, diffusion d'informations, préparation à la privatisation, contrôle de pesée, etc.).

⁷ Ce qui signifie que les niveaux de représentation inférieurs à l'échelle cantonale n'ont pas un rôle statutairement prévu dans les CCL, bien qu'ils soient censés retransmettre l'information en provenance des CCL

⁸ sur les 3 500 F CFA / t délivré aux AV au titre d'indemnisation pour la gestion du marché autogéré

Tableau 33. Appréciation des CE et resp. d'AV enquêtés sur le rôle joué par les CCL vis-à-vis de la filière

Opinion concernant le rôle des CCL dans la filière	Fréq. (% AV)	Fréq. (%CE)
Négative	91 %	93 %
Positive	9 %	7 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 34. Perception des responsables d'AV sur les avantages apportés par les CCL

Perception des avantages	Fréq. (% comm. AV)	Fréq. (% comm. CE)
Aucun avantage	83 %	87 %
Les CCL défendent les planteurs en cas de problème à l'usine	5 %	6 %
Diffusion d'informations	5 %	2 %
Les CCL préparent les AV à la privatisation	3 %	
Contrôle de pesée	3 %	
Les CCL facilitent l'obtention d'intrants ou de crédit	1 %	1 %
Information insuffisante pour pouvoir juger		4 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 35. Perception des responsables d'AV sur les inconvénients des CCL

Perception des inconvénients	Fréq. (% comm. AV)	Fréq. (% comm. CE)
Les CCL ne défendent pas les planteurs à l'usine	34 %	15 %
Absence de transparence sur les prélèvements	26 %	28 %
Les CCL escroquent les AV	13 %	13 %
Les CCL ne jouent pas leur rôle	9 %	16 %
Les CCL participent à la corruption	8 %	15 %
Les CCL ne diffusent pas l'information	4 %	8 %
Nous ne connaissons pas leur rôle		3 %
Autre	4 %	1 %
Aucun inconvénient	3 %	1 %

Source : enquêtes (2006)

3.2.3. Fonctions effectives et légitimité

En regard des objectifs affichés et de la perception problématique de l'organisation, le tableau ci-dessous présente : i/ la nature des opérations conduites et des fonctions effectivement assumées par les CCL et ii/ divers éléments d'appréciation de l'efficacité de ces opérations / fonctions.

Tableau 36. Fonctions effectives, perception et légitimité des CCL

Objectif	Fonction effective	Eléments d'appréciation et perception des producteurs
Représentation des planteurs et défense de leurs intérêts	Les CCL représentent officiellement les producteurs de coton dans le comité paritaire	Poids réel des CCL dans les discussions du comité paritaire ? Représentation des producteurs par le CCL à caractère exclusif : Autres collectifs ou syndicats absents des différentes réunions
	Un coordinateur pont bascule est toujours présent à l'usine.	Certains coordonnateurs au pont-bascule sont cités comme partie intégrantes du système d'arrangements.
	Les représentants des CCL participent aux discussions nationales sur la filière coton	Légitimité des CCL à défendre les intérêts des producteurs contestée par ces derniers. CE assimilant les CCL à un pouvoir para-administratif disposant d'un pouvoir de taxation sur le coton.
Transmission d'information	Transmission top-down d'informations (Cotontchad - AV) opérée correctement	Rôle globalement compris et apprécié des planteurs, par ailleurs très demandeurs d'appui technique. Quelques dysfonctionnements dans la transmission d'information : instrumentalisation de l'information rupture et déformations dans la transmission. La transmission down-top semble faiblement opérée.
	Tournée de sensibilisation des AV à la mise en place de coopératives organisée par le CTRC avec les CCL et l'ONDR	Portée et qualité des formations réalisées limitées : elles n'ont concerné que 10% des producteurs et ont été opérées par des agents formés selon un système pyramidal de formation de formateurs
	Formation technique opérée / CCL sur fonds fiduciaire (don japonais) géré par le CTRC	
Participation des planteurs à la privatisation	Perception effective d'une cotisation sur les tonnages livrés. Pour 3 ans, épargne d'un tiers du potentiel de cotisation.	« opacité » sur la gestion des fonds épargnés en vue de la privatisation : malgré la publication des comptes, la majorité des AV ignorent le lieu de dépôt bancaire et le montant épargné par le CCL dont ils dépendent. Lorsqu'ils sont délivrés, les reçus émis par les CCL ne sont pas suffisamment référencés.

Source : enquêtes (2006)

PARTIE IV

-

**DEROULEMENT DES CAMPAGNES
COTONNIERE ET PERCEPTIONS DES
PRODUCTEURS**

I - Perceptions globales⁹ des AV sur les campagnes cotonnières

Les responsables d'AV enquêtés considèrent majoritairement que les campagnes 2004-2005 et 2005-2006 se sont mal ou très mal passées. L'insatisfaction des producteurs concerne aussi bien la mise en place des intrants que l'ensemble des maillons de la chaîne de commercialisation du coton graine à l'exception de la pesée à l'usine. Elle provient de deux éléments principaux :

- la dégradation des calendriers opérationnels et logistiques et leurs conséquences (affaiblissement des performances techniques et économiques des exploitations agricoles, accroissement de l'endettement des planteurs auprès du secteur informel, insécurité alimentaire, etc.)
- la fréquence des négociations de gré à gré aux différents maillons de la commercialisation qui perturbent la logique des termes de l'échange au détriment des planteurs.

Tableau 37. Perceptions globales des responsables d'AV enquêtés concernant la mise en place des intrants et le déroulement des campagnes de commercialisation du coton graine

Maillon concerné	Perception des responsables d'AV	Campagne 05/06		Campagne 04/05
		Fréq. (% AV enquêtées)	Fréq. Cumulée (étude fin 06)	Fréq. cumulée de référence (étude fin05)
Mise en place des intrants	Très mal passé	16%	66	69
	Mal passé	50%		
	Bien passé	32%	34	31
	Très bien passé	2%		
Ouverture du marché	Très mal passé	20%	56	69
	Mal passé	36%		
	Bien passé	40%	44	31
	Très bien passé	4%		
Enlèvement du coton	Très mal passé	8%	48	67
	Mal passé	40%		
	Bien passé	41%	52	33
	Très bien passé	11 %		
Pesée à l'usine	Très mal passé	1%	11	23
	Mal passé	10%		
	Bien passé	82%	88	77
	Très bien passé	6%		
Classement	Très mal passé	5%	56	54
	Mal passé	51%		
	Bien passé	38%	44	46
	Très bien passé	6%		
Paiement du coton	Très mal passé	19%	56	69
	Mal passé	37%		
	Bien passé	38%	44	31
	Très bien passé	6%		

Source : enquêtes (2005-2006)

Au cours des deux dernières campagnes, plus de la moitié des responsables d'AV enquêtés au cours de 2 études distinctes estiment que la mise en place des intrants, l'ouverture des centres d'achats, le classement et le paiement du coton se sont mal ou très mal déroulés. Seul l'enlèvement du coton bénéficie d'une légère amélioration des perceptions positives, qui peut éventuellement s'expliquer par la résorption partielle de l'engorgement connu lors de la campagne précédente.

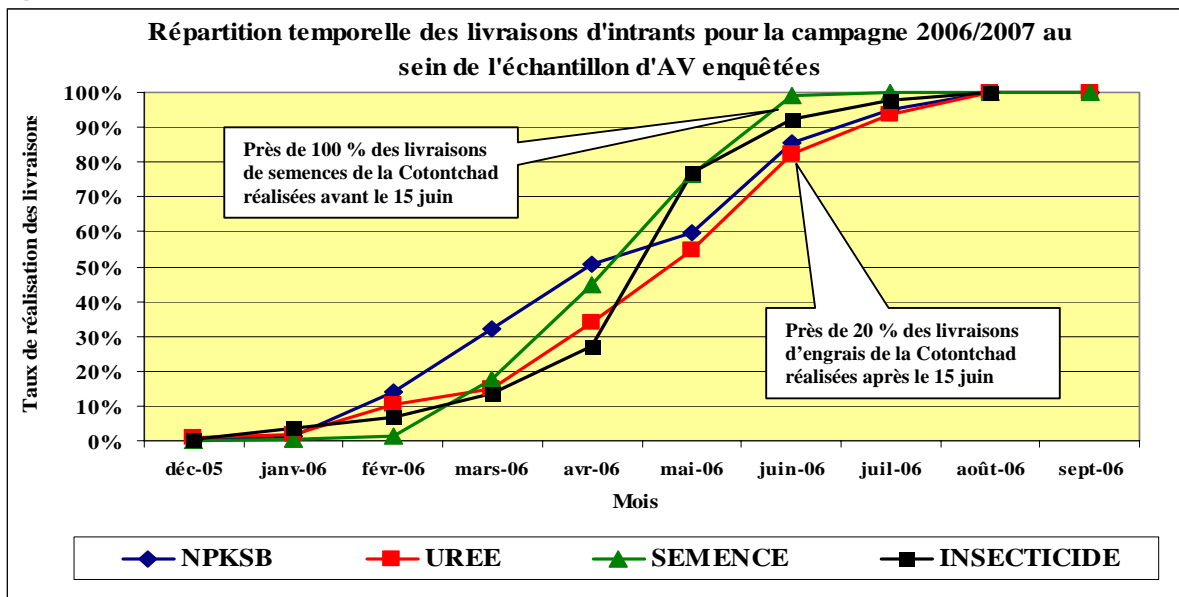
II - Mise en place des intrants

Divers indicateurs démontrent des défaillances dans la logistique de livraison des intrants aux AV.

⁹ Evaluée par notation globale sur une échelle comprenant 4 degrés de « très mal passé » à « très bien passé »

➤ Tout d'abord, l'étalement des livraisons d'intrants dans le temps est important. Une proportion significative des livraisons s'opère après le démarrage de la saison des pluies, jusqu'en septembre. Plus de 20 % des livraisons d'engrais de Cotontchad s'effectuent après le 15 juin.

Figure 38.



Source : enquêtes (2006)

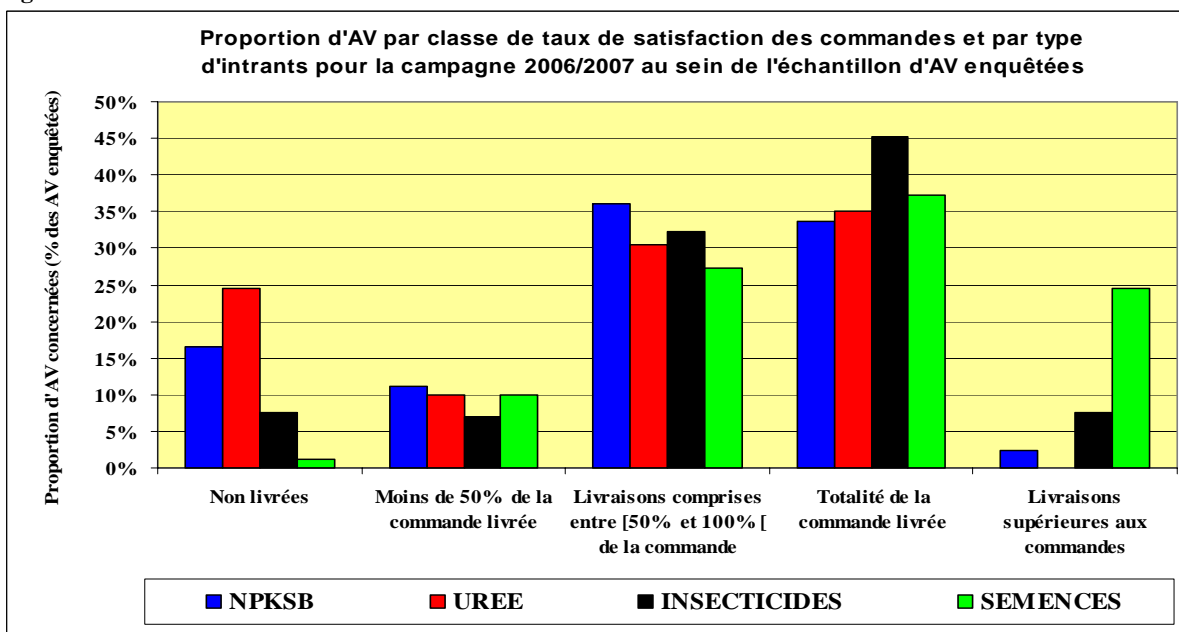
➤ A l'exception notable des semences, une part importante des commandes n'est pas honorée.

Tableau 38. Intrants commandé et reçus en 2005 (échantillon d'AV enquêtées)

Type d'intrants	Commandés	Reçus	Différence (%)
NPKSB (sacs)	29 317	20 397	-30%
UREE (sacs)	11 768	7 271	-38%
INSECTICIDE (sachets)	215 417	188 698	-12%
SEMENCES (tonnes).	746	870	+17%

Source : enquêtes (2006)

Figure 39.



Source : enquêtes (2006)

- Un écart entre les quantités commandées et les quantités livrées s'observe dans plus de la moitié des AV. Seuls 17 % des écarts de livraison par rapport aux commandes ont été demandés par les AV, principalement en raison d'un désistement de planteurs liés à des défaillances antérieures de la société cotonnière (coton de la récolte précédente non encore enlevé ni payé par exemple).
- Si des arbitrages de l'opérateur cotonnier en fonction de ses objectifs industriels et des performances antérieures des AV sont logiquement opérés, les responsables d'AV enquêtés ne disposent d'aucune explication sur ces arbitrages dans 40 % des cas.

Tableau 39. Constat d'écart entre les quantités commandées et les quantités livrées

Type d'intrant	NPKSB	UREE	INS.	SEM..
Proportion d'AV présentant un écart (% AV enquêtées)	64 %	54 %	54 %	52 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 40. Explications données par les responsables d'AV enquêtés sur les écarts entre les quantités d'intrants commandées par type et les quantités reçues

Explications données aux écarts	Proportion d'AV insatisfaites / type d'intrant		
	NPKSB	UREE	INSECTICIDES
Commande reçue partiellement – absence d'explication de la Cotontchad	41 %	39 %	40 %
Quantité réduite par la Cotontchad avec explication : (impayés, rupture de stock, coton non vendu, ajustement commande etc.)	39 %	35 %	37 %
Commande réduite ou annulée par l'AV (Dettes, coton non vendu, livraisons trop tardives entraînant une réduction de surfaces emblavées, désistement des planteurs, etc.)	16 %	26 %	17 %
Quantité reçue supérieure à la commande	-	4 %	-
Manque de produit au déchargement (vol à l'usine)	-	-	6 %

Source : enquêtes (2006)

L'analyse détaillée des livraisons d'intrants met en évidence d'autres formes de problématiques.

☞ *Engrais minéraux*

- Tout d'abord, à peine 60% des AV avaient été livrées en NPKSB et en urée le 1^{er} Juin 2006, tandis que 20% des AV enquêtées étaient livrées en NPKSB et en urée postérieurement à la date limite d'épandage préconisée. L'opérateur cotonnier porte alors une responsabilité directe dans les performances techniques qui seront obtenues dans ces AV (retard d'épandage provoquant un impact négatif observable sur le rendement en culture).
- Ensuite, les quantités de NPKSB et d'urée effectivement livrées aux AV en fin de campagne restent respectivement inférieures de 30 et 40 % aux quantités commandées. Moins de 40% des AV ont reçu la totalité de leur commande en intrants.
- A la fin des mises en place, 15 à 20% des AV enquêtées n'avaient pas été livrées en NPKSB et en urée. Cette proportion correspond à la proportion d'AV redevables d'une dette d'intrants à la Cotontchad.
- Concernant les seules AV non endettées auprès de la Cotontchad, seuls 70 % des tonnages de NPKSB commandés au sein de l'échantillon enquêté ont été livrés, ne permettant d'appliquer que des doses moyennes d'engrais de 70 kg/ha, inférieures de 30% aux normes d'épandage vulgarisées.

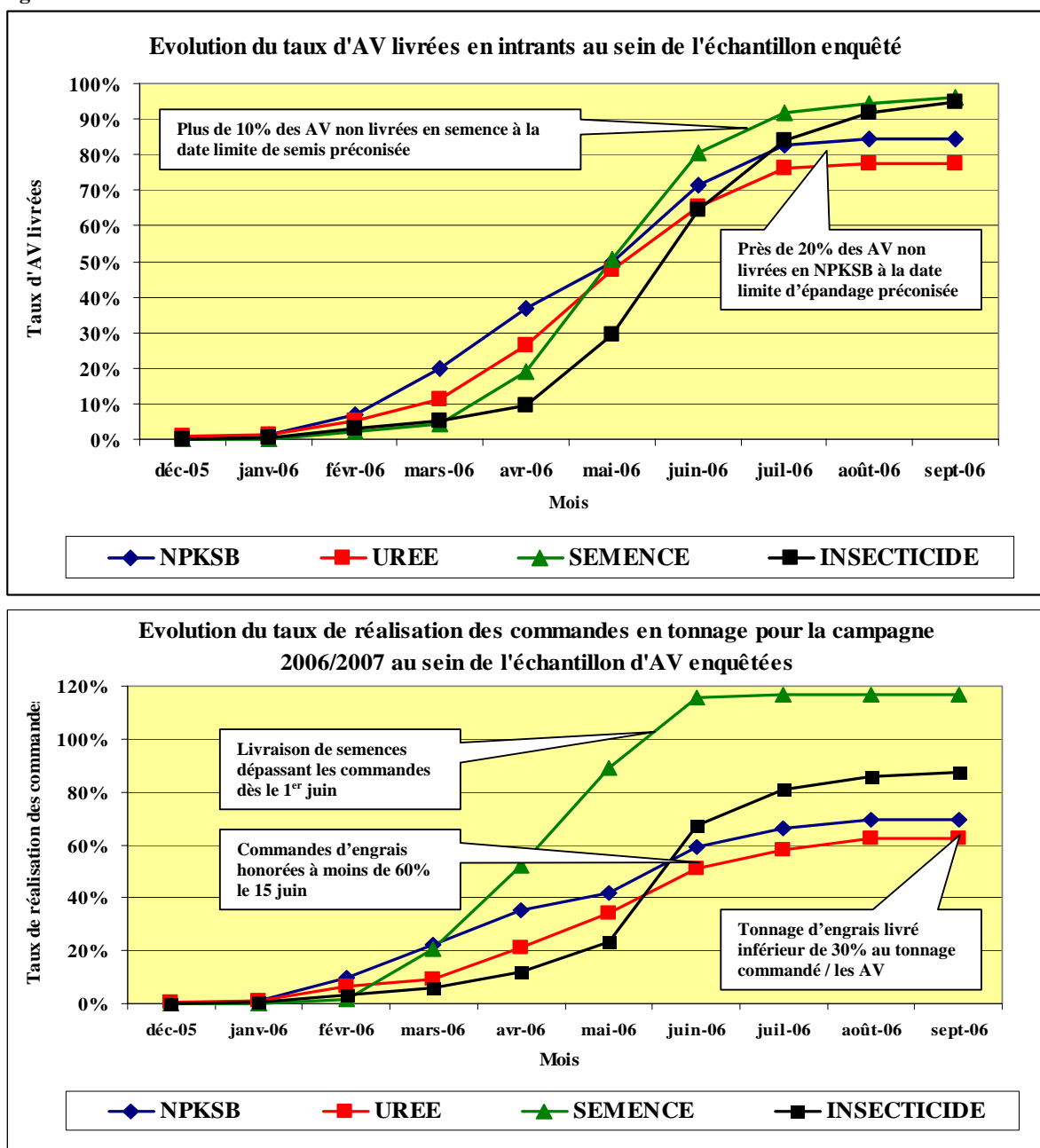
☞ *Semences :*

- La quasi-totalité des AV ont été livrées en semences. Par ailleurs, les quantités livrées restent globalement supérieures aux quantités commandées. Cependant plus d'un quart des AV ont reçu en 2006 des quantités inférieures à leur commande. Par ailleurs, près d'un quart des AV ont été partiellement ou totalement livrées en semences non conditionnées en sacs.

☞ *Autres intrants:*

- 12% des insecticides commandés n'ont pas été livrés. Par ailleurs, la répartition des livraisons entre les AV demeure inégale : moins de la moitié d'entre elles ont reçu des quantités conformes à leur commande.
- L'approvisionnement en piles et en insecticides a été le principal motif de déplacement des AV à l'usine au démarrage de la campagne 2006/2007.

Figures 40 et 41.



Source : enquêtes (2006)

➤ Enfin, le taux d'insatisfaction des AV sur la qualité des produits livrés est significatif. Les motifs d'insatisfaction des responsables d'AV enquêtés dépendent du type d'intrant considéré :

Tableau 41. Perception des responsables d'AV sur la qualité des produits reçus

Type d'intrant	Taux d'insatisfac. (% AV enquêtés)	AV et planteurs concernés	Principaux motifs d'insatisfaction sur la qualité des produits
NPKSB	20 %	AV ayant remboursé intrants	Sacs déchirés, mouillés et pris en masse
UREE	8 %	Idem (CE en F2)	Sacs déchirés, mouillés et pris en masse
INS.	29 %	Toutes les AV	Inefficacité (insectes non tués ou réapparition rapide après traitement), résistances, chute des capsules après traitement, nouvelle formule insecticide moins efficace que l'ancienne
SEM..	20 %	Toutes les AV	Faible pouvoir germinatif, semences non traitées, semences pourries // Marginalement cité: poids réel du conditionnement inférieur au 12,5 kilos, variété peu productive si semée tard.

Source : enquêtes (2006)

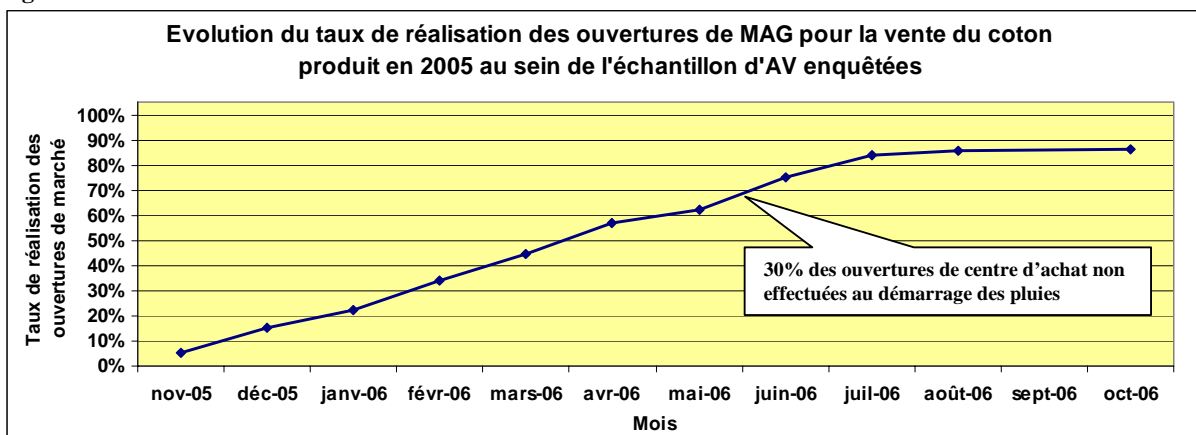
La fourniture d'intrants aux AV constitue un facteur critique de la productivité au champ dont l'amélioration suppose l'exploration de différents aspects :

- recalage de la logistique d'approvisionnement des AV en intrants (calendrier, quantité) ;
- mise en place d'une démarche qualité concernant notamment l'approvisionnement en semences ;
- comme au Cameroun, fondation d'une filière « intrants » non réduite à la Cotontchad et dépassant le seul atelier coton, en lien avec l'amélioration des capacités d'emprunt des planteurs via la structuration d'une filière crédit ;
- amélioration de l'offre technique, comprenant la diffusion de semences délintées / enrobées, la vulgarisation de semoirs mécaniques, l'introduction d'herbicides systémiques et sélectifs du cotonnier ainsi que l'élargissement de la gamme insecticide disponible.

III - Ouverture des marchés villageois

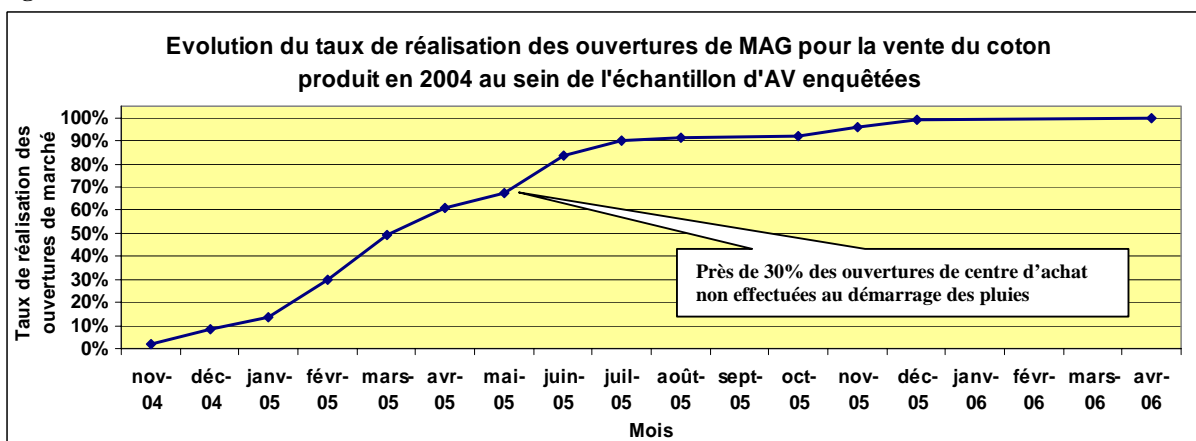
La répartition temporelle de l'ouverture des marchés villageois constitue un indicateur de la maîtrise des campagnes de commercialisation du coton graine par la société cotonnière. Au sein de l'échantillon enquêté, presque un tiers des centres d'achat villageois (MAG) n'étaient pas ouverts au démarrage de la saison des pluies suivant la récolte du coton, et ce au cours des 2 dernières campagnes de commercialisation du coton graine. Au-delà du mois d'avril, ceci a notamment pour conséquences une décote de la qualité de la fibre linéaire de la durée de stockage après récolte.

Figure 42.



Source : enquêtes (2006)

Figure 43.



Source : enquêtes (2005-2006)

Les retards d'ouverture constituent une préoccupation majeure des responsables d'AV : ils impactent localement l'ensemble du processus de commercialisation du coton graine et peuvent favoriser la passation d'arrangements de gré à gré autour de l'obtention des ouvertures de marché.

Tableau 42. Commentaires ouverts relatifs à l'ouverture du marché 2006 (vente du coton produit en 2005)

Commentaire	Fréq. (% commentaires ouverts)
Ouverture tardive (dont : sous la pluie)	40 % (20 %)
Ouverture à temps et/ou sans négociation (car recouvrement des impayés 2004 par CTD, réseau relationnel du chef de village, résidence de l'interface, etc.)	24 %
Ouverture non effectuée à la date de l'enquête (malgré les promesses, les déplacements à l'usine, les « négociations », à cause de l'absence de négociation, faute de transport ou de carburant à l'usine, etc.)	23 %
Il a fallu négocier	12 %
Autre	4 %

Source : enquêtes (2006)

IV - Evacuation du coton

Au cours des 4 dernières campagnes, une part significative de la production de coton graine est restée stockée au sein des villages durant la saison des pluies faute d'évacuation avant que les pistes ne deviennent impraticables. Fin août 2006, 20% des AV enquêtées disposaient encore en moyenne de 38 tonnes de coton non collectées provenant de la production 2005. Le volume global non collecté (23 000 tonnes de coton graine produites en 2005) représentait plus de 10 % de la production globale.

Tableau 43. Quantités de coton non enlevées

Classes de quantités non enlevées à la date de l'enquête	Fréq. (% AV au coton non collecté)
Moins de 5 t	39 %
De 5 à 10 t	18 %
De 10 à 20 t	4 %
De 20 à 50 t	9 %
De 50 à 100 t	13 %
Plus de 100 t	17%

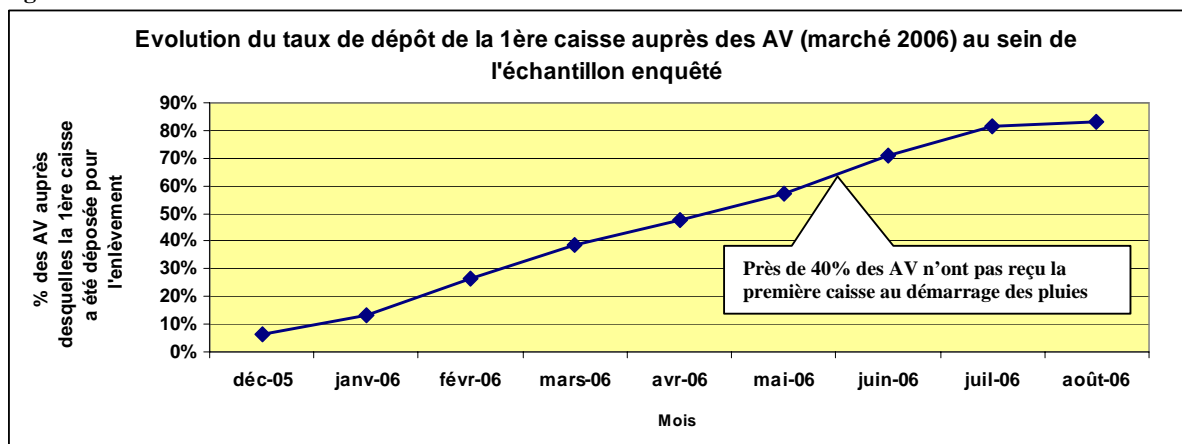
Source : enquêtes (2006)

Localisés et concentrés géographiquement, ces reliquats récurrents d'évacuation indiquent une maîtrise insuffisante du calendrier de collecte, en lien avec l'organisation de l'égrenage.

Les responsables d'AV concernés par ces retards soulignent des problématiques distinctes :

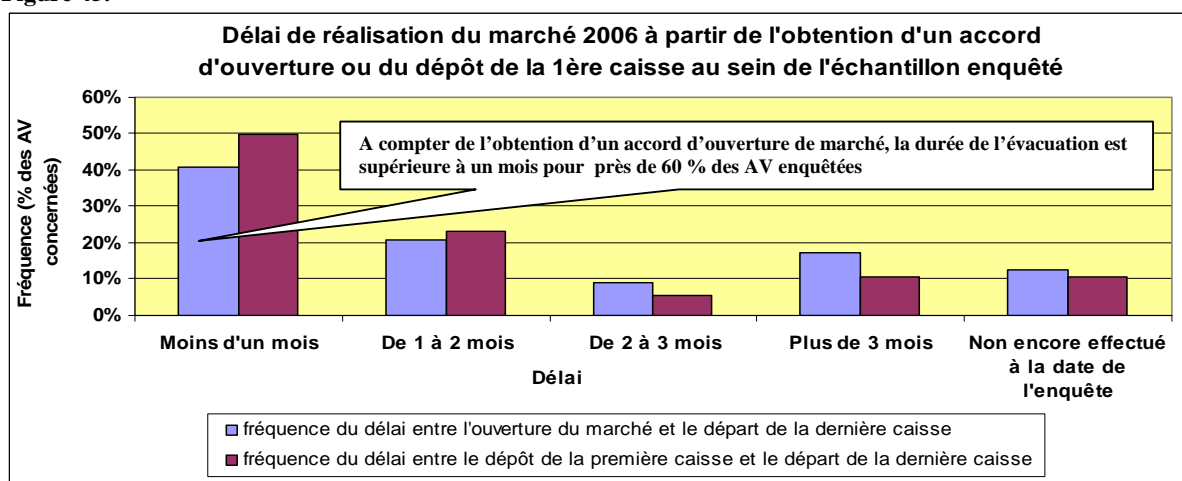
- des délais entre l'ouverture du marché et le dépôt / l'enlèvement des caisses ;
- la réalisation d'enlèvements sous la pluie, susceptibles d'impacter la qualité du coton et de provoquer un déclassement au moment du tri ;
- un rythme d'enlèvement du coton graine marqué par des ruptures de charges.

Au sein de l'échantillon enquêté, l'analyse du rythme de dépôt des caisses et du délai de réalisation du marché à partir du dépôt de la première caisse confirme ces problématiques.

Figure 44.

Source : enquêtes (2006)

Figure 45.



Source : enquêtes (2006)

Tableau 44. Commentaires ouverts relatifs à l'évacuation du coton produit en 2005

Commentaires	Fréq. (%commentaires ouverts)
Rythme d'enlèvement problématique	27 %
Enlèvement rapide	21 %
Retard de démarrage de l'enlèvement	16 %
Enlèvement se déroulant normalement	9 %
Négociation de l'enlèvement (chauffeur, barrière de pluie, usine, etc.)	9 %
Enlèvement sous la pluie, coton mouillé	8 %
Absence d'enlèvement du coton, explication non connue	8 %
Enlèvement partiel (collecte arrêtée à l'apurement du crédit intrant)	2 %

Source : enquêtes (2006)

L'importance du risque marché sur l'enlèvement peut favoriser des négociations de gré à gré, en particulier avec les convoyeurs privés et dans les situations de monopoles locaux sur le transport. Outre les problèmes logistiques, une proportion significative de responsables d'AV indique ainsi avoir « arrangé » l'enlèvement, en particulier auprès des chauffeurs privés homologués par la Cotontchad. Les arrangements passés recouvrent des formes diverses : pourboire, « motivation » du chauffeur, versement d'une somme destinée à s'assurer du retour du transporteur, détournement d'un chauffeur de son parcours, chantage à l'enlèvement, etc. Pour autant, le recours à un transporteur directement payé par l'AV reste une pratique ultra-marginale. Enfin, il est à noter que l'absence d'évacuation du coton produit en 2005 est parfois interprétée par les responsables d'AV concernés comme une peur du personnel de la Cotontchad de se rendre dans des zones géographiques où la société a été très défaillante. La réhabilitation partielle des usines à partir de l'inter campagne 2007 et le renouvellement d'une partie de la flotte de camions de la Cotontchad en août 2006 (financement sur crédit de la BDEAC octroyé en décembre 2005) constituent deux facteurs susceptibles d'atténuer à court terme l'importance de ces différents phénomènes.

V - Pesée

Lors de la pesée réalisée au village, l'adoption généralisée d'une tare supérieure au poids réel du conditionnement primaire garantit en principe l'existence d'excédents lorsque la caisse de coton passe au pont bascule à l'usine. Ceux-ci sont constitutifs des revenus des AV.

71% des commentaires ouverts émis par les responsables d'AV enquêtés ont spontanément trait à une pesée à l'usine non problématique. Des déficits entre la pesée opérée au village et celle effectuée à l'usine sont néanmoins enregistrés par 15% des responsables d'AV enquêtés.

Tableau 45. Fréquence de constat d'un déficit entre le poids village et le poids usine en 2005

Y a-t-il eu déficit entre la pesée au village et la pesée à l'usine	Fréq. (% AV enquêtées)
Oui	15 %
Non	85 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 46. Commentaires ouverts des responsables d'AV enquêtés sur la pesée du coton produit en 2005

Commentaires	Fréq. (%commentaires ouverts)
Pesée rapide et transparente	45 %
Pas de déficit ou poids usine supérieur au poids village	28 %
Négociation de la pesée	15 %
Déficit	4 %
Poids village demandé par le peseur avant la pesée usine, (anormal)	4 %
Retard	2 %
Autre	2 %

Source : enquêtes (2006)

Ces déficits restent majoritairement inférieurs à 3% du poids de la caisse.

Tableau 47. Importance du déficit enregistré pour une caisse entre la pesée au village et la pesée à l'usine

Classe de déficit	Fréquence (% déficits constatés)
Moins de 100 kg (moins de 1% du poids de la caisse)	38 %
de 100 à moins de 300 kg (1 à 3% du poids de la caisse)	33 %
de 300 à moins de 500 kg (3 à 5% du poids de la caisse)	15 %
Plus de 500 kg (plus de 5% du poids de la caisse)	14 %

Source : enquêtes (2006)

61 % des responsables d'AV concernés les imputent à des erreurs commises lors de la pesée au village, dues à des problèmes de manipulation ou à l'état des balances villageoises. Les autres explications avancées procèdent de pertes au stockage (pluie, vent, animaux) ou au transport (verse du transporteur, déchirures du conditionnement primaire, etc.)

Tableau 48. Explication des déficits selon les responsables d'AV concernés

Commentaires	Fréq. (%explications avancées)
Erreur de pesée au village	22 %
Balance villageoise défectueuse	17 %
Durée du stockage avant évacuation (vent, pluie)	17 %
Tares mal appliquées dans le village	13 %
Mauvaise manipulation d'une balance neuve	9 %
Perte au transport	5 %
Explication non connue	5 %
Autre	12 %

Source : enquêtes (2006)

L'opération de pesée à l'usine reste cependant perçue comme transparente dans la majorité des AV.

VI - Classement

Le classement du coton à l'usine est un maillon particulièrement sensible de la chaîne de commercialisation du coton graine. Bien que les déclassements ne concernent qu'une part très marginale de la production, l'enjeu financier associé est important : une caisse de 10 tonnes déclassée de la 1^{ère} à la 2^{ème} ou la 3^{ème} catégorie représente respectivement 700 000 F CFA ou 1 000 000 F CFA de manque à gagner pour l'AV. Au sein de l'échantillon enquêté, 11% des AV ont eu au moins une caisse déclassée. Cependant, le déclassement ne représente au total que 1,2% de la production globale. Ceci est anormalement peu, mais demeure cohérent avec les quantités de coton déclassées globalement annoncées par la Cotontchad.

Tableau 49. Quantité déclassée

Quantité déclassée	Fréq. (% des déclassés)
1 caisse	73 %
2 caisses	20 %
Plus de 2 caisses	7 %

Tableau 50. Motif de déclassement

Si oui, pour quel motif ?	Fréq. (% AV déclassées)
Coton mouillé	55 %
Coton sale	28 %
Coton jaune	17 %

Source : enquêtes (2006)

Associé à l'importance des écarts financiers entre catégorie, la méconnaissance du volume global de coton déclassé à l'usine -lequel correspond au niveau de risque réel pour l'AV- favorise des pratiques perturbant les termes de l'échange commercial : 58 % des commentaires ouverts des responsables d'AV enquêtés sur le classement ont trait à des arrangements autour du tri scindés en deux catégories : négociation du classement ou négociation du reclassement d'une caisse saisie. Les responsables d'AV dénoncent un « chantage au tri ». Ils sont très précis quant aux modalités des échanges effectués: arrangements opérés en dehors de l'usine en amont du classement, paquet de cigarette contenant une enveloppe laissée à terre avant que la caisse ne soit examinée, etc. Selon les responsables d'AV enquêtés, ces chantages sont récurrents et impliquent aussi bien certains agents de tri que des délégués des CCL censés défendre les planteurs. Les déclassés opérés au motif d'un « coton mouillé » sont très mal vécus par les responsables d'AV concernés : ils estiment en effet qu'il était de la responsabilité de la Cotontchad d'assurer l'enlèvement avant le démarrage des pluies ou, à défaut, de fournir à temps des bâches de protection en cas de retard de collecte.

Tableau 51. Commentaires ouverts relatifs au classement du coton produit en 2005

Commentaires	Fréq. (%commentaires ouverts)
Le classement de la caisse a été négocié	32 %
Le reclassement d'une caisse initialement saisie a été négocié	26 %
Classement réalisé dans la transparence	21 %
Il y a eu déclassement	9 %
Classement opéré sans problème majeur	8 %
Autre et divers	4 %

Source : enquêtes (2006)

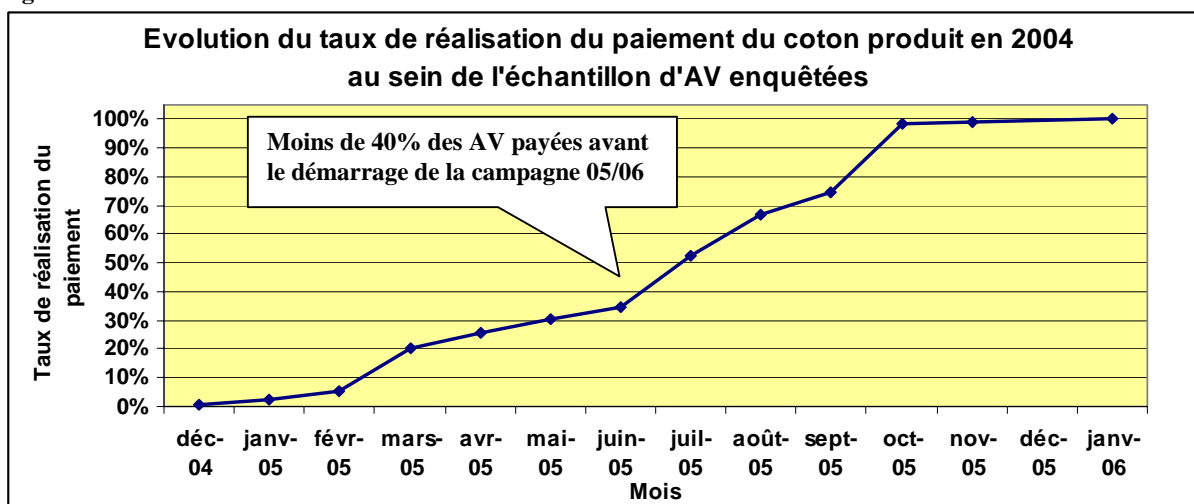
VII – Paiement du coton graine

Au cours des deux dernières années, près de deux tiers des AV -agrégeant plus d'un tiers des producteurs- n'étaient pas payées au démarrage de la campagne culturale suivant la récolte du coton, à la période où les besoins en investissements de culture sont les plus importants.

Les conséquences de ces retards sont importantes :

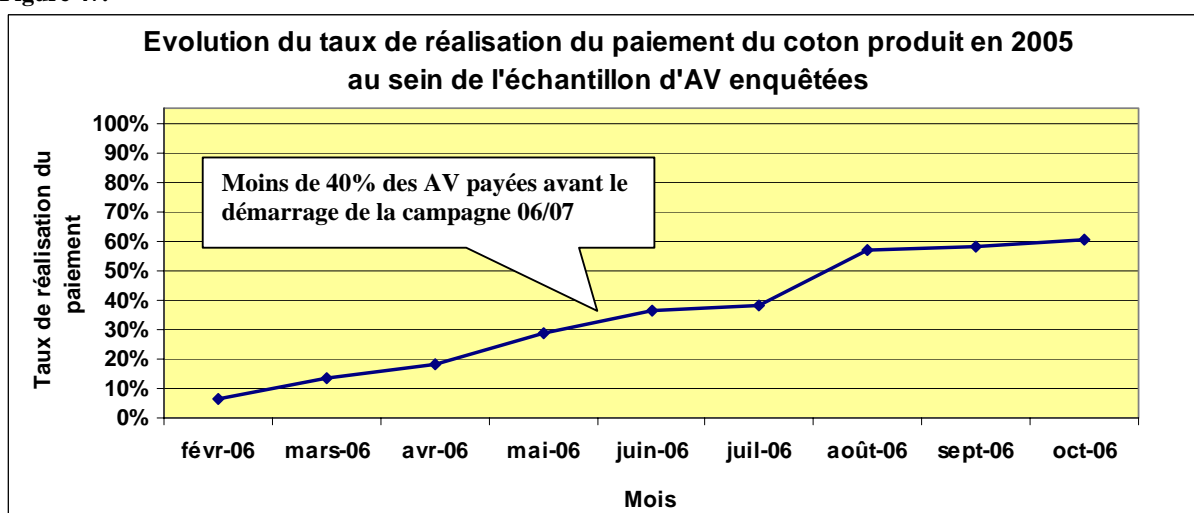
- affaiblissement du revenu des planteurs : pour financer le gap de trésorerie qui leur est imposé, la plupart des chefs d'exploitation sont contraints de recourir à des emprunts court terme dans le secteur informel (commerçants locaux) à des taux usuraires (intérêts variant de 50 à 100 % du montant emprunté) ;
- accroissement de l'insécurité alimentaire : vente des stocks céréaliers favorisée ;
- pénalisation des performances techniques des exploitations : investissements cultureux réalisables affaiblis, monétarisation des intrants favorisée ;
- exclusion des jeunes agriculteurs en phase d'installation de la culture de coton, qui n'apparaît accessible qu'aux CE disposant d'une capacité financière suffisante pour financer un délai de paiement important.

Figure 46.



Source : enquêtes (2006)

Figure 47.



Source : enquêtes (2006)

Tableau 52. Effectivité du paiement du coton produit en 2005 à la date de l'enquête (fin août 2006)

Coton 2005 déjà payé	Fréq. (% des AV)	Fréq. (% des CE)
Oui	38 %	61%
Non	62 %	39%

Source : enquêtes (2006)

Récurrents, ces retards de paiement coton sont au premier rang des préoccupations des planteurs

Tableau 53. Commentaires ouverts relatifs au paiement du coton produit en 2005

Commentaires	Fréq. (% commentaires ouverts)
Paiement réalisé tardivement (conséquences sur la campagne agricole, poids des dettes contractées en attente du paiement, etc.)	35 %
Le paiement s'est passé normalement	21 %
Le paiement n'a pas encore eu lieu	20 %
La caution solidaire a été appliquée	7 %
Paiement réalisé moins d'un mois après clôture du marché	7 %
Le paiement a dû être « négocié »	5 %
Le paiement n'a été réalisé que partiellement	3 %
Autre et divers	2 %

Source : enquêtes (2006)

Le fonctionnement actuel du système ne peut être considéré comme acceptable. Il suggère d'explorer diverses pistes : recalage du calendrier des campagnes d'évacuation / paiement du coton graine ; instauration d'un système avec avance de règlement à l'ouverture du marché ; fournitures d'intrants culturels pour les autres ateliers de production de l'exploitation, etc.

VIII - Arrangements dans la chaîne de commercialisation du coton graine

Les résultats obtenus au cours de l'enquête confirment ceux obtenus dans une étude distincte conduite en décembre 2005 : la chaîne de commercialisation du coton graine est marquée par la prévalence « d'arrangements » de gré à gré à tous les maillons de la chaîne de commercialisation. Au cours des 2 dernières campagnes, le montant de ces arrangements a atteint annuellement de 217 à 300 Millions de FCFA.

Tableau 54. (voir détail tableau 56). Estimation de la fréquence et du montant des arrangements passés dans la chaîne de commercialisation du coton graine au cours de la campagne de commercialisation 2006 (186 575 t)

Maillon	% des AV passant un arrangement financier pour «faciliter» l'opération	Montant total en 2006 Estimation basse Millions F CFA	Montant total en 2006 Estimation haute Millions F CFA
Ouverture du marché	20	10	15
Enlèvement des caisses	28	40	45
Pesée	10	9	10
Tri	50	150	170
Paiement	5	8	10
Total		217	250
% de la valeur de la production totale 2006		0,72 %	0,83 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 55. Données de références : estimation de la fréquence et du montant des arrangements passés dans la chaîne de commercialisation en 2005 (191 645 t)

Maillon	% des AV passant un arrangement financier pour «faciliter» l'opération	Montant total en 2005 Estimation basse Millions F CFA	Montant total en 2005 Estimation haute Millions F CFA
Ouverture du marché	30	15	20
Enlèvement	47	70	90
Pesée	16	10	15
Tri	52	110	115
Paiement du coton	22	50	60
Total		250	300
% de la valeur de la production totale 2006		0,81 %	0,97 %

Source : enquêtes (2005)

Ces arrangements représentent de 0,7% à 1% de la valeur globale de la production de l'année concernée. Les montants concernés sont donc relativement faibles au regard des masses financières mises en jeu dans la filière. Toutefois, le phénomène n'est pas à minimiser vu la forte proportion d'AV concernées : il contribue à la détérioration de l'image de la filière ainsi que des relations entre ses différents acteurs, comprenant les relations entre les planteurs et leurs représentants. Ces arrangements de gré à gré impliquent des acteurs de nature très variable et recouvrent des formes distinctes : du pourboire laissé en remerciement au chantage à l'enlèvement ou au classement, cette dernière forme étant la plus fréquente.

Analysé sur 2 campagnes, seule la proportion d'AV concernées par des arrangements autour du retrait du paiement varie significativement entre les 2 enquêtes. Ceci peut s'expliquer par la proportion d'AV dont le coton n'avait pas encore été payé au cours de la l'enquête d'actualisation de cette thématique. Dans les 2 cas, c'est le classement du coton qui paraît le plus concerné par ce type d'arrangements, tant en terme de proportion d'AV concernées qu'en terme de niveau financier. Viennent en seconde position les arrangements autour de l'ouverture du marché et l'évacuation du coton.

Tableau 56. Eléments concernant les arrangements dans la chaîne de commercialisation du coton graine

Ouverture du marché		
Fréquence (% AV concernées)		20 %
Acteur impliqué (% des citations)	Agent interface	70 %
	Coordinateur pont bascule (CCL)	24 %
	Autre	5 %
Mode d'arrangement (% des citations)	Nature et espèce	15 %
	Nature exclusivement	7 %
	Espèce exclusivement	78 %
Montant de l'arrangement (y compris versement en nature)	Minimum	2 000 F CFA
	Maximum	100 000 F CFA
	Moyenne	22 000 F CFA
Montant des arrangements autour de l'ouverture (% des arrangements passés)	<10 000 F CFA	17 %
	De 10 000 F CFA à 25 000 F CFA	63 %
	> 25 000 F CFA	20 %
Estimation pour la campagne 2005/2006 (186 575 t)		12 684 715 F CFA
Enlèvement des caisses		
Fréquence (% AV concernées)		28 %
Acteur concerné (% des citations)	Chauffeur privé	64 %
	Agent interface ou superviseur	15 %
	Coordinateur pont bascule (CCL)	9 %
	Chauffeur UTA, CTD ou autre	8 %
	Autre	4 %
Mode d'arrangement (% des arrangements)	Nature et espèce	20 %
	Nature exclusivement	5 %
	Espèce exclusivement	75 %
Montant moyen de l'arrangement (y compris versement en nature)		8 159 F/caisse
Estimation pour la campagne 2005 (186 575 t)		41 791 680 F CFA
Pesée		
Fréquence (% AV concernées)		10 %
Acteur concerné	Pointeur de caisse	40 %
	Agent de pesée	20 %
	Chauffeur	25 %
	Coordinateur pont bascule (CCL)	15 %
Mode d'arrangement (% des arrangements)	Nature exclusivement	7 %
	Espèce exclusivement	93 %
Montant moyen de l'arrangement (y compris versement en nature)		4 960 F/caisse
Estimation pour la campagne 2005/ 2006 (186 575 t)		9 248 000 F CFA
Tri		
Fréquence (% AV concernées)		50 %
Acteur concerné (% des citations)	Agent de tri	62 %
	Divers membres de la commission de tri	27 %
	Autre	11 %
Mode d'arrangement (% des arrangements)	Nature et espèce	4 %
	Espèce exclusivement	96 %
Montant de l'arrangement (y compris versement en nature)	Minimum	1 000 FCFA / caisse
	Maximum	174 000 FCFA / caisse
	Moyenne	17 170 F CFA / caisse
Estimation pour la campagne 2005/2006 (186 575 t)		160 082 104 FCFA
Païement		
Fréquence (% AV concernées)		5 %
Acteur concerné (% des citations)	Comptable, caissier	40 %
	Agent de tri	20 %
	Superviseur	20 %
	Autre	20 %
Mode d'arrangement (% des arrangements)	Nature et espèce	14 %
	Espèce exclusivement	86 %
Montant de l'arrangement (y compris versement en nature)	Minimum	10 000 FCFA au retrait
	Maximum	150 000 FCFA au retrait
	Moyenne	61 428 FCFA au retrait
Estimation pour la campagne 2005/20006 (186 575 t)		8 512 698 F CFA

Source : enquêtes (2005-2006)

PARTIE V

-

**MUTATIONS EN COURS ET
PERCEPTIONS DES PRODUCTEURS**

A l'image de mutations déjà effectuées dans d'autres pays de la zone AOC, la filière cotonnière tchadienne est engagée dans une dynamique de libéralisation économique. Ce processus piloté par la Banque Mondiale et le FMI et appuyé par la Communauté Européenne, la France et l'Allemagne, a été initié à partir de 1999 et confirmé par le dernier Plan d'Ajustement Structurel. Il s'organise officiellement autour de 3 objectifs : renforcement des capacités des producteurs, privatisation de la société cotonnière et repositionnement de l'Etat vis-à-vis des fonctions critiques de la filière.

I- Le renforcement des capacités des producteurs

1.1. Origine, nature et objectifs du processus

Le processus de renforcement des capacités des producteurs prévoit à court terme la constitution de coopératives de production et de commercialisation par évolution juridique des CCL. Outre la prise en charge de la commercialisation primaire du coton graine, ces coopératives devront aussi :

- assumer à terme notamment l'approvisionnement en intrants des planteurs et leur encadrement ;
- être partie prenante d'une interprofession.

Ce processus trouve son fondement dans un diagnostic des CCL conduit de décembre 2002 à octobre 2003 par le bureau d'études CECI. Il a mis en évidence l'impossibilité juridique pour les CCL de jouer en l'état un rôle sur les dimensions « économiques » du développement d'organisations professionnelles de producteurs de coton.

Ce diagnostic a débouché sur l'élaboration d'un plan d'action associant au positionnement des producteurs en tant qu'acteur économique de la filière une restructuration du réseau de CCL évoluant vers des coopératives. D'un coût de mise en œuvre estimé à 4 millions US\$, ce plan d'action à échéance 2008 est structuré comme suit :

Tableau 57. Cadre logique du plan d'action CECI

Objectifs du plan d'action	Contenu
Transformation du statut légal des CCL visant leur positionnement en opérateur économique	Réforme statutaire satisfaisant au décret n°25/INT/SUR régissant les organisations à vocation économique
Restructuration de la gestion interne du réseau CCL	- Remplacement des délégations cantonales des CCL par des coopératives de base ; - Etablissement d'unions de coopératives à l'échelle des zones usines ; - Etablissement d'une faïtière nationale des unions de coopératives.
Professionnalisation des acteurs des CCL	Formation professionnelle des responsables d'organisation
Prise en charge et développement de services aux membres des coopératives	- Gestion de l'approvisionnement des membres en intrants ; - Gestion commercialisation du coton-graine (éventuellement fibre) ; - Gestion de l'appui-conseil aux producteurs de coton.
Développement de relations commerciales équitables avec le reste de la filière ;	Définition d'un cadre de négociations commerciales (interprofession structurée)
Contribution à l'orientation des politiques nationales,	Participation des coopératives à la définition des politiques de recherche, d'appui-conseil aux CE et de développement de la filière

Source : CECI (2004)

Après validation du plan par l'Etat tchadien, une tournée locale visant à la promotion des systèmes coopératifs a été réalisée sur financements CTRC / PSAOP. Une 2^{ème} mission de terrain à l'échelle cantonale a eu lieu fin 2005, devant aboutir à la création des comités provisoires chargés de préparer les dossiers d'agrément des futures coopératives.

1.2. Questions posées par le processus

Malgré la conduite d'opérations de terrain visant à informer, former et promouvoir un système coopératif, diverses questions font débat concernant ce processus (tableau 58)

Tableau 58. Eléments d'interrogation concernant le processus de coopérativisation

Eléments d'interrogation	Facteurs critiques
Légitimité des CCL à valider un positionnement concernant les AV ?	Cf. supra : perceptions des planteurs et des responsables d'AV enquêtés relatives aux CCL
Capacité des CCL à susciter l'adhésion au processus ?	
Niveaux réels d'appropriation et de compréhension par les producteurs des tenants et aboutissants d'un système coopératif en regard du processus d'information ?	Information des producteurs de base limitée à : - une tournée de sensibilisation des AV effectuée fin 2005 - la retransmission descendante d'informations des CCL ; - un programme d'informations radiodiffusées.
Justification de l'emploi des délégations cantonales des CCL comme socle constitutif des coopératives « de base » -par évolution juridique de leur vocation- ?	Les associations villageoises, qui constituent des organisations économiques de base légitimes et fonctionnelles assurant la commercialisation du coton graine, ne sont pas employées comme socle constitutif des futures coopératives.
Risques inhérents au décalage temporel entre : - l'amorce d'une évolution vers un système coopératif dès 2003, soutenue par le PSAOP ¹⁰ - les réponses politiques attendues concernant la redéfinition des règles de la filière	Posture préjugant des réponses politiques attendues qui impacteront les fonctions devant être assumées par ces OP : choix du scénario de privatisation, conséquences sur la pan-territorialité du prix d'achat du coton, devenir des zones marginales de production, modalités de partenariat privé-public ; devenir des fonctions critiques (intrant et crédit, notamment) ; niveau d'implication attendu des producteurs dans la gestion de la filière.
Pas de temps nécessaire à l'émergence d'associations légitimes et viables ? Probabilité d'OP « fonctionnelles, viables et légitimes », à échéance 2008 ?	Le mouvement de coopérativisation est impulsé de façon top-down sans association au processus des autres organisations professionnelles existantes. Le processus repose sur une organisation professionnelle dont les faiblesses ont été soulignées.
Probabilité d'une prise en charge de l'approvisionnement en intrants par les coopératives à horizon 2008 ?	Crédibilité d'une prise en charge de la gestion des relations directes avec des fournisseurs sous 2 ans (objectif PSAOP) ? Risques connexes de poursuite de la déstructuration de la filière intrants
Modalités d'association au processus des OP structurées et déjà existantes (SYNTRAD, GUMAC...) ?	Association au processus des autres syndicats de producteurs existant limitée à une participation à l'atelier de présentation du plan d'actions préparé par CECI
Modalités de transmission aux coopératives des fonds épargnés par les CCL -d'une échelle éventuellement différente-?	Le repérage et la quantification de l'origine des sommes versées par les différentes AV en vue de la privatisation est un exercice délicat.
Modalités de création de l'interprofession ?	Difficultés à faire naître une interprofession puis légitimer et équilibrer les pouvoirs au sein de telles institutions

Source : enquêtes (2005)

1.3. Niveau d'information et perceptions du segment production

L'information sur l'existence d'un processus de transformation des CCL en coopératives est parvenue à une petite majorité d'AV puis, dans une moindre mesure et souvent par l'intermédiaire de celles-ci, à une minorité de chefs d'exploitation. Pour l'essentiel, l'information a été diffusée par la CTRC et les CCL, à travers une réunion des responsables d'AV.

Tableau 59. Information sur les coopératives

A eu une information sur les coopératives	Fréq. (% AV)	Fréq. (% CE)
Oui	68 %	28 %
Non	32 %	72 %

Source : enquêtes (2006)

Tableau 60. Tenue d'une réunion sur le thème

A eu une invitation à une réunion sur le thème	Fréq. (% resp AV enqu.)	Fréq. (% CE enquêtés)
Oui	44 %	7 %
Non	56 %	93 %

Source : enquêtes (2006)

¹⁰ En particulier à travers le volet « Renforcement des capacités des Organisations des Producteurs, y compris les Organisations de Producteurs de coton » et la sous composante d'appui à la réforme du secteur coton.

Tableau 61. Sources d'information sur les coopératives

Nature de la source d'information	Fréq. (% srce. info. AV)	Fréq. (% srce. info. CE)
CCL	55 %	63 %
AV		18 %
CTRC	34 %	11 %
PSAOP	4 %	
COTONTCHAD	2 %	
AGENT INTERFACE	2 %	
ONDR	2 %	3%
AUTRES		5 %

Source : enquêtes (2006)

Une forte majorité d'enquêtés ont une perception positive de la structuration de coopératives, ce qui confirme en première approche la légitimité du processus de renforcement des capacités des producteurs à travers cette forme organisationnelle. Le niveau d'information du segment production reste cependant insuffisant au regard de l'importance des changements attendus via ce processus.

Appréciation globale des CE et responsables d'AV enquêtés sur la constitution de coopératives

	Fréq. (% resp. AV enqu.)	Fréq. (% CE enquêtés)
Opinion positive	84 %	86 %
Opinion négative	15 %	14 %

Source : enquêtes (2006)

Par ailleurs, il est à noter que la perception du contenu de la structure coopérative diffère fortement d'un enquêté à un autre. Une proportion significative de responsables d'AV assimile la gestion des coopératives à celle de l'ensemble de la filière -y compris la vente des fibres-, tandis que moins de 20% d'entre eux envisagent que les futures coopératives puissent prendre en charge un autre rôle que la commercialisation du coton graine.

Perception des CE et resp. d'AV sur les rôles que devront prendre en charge les futures coopératives

Rôle dévolu aux futures coopératives	Fréq. (% AV enquêtées)	Fréq. (% CE enquêtés)
Commercialisation coton graine	92 %	65 %
Achat d'intrants	15 %	12 %
Commercialisation de la fibre	19 %	14 %
Encadrement technique	21 %	20 %
Production de semences	5 %	3 %

Total > 100%, plusieurs réponses possibles

Source : enquêtes (2006)

Les planteurs et leurs responsables d'AV jugent d'abord que la structuration d'un système coopératif devrait leur apporter une plus forte autonomie de décision vis-à-vis de la gestion de la filière, dont ils espèrent qu'elle leur permettra conjointement d'améliorer la transparence et la logistique des campagnes de productivité (vente du coton à temps). Ils attendent également du processus une meilleure défense de leurs intérêts que le système actuel des CCL, notamment concernant le prix du coton et des intrants. Ils sont peu nombreux à estimer que cela « ne changera rien aux dysfonctionnements actuels ».

Commentaires ouverts des responsables d'AV sur la structuration de coopératives

Commentaires	Fréq. (% AV)	Fréq. (% CE)
Apporte autonomie, responsabilité, pouvoir de décision aux planteurs	16 %	19 %
Vers une meilleure défense des intérêts des planteurs que le système actuel	16 %	16 %
Va permettre aux planteurs de vendre leur coton à temps	13 %	20 %
Plus de transparence dans la filière, moins de corruption	13 %	5 %
Va permettre aux planteurs de négocier le prix du coton et des intrants	9 %	12 %
Pas d'informations suffisantes pour pouvoir commenter	9 %	4 %
Va améliorer la logistique (moins de retard pour les intrants et la vente	6 %	2 %
Ne marchera pas mieux que le système actuel	5 %	8 %
Autre	12 %	8 %

Source : enquêtes (2006)

S'il répond bien à une demande des planteurs, le processus de coopérativisation repose sur des fondations friables. Géré de façon top-down à partir d'une hypothèse non encore confirmée sur les modalités de repositionnement de l'Etat dans la filière coton, il apparaît aléatoire tant les délais annoncés sont proches. Parallèlement, l'absence d'association aux évolutions de la filière coton des autres OP (AOPK à Fianga, Syntrad, GUMAC etc.) constitue un risque pour la réussite d'un processus affichant comme objectif une meilleure structuration professionnelle. Les risques sont ici de déstructurer le faible tissu organisationnel déjà existant et d'obérer sur le long terme les capacités d'organisation et de structuration professionnelle des producteurs en zone soudanienne du Tchad.

II- La privatisation de la société cotonnière

2.1. Ancrage historique et déroulement de processus

Le processus actuel trouve son fondement dans la privatisation partielle de l'activité transport en 1992. A compter de cette date, les transports de graines et d'amandes vers l'Huilerie ont été externalisés, un contrat annuel étant passé auprès de différents transporteurs privés. Il en a été de même concernant les mises en place d'intrants et l'évacuation du coton graine à l'ouest du bassin cotonnier, confiées à l'entreprise TTS (actuelle UTA). Cette dernière a ainsi acquis une partie de la flotte de véhicule de la société cotonnière. Cependant, la logique d'une privatisation totale n'a véritablement été acquise qu'en 1999. Une seconde étape a alors été franchie avec la séparation de la Division Huilerie Savonnerie de l'activité d'égrenage, suivie de sa réintégration à l'ensemble Cotontchad début 2006 pour résoudre diverses difficultés. L'évolution des débats sur la privatisation montre une prise de conscience progressive de la nécessité de trancher un certain nombre de questions relatives au devenir des fonctions critiques¹¹ et aux modalités du partenariat privé/public avant que la privatisation ne puisse être effective.

Le processus de privatisation pose diverses questions connexes dont les réponses ne sont actuellement pas encore tranchées et qui peuvent en impacter le déroulement (tableau 62).

Tableau 62. Eléments de débat concernant le processus de privatisation

Questions posées par le processus	Données d'enquête commentées
Choix définitif du scénario de privatisation ?	2 possibilités : - cession des actions - cession des actifs, pouvant éventuellement se traduire par le lotissement de la société avec des zones exclusives d'approvisionnement en coton graine.
Devenir des fonctions aujourd'hui assumées de facto par l'entreprise Cotontchad selon un schéma d'intégration verticale ?	Approvisionnement en intrant, transport, encadrement de l'organisation des MAG, financement de la production semencière (CRRA de Bébedjia et ferme de Békamba), etc.
Modalités d'apurement de la dette des AV ?	Dette d'un montant actuel de 3 milliards de FCFA. Conditions d'apurement (notamment dans le cas de dettes directement imputables à des carences de la Cotontchad) ?
Révision du mode de perception de la TVA et modalités d'apurement de la dette croisée ?	S'agissant d'un produit pour l'export, la TVA n'est pas due. Titrisation de la dette croisée envisagée
Positionnement de l'actionnaire DAGRIS vis à vis de la privatisation ?	Privatisation de DAGRIS en cours
Mécanisme de fixation du cours d'achat du coton aux producteurs sur le marché intérieur et modalité d'instauration d'un fonds de soutien au cours du coton ?	Découplage des cours du coton sur le marché intérieur des cours internationaux Niveaux de prix 2005 et 2006 résultant d'une subvention de l'Etat Mécanisme de stabilisation des cours proposé par l'AFD
Modalité de restructuration de la Cotontchad avant la privatisation ?	Renforcement des fonds propres, restructuration financière, réhabilitation industrielle (prêt de la BDEAC)

Source : enquêtes (2005)

¹¹ Ces éléments ne sont présents que dans la dernière mouture en date de la feuille de route

A terme, un intérêt de la privatisation de la Cotontchad pour les planteurs réside dans la possibilité que les investissements nécessaires à la réhabilitation d'un outil industriel défaillant soient réalisés, permettant de réduire les dysfonctionnements constatés dans la logistique des campagnes. L'initiation de la réhabilitation des usines, le renouvellement d'une partie de la flotte de camions, l'ouverture de l'axe Ngaoundéré-Moundou (chantier bitumé achevé) et le bitumage de l'axe Moundou-Sarh (à horizon 2008) constituent des facteurs attractifs supplémentaires par rapport aux conditions actuelles d'exploitation industrielle. Néanmoins, la privatisation de la Cotontchad ne peut être considérée que comme la dernière étape d'un processus nécessitant diverses décisions politiques opérationnelles de la part de l'Etat.

2.2 – Perceptions d'acteurs relatives à la privatisation

2.2.1. Perception du segment production sur la privatisation de la Cotontchad

L'existence du processus de privatisation de la Cotontchad est une information bien diffusée en zone rurale, mais les responsables d'AV demeurent globalement mieux informés que les planteurs (96% des responsables d'AV enquêtés déclarent avoir entendu parler de la privatisation, contre 79% des producteurs de coton enquêtés). Les principales sources d'information concernant la privatisation sont les délégués des CCL (cités par 76% des AV et 37% des CE), la Cotontchad (21% des AV et 15% des CE), les radios rurales (20% des AV et 4% des CE) ainsi que les AV (pour 29% des CE enquêtés).

Les perceptions des CE et des AV relatives à la privatisation sont partagées : 51 % des responsables d'AV pensent que la privatisation est un processus négatif, contre 43 % qui en ont une appréciation positive. Ils mettent d'abord en avant l'insuffisance d'informations sur le processus (20% des responsables d'AV et 11% des CE citent spontanément cette problématique).

Les planteurs et responsables d'AV enquêtés abordent d'abord la privatisation en terme de risques. Nombre d'entre eux craignent une dégradation accrue des conditions de production et de commercialisation (accroissement des retards d'approvisionnement en intrants, d'enlèvement ou de paiement ; dégradation générale de la fonction transport ; chute des cours, diminution des surfaces emblavées, paupérisation accrue des planteurs...) Ils s'inquiètent également du comportement du futur opérateur en terme de politique de prix ou de livraison d'intrants.

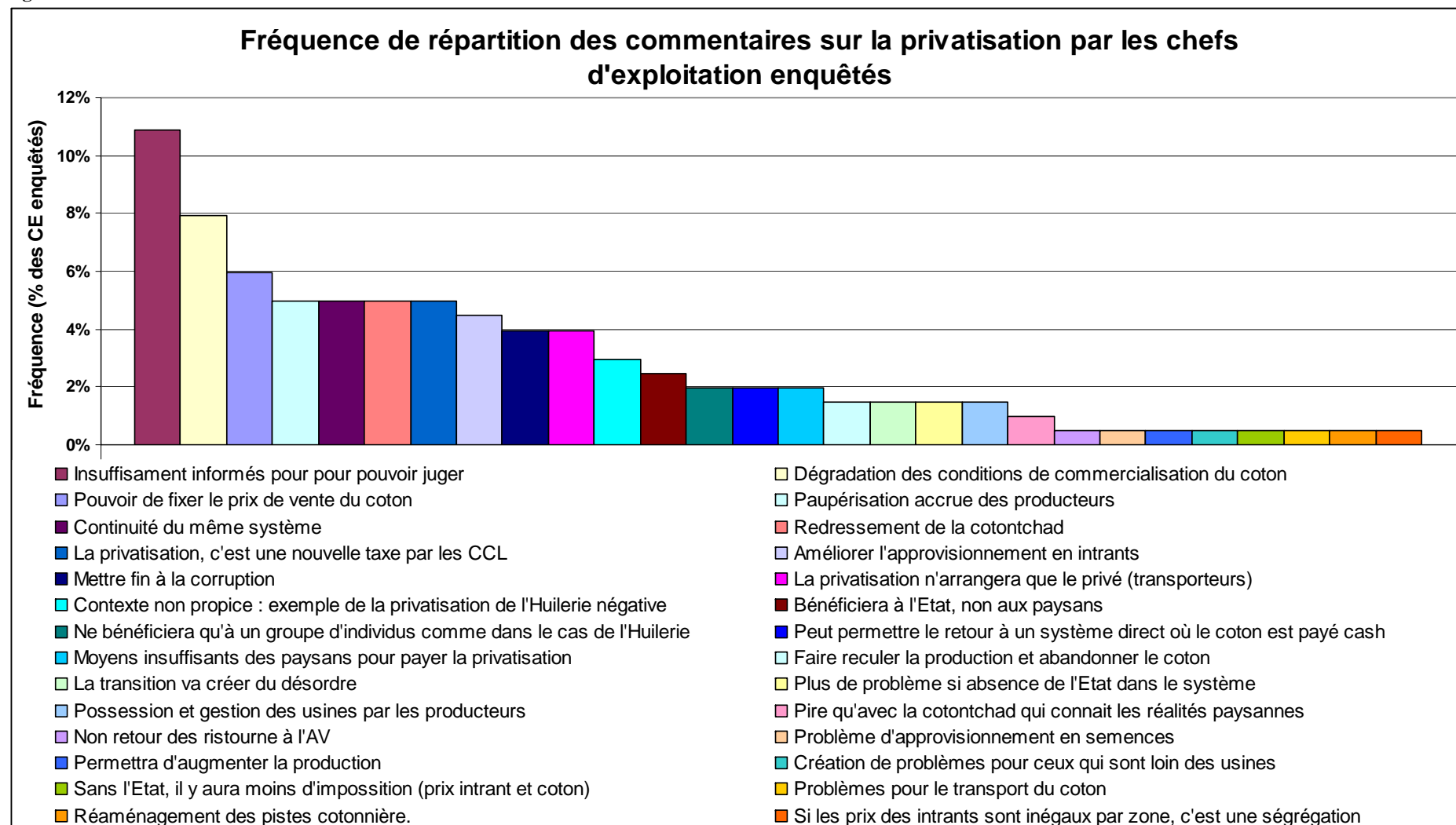
Les planteurs voient néanmoins en la privatisation une opportunité de redresser la Cotontchad tout en instaurant un système qui accorde plus de poids à la parole de producteurs devenus actionnaires. Pour de nombreux producteurs, la privatisation représente l'espoir de fixer eux même le prix du coton livré. Certains espèrent que la privatisation permettra de remettre en cause le système des MAG et d'offrir un paiement cash du coton produit.

Les responsables d'AV enquêtés soulignent l'opportunité de construire une structuration des planteurs efficace (capable de mieux défendre leurs intérêts ; prendre en charge une partie de la gestion de la filière ; mettre fin à la corruption dans le système de commercialisation) tout en mettent en avant le faible poids des producteurs en regard des masses financières engagées et un problème global de capacité à gérer la filière. Les responsables d'AV enquêtés mettent aussi l'accent sur les liens existants entre la production cotonnière et la cohésion sociale (risque d'accroissement des conflits sociaux au sein de la communauté villageoise). Ils craignent également que la privatisation se traduise par une déstructuration des organisations de producteurs existantes.

D'autres responsables d'AV espèrent que la privatisation permettra d'offrir un accès privilégié aux sous-produits de la filière : ils souhaitent accéder aux tourteaux pour l'alimentation des ruminants et aux fibres à moindre coût pour l'usage personnel. Ils sont également demandeurs d'un meilleur accès au crédit court terme ou au crédit d'investissement.

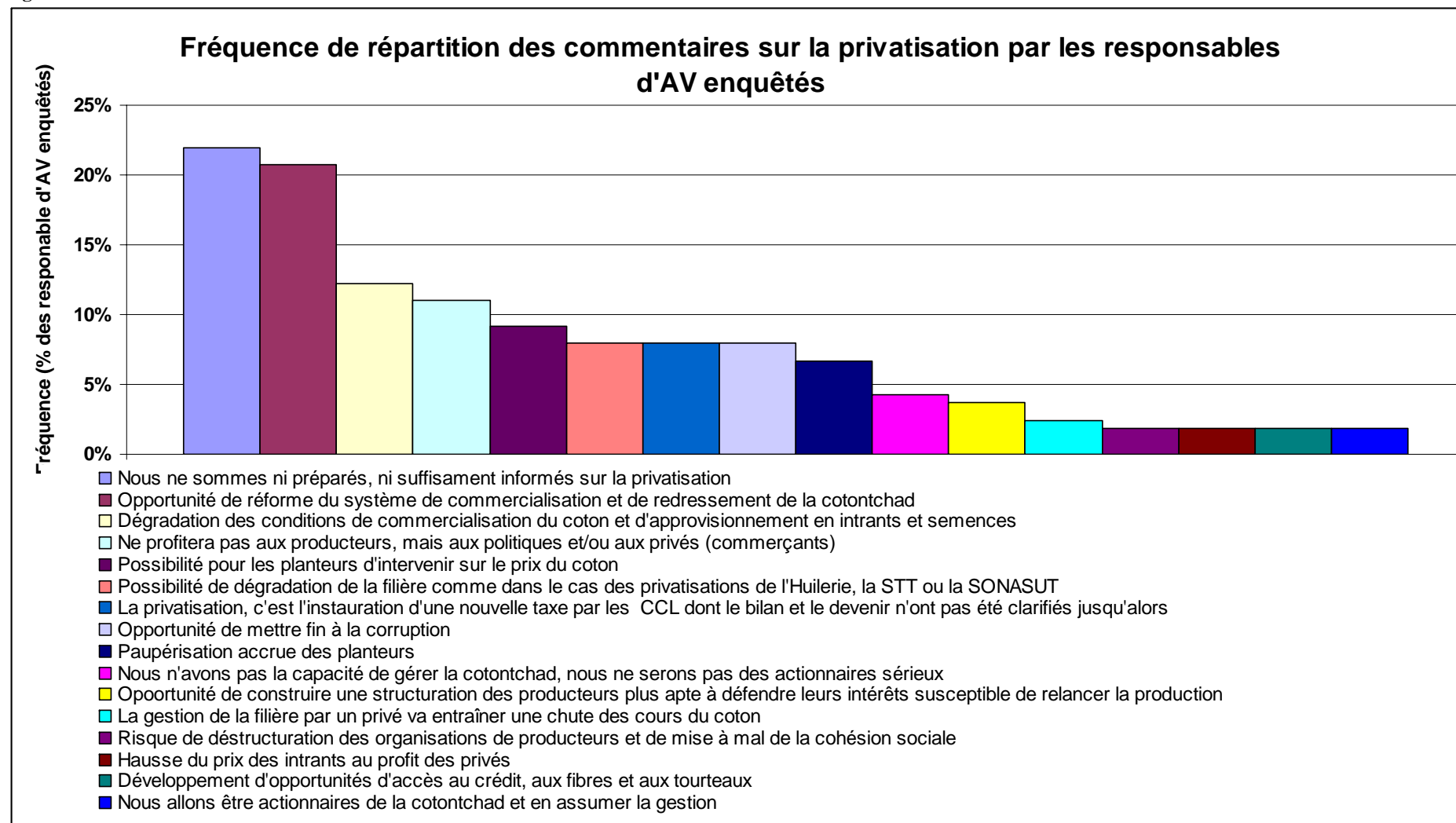
Une proportion significative de CE et responsables d'AV sont néanmoins sans illusion sur l'issue du processus : nombre d'enquêtés estiment que la privatisation ne profitera qu'au secteur privé (opérateur(s) cotonnier(s), commerçants, transporteurs).. Pour 6% des CE, la privatisation se réduit par ailleurs à une taxation supplémentaire opérée par les CCL.

Figure 48.



Source : enquêtes 2005

Figure 49.



Source : enquêtes 2005

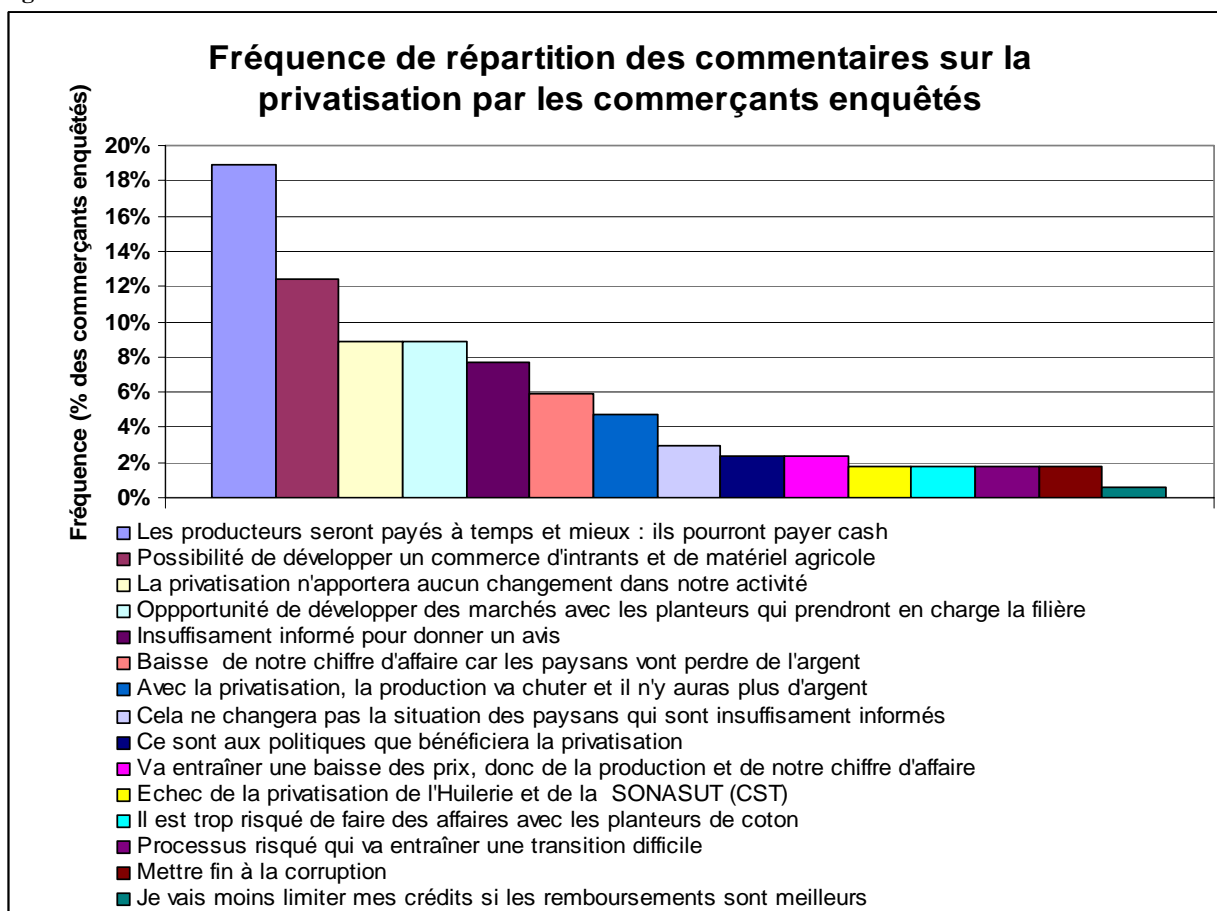
2.2.2. Perception d'acteurs indirects sur la privatisation de la Cotontchad

En marge de l'enquête, 170 commerçants locaux ont été interrogés sur leur perception des conséquences de la privatisation. Leur avis est partagé : ils sont presque autant à juger que la privatisation de la Cotontchad ne modifiera pas leur activité ou à l'estimer susceptible d'accroître leur chiffre d'affaire.

Près de 20% des commerçants enquêtés espèrent un impact positif de la privatisation de la Cotontchad sur le règlement direct des achats et l'endettement des planteurs. Près de 20% d'entre eux voient également la privatisation comme une opportunité de développement de leur activité commerciale : ils aspirent à un accroissement de leur chiffre d'affaire induit par le développement des capacités financières des planteurs et la possibilité de leur vendre directement du matériel agricole et des intrants.

Nombre des commentaires ont aussi trait aux risques indirects de la privatisation : appauvrissement des planteurs entraînant une chute du chiffre d'affaire, baisse de la production ou baisse des prix du coton entraînant une raréfaction de la disponibilité financière. Enfin, quelques commerçants soulignent que la privatisation peut modifier un système commercial reposant actuellement sur une vente à crédit dont le terme échoit au paiement du coton.

Figure 50.



Source: enquêtes 2005

2.3 – Gestion de l'épargne paysanne en vue de la privatisation

Depuis 2002, la « cotisation volontaire » alimentant l'épargne paysanne en vue de la privatisation a été acquittée chaque année par plus de la moitié des AV.

Tableau 63. Fréquence d'acquittement par les AV de la cotisation de 5 F/kg de coton durant 5 dernières années

Nb. acquittement cotisation durant 5 dernières années	Fréq. (% des AV enquêtées)
0	3 %
1	16 %
2	27 %
3	29 %
4	9 %
5	8 %
Non réponse	7 %

Source: enquêtes (2006)

Tableau 64. Fréquence d'acquittement par les AV de la cotisation de 5 F/kg de coton

Années d'acquittement de la cotisation	Fréq. (% des AV enquêtées)
2006	26 % (paye coton 05 non terminée)
2005	50 %
2004	54 %
2003	53 %
2002	45 %
2001	10 %

Source: enquêtes (2006)

Si une proportion significative des responsables d'AV connaissent le montant versé à l'échelon local (village), plus de 80% des responsables d'AV ignorent le montant épargné à l'échelle de la zone usine par le CCL dont ils dépendent comme le lieu de dépôt bancaire des fonds épargnés. Lorsqu'elle est donnée, l'information sur le lieu de dépôt des fonds pose parfois problème. Par exemple, des représentants du CCL de Kélo ont indiqué aux AV que leur épargne avait été déposée dans une institution fermée depuis plusieurs années (« Tchad solutions »). Ailleurs, il a été indiqué aux responsables d'AV enquêtés que l'argent était « conservé à l'usine » par leur délégué CCL.

Tableau 65. Niveau d'information sur les montants versés en vue de la privatisation

Le responsable d'AV enquêté déclare connaître :	Fréq. (% des AV enquêtées)	
	Oui	Non
Montant payé par l'AV au titre de la privatisation ?	36 %	64 %
Montant épargné / CCL à l'échelle de la zone usine ?	7 %	93 %
Lieu de dépôt des fonds épargnés par les CCL ?	16 %	84 %

Source: enquêtes (2006)

Les cotisations acquittées ne donnent pas lieu à la délivrance d'un reçu dans 11% des cas. Lorsque ils sont délivrés, ces reçus sont insuffisamment référencés dans la quasi-totalité des cas.

Tableau 66. Détail des reçus délivrés par le CCL

Élément porté sur le reçu délivré aux AV	Fréq. de l'élément (% des reçus)
Numéro de référence	21 %
Signature	63 %
Nom du délégué du CCL	37 %
Motif du prélèvement	19 %
Date de l'encaissement	61 %
Référence de l'AV	20 %
Cachet du CCL	22 %

Source: enquêtes (2006)

S'ils paraissent importants, les fonds épargnés par les CCL (750 millions de FCFA en 2004) sont à mettre en relation avec les masses financières en jeu dans la filière. Ils représentaient en 2004 150 000 F CFA / AV, soit une année effective de cotisation au kg de coton, ou encore :

- moins de 7 % des achats annuels de la Cotontchad pour la fourniture d'intrants
- moins de 20 % de la contribution des producteurs envisagée pour le rachat de la part de la Cotontchad détenue par l'Etat.

Pour les 5 dernières campagnes, le montant potentiellement perceptible par les CCL s'élève à 4,17 Milliards FCFA, à comparer avec le niveau réel d'épargne cumulée fin 2006.

La transmission de cette épargne aux futures coopératives est potentiellement conflictuelle en raison des problématiques qui lui sont associées :

- instauration d'un système de prélèvement à la source apparentant cette cotisation à une taxe ;
- absence d'homogénéité de procédures entre les différents CCL ;
- reçus non délivrés (10% des cas) ou délivré sans référencement suffisant (quasi-totalité des cas) ;
- information problématique concernant le lieu de dépôts des fonds ;
- démarches entreprises localement par certaines AV visant à récupérer les sommes versées en vue de l'exécution de projets communautaires ;
- remise en cause par de nombreuses AV de l'honnêteté des représentants CCL dans la gestion de cette épargne ;
- problématique des nombreuses AV concernées par une livraison du coton à plusieurs zones usines.

III. Repositionnement de l'Etat et devenir des fonctions critiques

Le processus de privatisation en cours avec désengagement de l'Etat pose la question du devenir de nombreuses fonctions critiques :

- qui constituent un enjeu majeur pour la compétitivité globale de la filière cotonnière tchadienne et plus spécifiquement pour les performances de producteurs ;
- dont l'orientation stratégique -à défaut de la mise en œuvre-, relève d'une responsabilité régaliennne ;
- qui peuvent impacter le processus de privatisation et le positionnement des futurs repreneurs.

Une réflexion a été lancée au niveau de l'Etat pour documenter le devenir de ces fonctions (objectifs de développement rural assigné à la filière à travers les politiques de prix sur le marché intérieur, encadrement, recherche, production semencière, entretien routier, etc.) Une consultation des Directions Générales du Ministère de l'Agriculture a d'ores et déjà été opérée. Les réponses attendues ne sont pas encore connues à ce jour. Leur importance a néanmoins été réaffirmée dans la dernière mouture de calendrier de privatisation. Certaines des questions posées par le devenir de ces fonctions critiques sont synthétisées dans le tableau 67.

Dans tous les cas, le champ des possibles à construire reste vaste en fonction i/ du niveau de pilotage de la privatisation par l'Etat et ii/ des options prises aux différents niveaux de régulation de la filière cotonnière. Caricaturalement, 3 grandes options peuvent être suivies : régulation de la filière laissée au marché ; pilotage volontariste par l'Etat de l'évolution de l'ensemble des fonctions critiques de la filière avec restructuration du secteur avant la privatisation de l'entreprise ; ou pilotage intermédiaire, seules le traitement de certaines fonctions critiques étant réalisé.

D'importants gains de productivité au champ comme en aval sont indéniablement possibles. Essentiels, ils sont conditionnés par les options qui seront prises dans un proche avenir.

Tableau 67. Eléments de débat relatifs au repositionnement de l'Etat et au devenir des fonctions critiques de la filière

Question critique	Situation actuelle	Eléments de débat	Perspectives supplémentaires
Devenir de la pan-territorialité des prix et de l'imputation des coûts	Pan territorialité totale, interzones et interusines. Exploitation du coton dans des zones économiquement non rentables	- maintien ou remise en cause de la pan-territorialité ; - définition de l'échelle éventuelle d'application ; - en cas de maintien, définition du cadre compensatoire à l'exploitation de zones non rentables. - en cas d'abandon même partiel, définition des politiques d'accompagnement à la cessation de la production cotonnière en zones non rentables	Sans décision de l'Etat, logique économique conduisant à un paiement différencié du coton selon un gradient de marges d'exploitation fonction de la distance à l'usine. Risque de mise en place d'un système avec imputation directe aux planteurs de frais d'approche différenciés, conduisant à la concentration de la production autour des usines, avec comme conséquence secondaire des phénomènes de migration inverse polarisée sur les voies et des centres de production cotonniers au détriment de la colonisation de zones peu saturées.
Devenir des zones marginales de production	Coton partiellement produit dans des zones dont l'éloignement aux usines est si important et les quantités collectées si faibles qu'elles ne peuvent être considérées comme rentables.	Si maintien des zones marginales de production dans l'optique d'un développement rural assumé par l'Etat, nécessité de définition des cadres incitatifs aux opérateurs pour couvrir le surcoût généré par l'exploitation des zones marginales ; ou aux producteurs si les coûts d'approche leurs sont imputés. Si abandon des zones marginales, nécessité de préciser les modalités d'accompagnement à la cessation de la cotonculture	
Refondation d'une filière intrants	Fonction aujourd'hui assumée presque exclusivement par la Cotontchad Option suivie avec l'appui du PSAOP / CTRC : Structuration de coopératives gérant directement la fourniture d'intrant	Définition du rôle de l'Etat vis-à-vis de cette filière stratégique pour les performances technico-économiques des exploitations agricoles ? Création d'un système non apparentés à l'entreprise cotonnière pour la fourniture d'intrants ? Leçons à tirer de la privatisation béninoise : effondrement de l'offre en intrants et des rendements)	Diverses pistes : .- réduction de la taxation sur les intrants - - affectation d'une part du budget de l'Etat au subventionnement des intrants ; - création d'une société de fabrication d'intrants - adaptation géographique des formulations ; - concentration des formules d'engrais visant à en diminuer le coût de transport relatif.
Devenir de la filière « crédits »	Cadre réglementaire de la micro-finance en zone CEMAC adopté par le Tchad en 2001. Opérateurs nationaux de micro-finance peu enclins à mettre en œuvre un système de crédit de campagne en zone rurale. Succès limité de l'expérience des COOPEC (BAD).	Composantes d'un plan de développement du crédit rural à court et moyen terme ? Modalités de développement d'un réseau d'institutions bancaires ou para bancaires spécialisées dans le crédit de campagne et le crédit d'investissement agricole ? Cadre incitatif au développement du crédit rural par les institutions de micro-crédit existantes ? Contractualisation de la fondation d'un réseau rural de microcrédit par les banques nationales ? Extension de l'expérience des COOPEC ?	Perspectives à CT : appui aux institutions de micro-finance (PROADEL) ; à la restructuration des demandes des clients, à l'organisation des OP et à la mise en réseau des acteurs (PSAOP)
Réforme de la production semencière	Semences de base produites par l'ITRAD. Multiplication initiale assurée par Békamba. Générations ultérieures produites par les AV.	Privatisation par cession d'actions autorisant le maintien du schéma existant, contrairement à une cession d'actifs avec plusieurs repreneurs. Modalités d'organisation géographique de la production semencière ? Modalités d'amélioration de la qualité des semences ? Révision des conditions de fournitures ? Devenir de la ferme de Békamba ? Devenir de la prestation de service avec l'ITRAD ?	Pistes à explorer : Création d'une coopérative semencière mixte Etat / repreneurs ? Concentration des maillons hors production polarisée sur le CRR de Bébedja ? Autonomisation des usines pour la production de semences (contractualisation avec des AV) ?

Source : enquêtes (2005)

Tableau 63 (suite). Eléments de débat relatifs au repositionnement de l'Etat et au devenir des fonctions critiques de la filière

Question critique	Situation actuelle	Eléments de débat	Perspectives supplémentaires
Modalités de refonte de la recherche cotonnière	CRRA de Bébedjia en situation géographique privilégiée mais enclavé, confronté à des difficultés de fonctionnement, fortement dépendant de la Cotontchad, RH limitées, foncier sous-employé,. Firmes phytosanitaires prêtes à financer des recherches appliquées.	Choix stratégiques concernant le devenir du CRRA à Bébedjia : - redéfinition du rôle du CRRA vis-à-vis de la production semencière, en lien avec le devenir de la ferme de Békamba - politique de formation / recrutement de jeunes chercheurs - synergies entre institutions de recherche nationales aux difficultés similaires. - définition des modalités du partenariat privé / public concernant la recherche cotonnière ainsi que les synergies à développer pour le financement et la conduite de ces recherches,	Plusieurs options possibles, parmi lesquelles : i/ confortation du rôle du CRRA : attribution accrue de moyens humains et financiers, réhabilitation du parc matériel et infrastructures, désenclavement numérique. ii/ recentrage des bases vies avec réduction du foncier, le CRRA évoluant vers un terrain d'expérimentations
Modalités de réforme de l'encadrement technique	Carence de l'ONDR en ressources humaines et financières mais institut disposant de compétences indéniables. 180 agents interfaces employés par la Cotontchad cantonnés à l'organisation des MAG. Appuyé par CTRC/PSAOP processus de coopérativisation des CCL visant à la prise en charge par ces structures de l'encadrement	Organisation de la vulgarisation technique et de l'encadrement constituant une responsabilité régaliennne. Nécessité de clarification par l'Etat des rôles qu'il assume, ceux qu'il souhaite contractualiser avec des opérateurs privés suivant un cahier de charges à déterminer ainsi que les modalités de financement de la vulgarisation technique, et plus particulièrement cotonnière	Options concernant l'encadrement : - revenir au système antérieur, avec conduite de l'encadrement par l'ONDR en contrepartie d'une participation des opérateurs cotonniers au coût de cette vulgarisation. - délégation de l'encadrement cotonnier aux opérateurs repreneurs, l'ONDR conservant un rôle de vulgarisation technique plus général.
Programmation de la réhabilitation et de la maintenance du réseau routier	Etat de délabrement des voies de communication Budget annuel ne couvrant que la réhabilitation annuelle de 15 % du réseau de voies de communications nationales. Depuis 2005, Fonds d'Entretien Routier alimenté par des postes de péage officiels sur certains axes	Nécessité d'une clarification des responsabilités institutionnelle (cf. axes secondaires). Nécessité d'un schéma d'aménagement des voies de circulation de différentes natures Nécessité d'une définition de la contribution de l'activité cotonnière au financement de la maintenance du réseau routier: le volume des rotations contribuant effet significativement à la dégradation des pistes cotonnières	Taxation officielle du transport inexistante sur le réseau de pistes rurales cotonnières. Mobilisation envisagée des fonds pétroliers pour la zone soudanienne (+ zone pétrolière dans le cadre du PDR) Budget du Ministère des Transports pour la maintenance routière: 6 milliards de F CFA à comparer aux coûts de réhabilitation (5 à 6 millions F CFA / km) et de maintenance (2 millions de FCFA / km).
Evolution des marchés autogérés	Système de risque unilatéralement supporté par les planteurs Campagnes de productivité au déroulement dégradé.	Opportunité de renégociation du système des MAG devant préciser i/ le niveau de déconcentration et d'organisation géographique des MAG ; ii/ les cadres de compensation du transfert de fonctions supplémentaires aux AV ; iii/ les cadres de minimisation des retards de paiement, les délais actuels étant inacceptables ; iv/ les échelles de solidarité sur les risques de production et v/ les cadres d'indemnisation des AV en cas de perte de revenu imputable à des carences de(s) opérateur(s)	Gestion interprofessionnelle de cette renégociation indispensable pour la construction d'un système acceptable de tous. Difficulté à lever : faible légitimité des organisations paysannes faitières pour conduire ce type de négociations

Source : enquêtes (2005)

Conclusion

Les éléments présentés dans cette synthèse d'une étude réalisée fin 2006 et de résultats d'une enquête menée fin 2005 dessinent les contours d'une filière cotonnière particulièrement tourmentée.

En l'absence d'alternatives pour l'accès aux crédits et aux intrants, les marges de manœuvre des producteurs sont réduites face à la détérioration de la gestion de la fourniture d'intrants, de la collecte du coton graine et de son paiement aux planteurs. Dans ce contexte, la faiblesse persistante des performances technico-économiques des exploitations résulte surtout d'un ensemble de pratiques de production opérées en réponse aux contraintes d'un environnement externe défavorable. Dans le contexte actuel, la culture du coton est associée à un haut niveau de risques pour les planteurs, tant en terme économique qu'alimentaire. D'importants gains de productivité au champ comme en aval sont indéniablement possibles. Ils sont notamment conditionnés par la fondation de filières performantes « crédit rural » et « intrants » ainsi que l'instauration d'un système de commercialisation partageant plus équitablement les risques marchés, associées à la mise en place d'un mécanisme de soutien des cours du coton sur le marché intérieur.

La commercialisation du coton graine est caractérisée par l'importance des risques supportés par les planteurs, y compris ceux nés des défaillances de la société cotonnière. Dans un contexte de logistique problématique des campagnes cotonnières, elle est aussi marquée par des arrangements qui perturbent la logique des termes de l'échange au détriment des planteurs. Ceci fragilise les associations de planteurs dont la dette vis-à-vis de la Cotontchad a atteint un niveau critique, tandis que l'organisation des planteurs censée assurer la défense de leurs intérêts est desservie par une très faible redevabilité.

Censée la sortir de l'ornière, la libéralisation de cette filière est engagée à travers la privatisation de la Cotontchad, la création de coopératives de production et de commercialisation du coton graine ainsi que le repositionnement du rôle de l'Etat dans la filière. Si les planteurs et les responsables d'AV voient majoritairement en l'élaboration de coopératives une opportunité d'amélioration de leur situation, leur perception de la privatisation est mitigée. Elle intègre conjointement l'espoir d'une amélioration des conditions de production / commercialisation du coton graine et la crainte d'une détérioration accrue de diverses fonctions. Dans tous les cas, le processus en cours est susceptible d'impacter durablement le développement économique de cet espace et sa stabilité. Il reste de ce fait associé à un haut niveau de risque.

Diverses recherches financées par la Coopération Française sont actuellement conduites pour améliorer la compréhension des systèmes de production en zone soudanienne du Tchad : une étude¹² en cours vise ainsi à l'analyse technico-économique de 800 exploitations agricoles, en lien avec les pratiques de production et la comparaison des performances obtenues dans divers ateliers de production végétale. A l'échelle sous-régionale, un programme d'analyse comparative des filières cotonnières d'Afrique Centrale¹³ a été initié, tandis que des travaux d'identification des pistes d'amélioration de la gestion du risque phytosanitaire¹⁴ sont menés au Cameroun et au Tchad. Dans un contexte en mutation accélérée, ces travaux de recherche doivent permettre d'accompagner les évolutions en cours en facilitant la capacité d'intervention sur ces systèmes.

¹² « Observatoire du développement des systèmes de production en zone soudanienne du Tchad » ITRAD-ARS2T

¹³ « Dynamique des filières cotonnières d'Afrique Centrale face au contexte global et local » PRASAC - ARDESAC

¹⁴ Programme PICUR - ARDESAC

Bibliographie

- Arrivets J., Rollin D., 2002. Questions de fertilité dans la zone soudanienne du Tchad : Proposition d'un travail de recherche développement utilisant des systèmes avec SCV, rapport de mission, Montpellier, CIRAD, 56 p. + annexes,
- Banque Mondiale et autres bailleurs, 2005, Feuille de route pour la Réforme du Secteur Coton au Tchad
- CCL Pala, 2000, Statuts : association professionnelle des producteurs de coton de la zone usine de Pala, dénommée comité de coordination local de Pala
- CECI, 2000, Plan d'Actions pour la restructuration et le renforcement des organisations de cotonculteurs
- CFDT, 1993 : Audit technique et financier de la Cotontchad - Annexes, N'Djaména, SCAC,
- CFDT, 1994 : Filières cotonnière d'Afrique Francophone, les risques d'un démantèlement, réunion d'Abidjan, N'Djaména, SCAC, 17 p.
- Comité de Réflexion et de Suivi de la Filière Coton, 1993, deuxième contrat-plan révisé de la filière coton, N'Djaména, SCAC
- Cotontchad, 1991, Projections de remboursement des emprunts à moyen et long termes 1991-2010, N'Djaména, SCAC
- Cotontchad, 1995, Comité de suivi de la filière coton du 3 février 1995, N'Djaména, SCAC,
- Cotontchad, 2004, Plan de relance de la production cotonnière à partir de la campagne 2004/2005, Moundou, COTONTCHAD,
- Cotontchad, 2004, Synthèse des travaux de l'atelier de relance de la filière cotonnière à partir de la campagne 2004-2005, Moundou, COTONTCHAD,
- Devèze J.-C., Halley des Fontaines D., 2005, Le devenir des agricultures familiales des zones cotonnières africaines : une mutation à conduire avec tous les acteurs, à partir des cas du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun et du Mali, AFD, EVA/STR, NDjaména, PRASAC, 62 p. + annexes
- Djondang K., 2005. Suivi de l'impact socio-économique des retards de paiement du coton et ses conséquences sur la sécurité alimentaire des populations, N'Djaména ITRAD
- Feizoure H., 1994. Réalité des pratiques paysannes en matière d'utilisation des intrants sur coton, mémoire de D. A. T., Montpellier, CNEARC.
- Felix A., Bellot J.-M., 1994. Tchad : La filière coton – Vers une nouvelle répartition du rôle des acteurs, N'Djaména, SCAC, 16 p. + annexes
- FMI – Etat Tchadien, 2005 : Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding
- Fok A.C.M., 2002. Préserver un futur au coton africain : la revendication légitime d'équité dans les échanges mondiaux ne sera pas suffisante. <http://www.cirad.fr/publications/documents/pdf/fok.fok>, 15 p.
- Fok A.C.M., 2005. Coton africain et marché mondial : une distorsion peut en cacher une autre plus importante, Colloque Agence Universitaire de la Francophonie, Bamako, 22 p.
- Hauswirth D., 2006. Diagnostic de la filière coton au Tchad. Perspectives et privatisation. Etude conduite en 2005. N'Djaména, 75 pp. + annexes
- Hauswirth D., 2005. La libéralisation de la filière coton au sud du Tchad peut-elle seule suffire à la sortir de l'ornière, non publié, N'Djaména, SCAC, 17 p.
- Hauswirth D., Naitormbaide M., 2004. Modes de gestion de la fertilité en zone soudanienne du Tchad, rapport provisoire, N'Djaména, Ministère de l'Eau et de l'Environnement, PNAE, 251 p + annexes.
- Horus entreprise, 2000. Audit technique et financier de la Cotontchad. Proposition de plan d'action à court terme, Ministère des Affaires Etrangères DGCID / DCT / EPS, Paris, 108 p. + annexes.
- Lakhal H., 2005. Coton : prix bas, stocks mondiaux en hausse, AFD – RCH / AGC – produitdoc n°131, 1p.
- Lanser P., Angé A., Guealbaye M., 2004. Programme d'appui à la relance du secteur coton. Etude de l'évolution des institutions et du secteur privé, aide mémoire, N'Djaména, FAO, 9 p.

Magrin G., 2000. Le Sud du Tchad en mutation : des champs de coton aux sirènes de l'or noir, thèse de doctorat, Montpellier, CIRAD, Éd. Sépia, 427 p. + planches illustrées

Marambaye D., 2002, Evolution des conditions paysannes de production du coton au sud du Tchad et ses conséquences sur les stratégies des paysans, rapport de maîtrise, PRASAC, N'Djaména

Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., Evolution des conditions de la production cotonnière en Afrique Centrale et ses conséquences sur les stratégies paysannes, PRASAC, avril 2003, N'Djaména, 43 p.

Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Elevage, Ministère de l'Environnement, 1999, diagnostic et stratégies pour le secteur développement rural, N'Djaména, 68 p.

Miroudot S., 2004, Quelle avenir pour initiative sectorielle du coton après l'échec de Cancun ?

Nuttens F., 2001. La production de coton graine en zone soudanienne (cartes, graphiques et tableaux), N'Djaména, Ministère de l'Agriculture, ONDR / DSN

ONDR, 2001, Charte des Marchés Autogérés de coton graine, Moundou

Pieri C., 1989 : Fertilité des terres de savane : Bilan de 30 ans de recherche et de développement agricoles au sud du Sahara, Paris, Ministère des Affaires Etrangères, ISBN 2-87614-024-1, 444 p.

Paop, CIRAD/SAR n°81/96, 1996. Stratégies des producteurs. Exploitation et gestion des ressources naturelles de la zone soudanienne, Montpellier, CIRAD, 124 p. + annexes

Paop, CIRAD/SAR n°81/96, 1996. Les organisations paysannes dans le développement de la zone soudanienne du Tchad, Montpellier, CIRAD, 219 p. + annexes

Raymond G., 1991, gestion de la fertilité des sols et production cotonnière dans la sud-Tchad, IRCT-CIRAD, session « L'Agriculture et la gestion des ressources renouvelables », atelier B1

Verardo B., Ezemenari K., Baipor L., White S., Pedulla S. et al., 2004, Analyse de l'impact social et de la pauvreté Réforme du secteur Coton au Tchad - Analyse qualitative ex-ante – Première phase, 47p.+annexes